

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14535 - 6 F

MARDI 22 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUME

Vote-sanction en Turquie

M. Turgut Ozal a payé, dimanche 20 octobre, le prix d'une politique dont le bilan est très loin d'être négatif, mais trop peu soucieuse d'équité sociale. Un peu à la manière de Mikhaïl Gorbatchev, le président turc recueille à la fois, pour avoir stabilisé son pays et l'avoir ouvert vers une économie plus ouverte, l'estime des dirigeants occidentaux, qui trouveront en lui pendant la crise du Golfe un allié fiable, et l'impopularité chez lui. L'inflation que M. Ozal avait promis d'éradiquer en arrivant au pouvoir est, aujourd'hui, à un taux de 70 %, le mal le plus douloureusement ressenti par les Turcs.

Le revers est certes moins ample que certains le prédisaient puisque le parti de M. Ozal obtient la seconde place, devant une gauche social-démocrate qui n'a pas profité, dans l'ensemble du pays, du mécontentement. Mais, dû à la réélection de M. Ozal, privé de sa majorité au Parlement, ne pourra plus compter sur le relais du gouvernement pour exercer, comme il l'a fait ces dernières années, un pouvoir très autocratique.

La grande surprise de ces élections est le score de près de 17 % obtenu par le Parti fondamentaliste de M. Erbakan, allié pour l'occasion au vieux leader de l'extrême droite turque, M. Aspalan Turkes. C'est un vote de protestation. M. Erbakan a mené une campagne électorale très dispendieuse et habile, sans prêter ouvertement l'intégrisme islamique. Il en recueille les fruits au-delà de toute attente, auprès des masses que les difficultés matérielles poussent vers les grandes villes, et dans l'est du pays, où il séduit une fois de plus une population kurde à la fois religieuse et de plus en plus habitée par le sentiment de révolte.

M. Demirel, vieux leader conservateur, six fois premier ministre et vainqueur des élections de dimanche, s'est bien gardé, pendant la campagne, d'indiquer quel partenaire aurait ses préférences dans une coalition. Il a tellement clamé avoir pour objectif d'évincer M. Ozal de la présidence qu'on l'imagine avec difficulté s'alliant au parti du chef de l'Etat. La réélection d'une coalition Demirel-Erbakan telle qu'elle existait avant le coup d'Etat de septembre 1980 figure parmi les hypothèses. Elle pourrait remettre en question l'équilibre qu'avait su instaurer M. Ozal et qui consistait à donner quelques gages à l'islam tout en menant une politique très fortement orientée vers un modernisme à l'occidentale.

ENFIN, ce scrutin confirme l'émergence d'un problème kurde que la majorité de la classe politique turque répugnait à reconnaître et qui était jusqu'à présent très enfoui. Une majorité d'électeurs, dans les régions du Sud-Est, ont obéi aux consignes de vote du mouvement terroriste et indépendantiste, le PKK, qui n'avait guère d'emprise sur la population il y a quelques années encore. Parallèlement à la répression normale du terrorisme qu'il continuait à mener avec l'appui de l'écrasante majorité des Turcs, M. Ozal avait vu venir ce phénomène mieux qu'aucun des autres leaders et semblait en passe d'élaborer, pour y faire face, une réelle politique. Rien ne dit qu'il aura les moyens, ni qu'un autre que lui aura le désir de prendre à bras le corps ce problème qui risque de devenir l'un des plus graves pour les prochaines années en Turquie.

Lire nos informations page 3

M0147 - 1022 0 - 6.00 F



Avant la conférence de paix au Proche-Orient

- Jérusalem entérine le plan Baker
- L'OLP et la Syrie se réconcilient

Le gouvernement israélien a approuvé dimanche 20 octobre, par seize voix pour, trois contre et une abstention, la participation de l'Etat juif aux négociations de paix sur le Proche-Orient. A la suite de ce vote, qui entérine le plan Baker, le petit parti nationaliste Tehya (trois députés) a décidé de quitter la coalition gouvernementale, dans l'espoir

d'entraîner dans l'opposition tous les courants d'extrême droite. D'autre part, dans le cadre d'un accord sur la libération immédiate d'un otage américain au Liban, Israël a élargi lundi matin quinze prisonniers chiites libanais. A Damas, M. Arafat a rencontré le président Assad, scellant la réconciliation entre l'OLP et la Syrie.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Trois soldats israéliens, victimes d'une opération revendiquée par le Hezbollah, qui sautent sur une mine et sont tués, dimanche matin, au Liban sud. Des villages chiites de la même région, censés abriter des complots terroristes, bombardés en représailles, jusque tard dans la nuit, par l'artillerie israélienne. Un car de touristes qui croisent à tort l'intifada terminée et qui se retrouvent pris sous une pluie de pierres dans la partie arabe de Jérusalem (deux blessés légers).

Des tracts d'Hamass, le mouvement palestinien islamiste des ter-

ritoires occupés, distribués un peu partout, dimanche, pour appeler à une grève générale de protestation, le 30 octobre. D'autres tracts, ceux-là signés du Fatah de Yasser Arafat, qui invitent les Palestiniens à ignorer les premiers. Un parti d'extrême droite israélien, le Tehiya, qui retire brusquement son soutien à la coalition gouvernementale dirigée par M. Itzhak Shamir : l'annonce de la première conférence de paix entre l'Etat juif et certains de ses ennemis arabes, le 30 octobre, à Madrid, a provoqué des réactions plus ou moins attendues.

C'est dans ce lourd climat d'ap-

préhension quant à ce qui risque encore de se produire dans les jours et les semaines à venir, que les ministres du gouvernement le plus à droite qu'Israël ait jamais connu ont voté, dimanche 20 octobre, par seize voix pour, trois contre et une abstention, en faveur de la participation de l'Etat juif à la conférence de paix. Sans imprévu, Israël sera au rendez-vous de Madrid.

Même si, comme le confiait, dimanche soir, un ministre, « cela n'a pas été facile », le résultat est conforme à ce qui pouvait être envisagé.

PATRICE CLAUDE
Lire la suite
et nos informations page 6

Selon une note remise en 1989 au gouvernement

400 000 personnes auraient été contaminées par du sang infecté

Un document officiel « à diffusion restreinte », adressé en août 1989 au cabinet de M. Evén, alors ministre de la Santé, de la Santé et de la Protection sociale, apporte des précisions inquiétantes concernant la qualité des produits sanguins utilisés en France. Selon ce document, plus de 400 000 personnes sont actuellement contaminées par différents virus (ceux de plusieurs hépatites ou du sida) à la suite de transfusions sanguines pratiquées ces dernières années.

Le document signé du docteur Michel Garretta, alors directeur général du Centre national de transfusion sanguine, fournit une estimation détaillée de l'ensemble des contaminations virales survenues ces dernières années à la suite de transfusions sanguines ou de l'utilisation de produits dérivés du sang. Selon l'auteur, plus de 400 000 personnes sont, en France, concernées. Il s'agit, pour l'essentiel, du virus d'une forme d'hépatite (dite non-A, non-B) et, dans une moindre mesure, et virus de l'hépatite B, qui, en dépit d'un dépistage instauré dès 1971,

continue d'infecter chaque année plusieurs milliers de receveurs. De la même façon, les méthodes actuelles du dépistage de l'infection par le virus du sida ne permettent pas de prévenir plusieurs dizaines de contaminations annuelles.

Ces éléments mettent en lumière la nécessité d'une profonde réforme du système transfusionnel français. Le gouvernement doit d'ailleurs annoncer prochainement une série de mesures en ce sens.

Lire les articles de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI page 13

Le virus découvert à l'Institut Pasteur serait à l'origine du test américain du sida.
page 13

Une semaine sociale tendue



Lire l'article de FRANÇOIS GROSCHARD et le billet d'ALAIN FALIAS page 21 ainsi que l'article d'ALAIN ROLLAT page 34

Quelle loi électorale pour les années 90 ?

par Jacques Lesoume

La désaffection des citoyens à l'égard des partis traditionnels, la réforme éventuelle de la loi électorale pour les législatives de 1993, ces deux sujets qui préoccupent les commentateurs politiques paraissent indépendants. Ils sont pourtant intimement liés.

En contraignant les partis à s'organiser en vue de la victoire au second tour, le scrutin uninominal à deux tours a eu dans l'ensemble et jusqu'à ces toutes dernières années une influence favorable sur la vie politique française : il a facilité la constitution de majorités parlementaires stables, il a permis à la gauche d'acquiescer sans partage une expérience de gouvernement, il a engendré des alternances claires. Mais au cours de ce processus de structuration des partis, il a aussi contraint, dans un premier temps, le Parti socialiste à « gauchir » son discours pour ramener dans ses filets le Parti

communiste. D'où le programme d'Epiney puis le programme commun de la gauche qui apparaissent aujourd'hui comme des monuments d'anachronisme.

Tout cela s'est fait sans violence sur l'opinion car, à la fin des années 60, l'état idéologique de la France était encore marqué par la lutte entre le socialisme et le capitalisme et par les clivages issus d'une structure sociale en voie de disparition.

Bien différent est le paysage d'aujourd'hui car plusieurs changements se sont produits au cours des années 80 :

- une nouvelle configuration sociale a émergé en France, avec une énorme nébuleuse centrale de classes moyennes et des groupes périphériques divers, dont l'importance numérique diminue lentement... Dans leur majorité, les électeurs de cette nébuleuse sont attachés à la fois à l'entreprise et

au marché, à l'Etat-protection et à ses services ;

- l'effondrement du communisme a accéléré l'aggiornamento idéologique de la gauche ; il n'est plus question de mettre fin au capitalisme mais de choisir entre des variantes de capitalisme qui abordent différemment les problèmes de solidarité ;

- devenu parti de gouvernement, conscient des réalités internationales, le Parti socialiste ne peut qu'adopter une politique pragmatique de réformes modérées ;

- enfin, l'ouverture de l'Hexagone sur l'extérieur, les bouleversements de nos structures productives, l'incertitude de l'avenir, contribuent à rallier un ensemble hétérogène de citoyens inquiets à ce courant néo-philibertin et populiste qu'est le Front national.

Lire la suite page 11

Le siècle des mégapoles

A Montréal, le troisième sommet des grandes villes du monde s'est préoccupé des conséquences de la croissance urbaine sur l'environnement.

page 14

L'affaire Ochoa à Cuba

Des révélations sur le trafic de drogue.

page 10

Un entretien avec le président Hraoui

Le chef de l'Etat libanais en visite en France.

page 8

L'insécurité au Pérou

Terrorisme et délinquance inquiètent les investisseurs.

page 24

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34

CHARLES ZORGBIBE
Chronologie des relations internationales depuis 1945

De la paix manquée de 1945 à la diplomatie gorbatchévienne, les 5000 événements qui ont tissé l'histoire des relations internationales.

Collection "Premier Cycle" - 416 pages - 122 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Bruxelles gagne l'« Anneau »

Après deux ans d'efforts, l'équipe de l'Opéra de la Monnaie produit une « Tétralogie » complète

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

C'est la dernière folie de Gérard Mortier. L'ultimo salut de Monsieur Loyal avant de s'éclipser (il dirigera le Festival de Salzbourg en janvier). Pari impossible, projet dément, course perdue d'avance, combat contre les géants... combien de fois le patron de la Monnaie s'est-il demandé pourquoi ils avaient tenu bon, lui et son Opéra, et accouché, à Bruxelles comme à Bayreuth, d'une « Tétralogie » complète. Non pas les quatre journées produites à la petite semaine, un épisode par an. Mais le tout bâti dans le même élan, livré d'un seul tenant : quinze heures de spectacle menées, en deux années d'efforts, à l'état de quasi-aboutissement ; l'immense cycle wagnérien donné entier, comme divertissement. Sauf que le public doit lui consacrer toute une semaine, à ce « divertissement » !

Des Ring, on peut en voir ailleurs qu'à Bruxelles : à Düsseldorf, à Cologne, sera donné cette saison l'« Anneau » complet - et à Paris aussi, par l'Orchestre philharmonique et Marc Janowka, en version de concert. Mais les productions scéniques sont traditionnellement bâties pierre par pierre, l'Or du Rhin une année, la Walkyrie l'année suivante, pour constituer au bout de quatre ans un cycle complet.

ANNE REY

Lire la suite page 18

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Banques : l'impératif informatique ■ La concurrence imparfaite ■ Le Japon tend par l'Amérique latine ■ La chronique de Paul Febra : « Les pays modernes du tiers-monde »

page 29 à 32

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Italie, 1,20 L ; Japon, 2,25 ¥ ; Liban, 1,50 L.L. ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Royaume-Uni, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2,5 \$; USA (autres), 2,50 \$

هنا من الأخبار

هك نام النحل

DÉBATS

Un entretien avec Algirdas-Julien Greimas

« La première chose qui se fait quand il s'agit de l'Europe, c'est d'empêcher des Européens d'arriver en Europe occidentale »

« Avant de parler de la Lituanie, évoquons la nature de vos liens avec les réalités lituaniennes. »

— J'y suis né. La Lituanie, c'est mon enfance, ma jeunesse, que j'ai passée jusqu'au bac. Les gens s'étonnent en Lituanie que je continue à parler lituanien. C'est à peu près normal. Comment je suis devenu français ensuite, le mérite en revient à M. Hitler. C'est Hitler qui a décidé d'exercer un chantage sur la Lituanie, de ne plus en accepter les exportations. Il a donc fallu réformer l'économie lituanienne et la politique générale et se tourner vers la France.

— Jusque-là, j'avais suivi les cours d'un « gymnase » de type allemand. Le gouvernement a décidé : maintenant on va créer des lycées français. Mais il n'y avait pas de professeurs de français. On a expédié en France trois cents types avec des bourses pour apprendre le français et devenir professeurs de français. J'étais étudiant en droit. Je me suis dit : pourquoi ne pas aller en France ?

— La première année, j'ai pesté contre la France, je trouvais que c'était le bordel : 36, le Front populaire, vous imaginez. Rien ne marchait alors que, nous, nous avions quand même un peu le sens de l'ordre. La deuxième année, je suis tombé amoureux de la France.

— Vous étiez à Strasbourg. — J'y ai obtenu ma licence, en effet. En 1939, je suis retourné en Lituanie pour faire mon service militaire. Les Russes sont arrivés en laissant le pays soit-disant indépendant. On nous a intégrés dans l'armée rouge, je ne connaissais pas un mot de russe. On m'a donné un papier : j'étais officier de réserve dans la glorieuse armée rouge des travailleurs et des paysans. Nous voilà bolcheviques, et puis les Allemands nous « libèrent ». Pour eux, nous étions une main-d'œuvre intéressante. On déclare la mobilisation et, de nouveau, je suis convoqué pour être mobilisé comme officier dans l'armée de Hitler.

— Alors là, j'ai eu le sentiment que j'étais européen. Deux armées luttant entre elles et moi j'étais bon pour les deux. Je regardais avec consternation, avec le sentiment de l'absurde tout ce qui se passait. D'où, après, ce sentiment d'européanité qui est quelque chose que les Français ne comprennent pas ou ont oublié. Autrefois ça se savait. L'Europe est une chaîne de valeurs, un ensemble qui compte énormément, qu'on soit lituanien ou tchèque ou polonais.

— Dans cette situation absurde, il fallait organiser la résistance contre les Allemands, non ? Mais pour quoi faire ? Pour que les Russes arrivent ? Cette résistance a été une résistance absurde. C'est alors que j'ai produit mon premier article en langue lituanienne sur Don Quichotte. Nous avons organisé cette résistance antinazie et, ensuite, à l'arrivée des Russes, cette résistance s'est transformée en résistance antirusse, anticomuniste.

— Le problème était : comment

Algirdas-Julien Greimas, né le 9 mars 1917 à Tula, en Russie, de parents lituaniens, est surtout connu en France et sans doute plus encore hors de l'Hexagone comme un aucteur et brillant théoricien de la sémiotique. Sa rencontre avec Roland Barthes, alors qu'il enseignait l'histoire de la langue française à la faculté des lettres d'Alexandrie, en Égypte, un important article : « L'actualité du saussurisme », publié en 1956, apparaissent aujourd'hui avec le recul du temps comme les premiers épisodes d'un intense foisonnement intellectuel qui renouela ensuite une partie des études linguistiques et « irradia » les sciences humaines.

En 1966, l'œuvre de A.-J. Greimas, élargie dès ses débuts par les travaux du philosophe Maurice Merleau-Ponty et de l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, s'enrichissait d'un ouvrage fondamental : Sémiotique structurale. A.-J. Grei-

entretenir des relations, comment aider cette résistance parce qu'il y avait trois cent mille hommes qui sont partis dans les maquis, et cette résistance a duré six ans jusqu'en 1951-1952. Alors j'ai essayé d'aider la résistance à partir de Paris.

« Les gens sont habitués à obéir, à ne pas prendre d'initiatives »

— Vous avez regagné la France quand ?

— En 1944. À partir d'ici, j'ai commencé à collaborer à la presse lituanienne d'Amérique, une sorte de mouvement culturel de résistance. Les textes paraissaient à Chicago, entraient ensuite en Lituanie à dix ou quinze exemplaires et circulaient. Ils étaient reproduits sous le manteau. Pendant quarante ans, à côté de ma vie de penseur, j'ai mené une vie parallèle de Lituanien. Le résultat, c'est un bouquin qui est paru l'année dernière sur mes quarante ans de journaliste politico-culturel.

— Si ces articles sont aujourd'hui encore considérés comme une référence, c'est parce que les Lituaniens vivent encore dans une idéologie figée. La vie s'était arrêtée entre 1945 et 1950. Il paraît que ce que je disais en 1950 est actuel maintenant.

— Pour revenir à ce que vous nous indiquez au début sur cette carrière de journaliste lituanien de l'extérieur, est-ce que vous pouvez nous raconter ce que vous avez vu du cheminement dans la période récente de la Lituanie vers son indépendance retrouvée et, maintenant, que c'est vraiment en train de

mas, devenu en 1965 directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, publiée en 1970 Du Sens — Essais sémiotiques, et, en 1976, Mau-pensant, la Sémiotique du texte : exercices pratiques ainsi que Sémiotique et sciences sociales.

Mais, en 1985, c'est un autre Greimas qui fait son apparition pour le public français avec la traduction (du lituanien) du livre Des dieux et des hommes, un ensemble d'essais consacré à la mythologie lituanienne. En vérité, au fil d'une carrière parallèle de journaliste lituanien en exil, A.-J. Greimas n'a jamais rompu ses liens avec la Lituanie. Le sémioticien, devenu français depuis longtemps, s'exprime ici sur son premier pays, sur ce qu'il appelle lui-même la schizophrénie née de sa double appartenance. Il parle encore de ce double qu'il la conçoit et telle qu'il l'ob-

se faire, est-ce que vous avez le sentiment d'y avoir pris part et dans quelle mesure ?

— Évidemment, il est difficile d'évaluer sa propre action. Je suis allé deux fois en tant que Français à l'université de Vilnius. J'ai fait des conférences. J'ai parlé de la souveraineté lituanienne dans la mythologie lituanienne, c'était quelque chose qui était admissible. Ensuite, j'ai organisé des séminaires. Il y avait là entre deux cents et trois cents professeurs de toutes les branches qui me posaient des questions pendant trois heures, cinq heures : qu'est-ce que la psychanalyse ? Où en sont les études historiques ? Qui est Lacan ? Une curiosité immense, dans les années 70, puis à la fin des années 80.

— Pourquoi s'intéresser aux problèmes de la mythologie lituanienne ? J'ai longtemps travaillé avec Claude Lévi-Strauss et j'étais très ami avec Georges Dumézil, qui me disait : « Vous avez la chance d'être le seul à connaître la Lituanie, le seul à pouvoir rapporter dans cette mythologie indoeuropéenne la composante lituanienne. » J'ai retrouvé la fonctionnalité, j'ai publié le premier texte du treizième siècle sur les trois dieux principaux. C'est une contribution que je dirais scientifique, mais une fois transmise là-bas, elle faisait fonction nécessairement de contribution au réveil national.

— Dans l'ensemble européen élargi, comment décrire ce que l'on pourrait appeler la polysémie de la langue et de la culture lituaniennes ?

— C'est une question à laquelle il est difficile de répondre. Si vous le permettez, je poserais la question autrement pour y répondre à ma façon. Plutôt que de culture, il s'agit d'abord du rôle politique, de la position politique de la Lituanie, différente par rapport aux autres pays baltes. La Lituanie, ça existe et ça existe fortement dans la conscience de la Russie, alors que la Lettonie, ce sont des barons baltes, c'est-à-dire des Allemands. Dans un de ses fameux discours, Staline a dit : « Vous les moujiks, vous avez, pendant des siècles, été des esclaves des Tartares, des Boyards lituaniens, vous ne savez pas comment être libres. » C'est-à-dire qu'un Russe estime être passé de l'esclavage des Tartares à celui des Lituaniens.

— Prenez l'Ukraine, le chef de l'opposition est un poète. Les Ukrainiens viennent à tout moment en Lituanie. En ce qui concerne la Biélorussie, l'organisation du front national biélorusse a eu lieu à Vilnius et non pas à Minsk. Parce que les Biélorusses ne savent pas qui ils sont. Ils étaient Lituaniens au dix-neuvième siècle, on les appelait Lituaniens. Maintenant, Minsk, qu'est-ce que c'est ? C'est une ville de province, leur capitale, c'est Vilnius. C'est pour cela que, dans la politique de Gorbatchev, ne pas céder aux Lituaniens était décisif à cause du symbole.

— Vous décrivez la Lituanie comme un pôle d'attraction politique fort.

— Mais oui, parce que si on cède aux Lituaniens, on cède à tout le monde. C'est ce qui s'est passé. La tierce de Vilnius et le reste : tout ça s'explique dans ce contexte symbolique. De quoi s'agit-il au fond ? D'un problème

de sens. La France est gagnée par « l'insignifiance ». On n'y comprend plus le poids des valeurs symboliques. Là-bas, les gens sont prêts à se faire tuer. Comment voulez-vous qu'un Français se fasse tuer pour quoi que ce soit ?

— Le voisinage polonais est-il facile à assumer par la Lituanie ?

— Il y a la Pologne à côté, évidemment. La Lituanie est un pays catholique. Mais qu'est-ce que c'est d'être catholique après avoir été communiste pendant quarante ans ? C'est attendre les instructions et les commandements de l'Église. Les gens sont habitués à obéir, à recevoir des instructions et à ne pas prendre d'initiatives. Il y avait cinq cents philosophes marxistes, ils sont devenus cinq cents philosophes catholiques. Mais qu'est-ce que c'est que ces

« Ils disent : droit du sang, droit du sol. Moi, je suis Français par option, par contrat social, à la manière de Rousseau »

catholiques ? Ils mettent en première page de la revue de littérature publiée par l'association des écrivains lituaniens saint Casimir, le patron de la Lituanie. Je n'ai rien contre saint Casimir, mais enfin, en quoi s'est-il illustré ?

— Il y a quelques années, le pape a décidé de donner saint Casimir à la Lituanie. Que chacun soit content : les Polonais auront saint Stanislas et les Lituaniens saint Casimir. Un jour, mon curé parisien arrive avec un texte : « Voilà l'histoire de saint Casimir, est-ce que vous ne pourriez pas me conseiller, comment présenter ce saint Casimir aux Français ? » Alors, j'ai lu ce texte illustré par la chasteté. Très bien. Seulement, j'ai fait remarquer : « Le mérite n'est pas considérable parce qu'il est mort à dix-sept ans. C'est tout ce qu'il y a en lui de sainteté. On ne peut pas raconter ces choses-là aux Français, ils vont se moquer de votre chasteté. »

— Évidemment, le communisme est moral, l'Église est morale, tout le monde est moral et tout le monde pèche comme tout le monde. Mais cette image, vous voyez, c'est l'illustration de la Pologne voisine et du poids du pape polonais. Heureusement, en Lituanie, il y a toujours eu une sorte de société à la française avec une part de catholicisme et une part de libéralisme. Alors je crois que la Lituanie peut éviter la colonisation sur le plan religieux.

— Est-ce qu'il existe en Lituanie une certaine forme de nostalgie mal digérée ?

— Les Allemands distinguent le folklore et le folklorisme. C'est le danger du catholicisme réactionnaire que j'ai évoqué. J'ai parlé avec le nouveau président lituanien. J'ai demandé : cette domination catholique, est-ce que ce n'est pas dangereux ? C'est un sage. Il a



plus français que les Français. Ils disent : droit du sang, droit du sol. Moi, je suis français par option, par contrat social, à la manière de Rousseau. Je me suis engagé à être français et j'ai acquis des droits et j'ai rempli mes devoirs. Pendant quinze ans, j'ai travaillé à l'étranger pour représenter la France.

— Dans ce contexte, qui va résoudre les problèmes ?

— Mon problème numéro un en ce moment, c'est comment trouver des films français pour la télévision lituanienne. Il n'y a que les Américains et les Allemands, toute la télévision lituanienne maintenant est germano-américaine, alors que les gens aspirent à autre chose, mais si on les habite à des McDonald's dès maintenant, à ce que j'appelle la « macdonaldisation », ce sera fini. C'est pourquoi nous sommes assez pressés.

— Est-ce qu'il n'y a pas une contradiction fondamentale qui peut difficilement être levée si, comme vous le disiez tout à l'heure, une Europe des valeurs où il y a la Lituanie et d'autres peuples s'adosse et demande aide à ce que vous appelez l'autre Europe, qui est plus ou moins sans valeurs ?

— Chacun a sa place selon ses faibles moyens. La sémiotique telle que je la professe est justement une sémiotique qui serait une axiologie, une théorie, un enseignement des valeurs. Seulement, depuis quelques années, le terme de valeurs est tellement dévalorisé que l'on a honte de le prononcer.

— Il faut commencer par inculquer des valeurs. Comme je suis double, je m'inquiète un tant que Français, un tant qu'homme. Que je publie en France ou en Amérique, la question n'est pas là. Il faut arriver à se sortir de cette période d'insignifiance, c'est-à-dire d'apathisme des valeurs.

— Pour revenir à vous-même, comment êtes-vous passé de la Lituanie à la sémiotique ? Vous aviez fait du droit. Quelle influence a pu jouer, dans vos recherches, le fait d'être étranger et lituanien ?

— C'est très simple. Comme je le disais, j'éprouvais très intensément le sentiment de l'absurde, du non-sens, qui m'a poussé vers la quête du sens. Évidemment, l'esprit de l'époque, ma formation y étaient pour quelque chose.

Propos recueillis par MICHEL KAJMAN et CORINE LESNES

Le Monde
Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guis, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général
Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Farenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1988), André Fontaine (1988-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

LA FASCINATION DES FORMES PURES

ETERNA

BIJOUTERIE ANDRIEU 25, rue Émile-Augier 26000 VALENCE Tél. : 75-43-08-18

BIJOUTERIE BELMAN 117, rue Saint-Christophe 75015 PARIS Tél. : (1) 40-65-25-25

هك من النصل

ETRANGER

TURQUIE : le parti de M. Ozal perdant la majorité au Parlement

M. Demirel devrait être appelé à former une coalition

Après avoir dominé la scène politique turque pendant huit ans, le Parti de la mère patrie (ANAP) a dû céder la première place à son rival conservateur, le Parti de la juste voie (DYP) de M. Suleiman Demirel, lors des élections législatives anticipées. Après dépouillement de 92 % des bulletins, le DYP, avec 27,3 % des voix, avait 3,4 points d'avance sur l'ANAP, suivi par le Parti populiste social-démocrate (SHP) de M. Erdal Inönü en troisième position, avec 20,3 %. Selon les plus récents pronostics tenant compte des barages locaux, le DYP pourrait obtenir 184 sièges parlementaires, suivi par l'ANAP avec 117 sièges et le SHP avec 86 sièges.

ANKARA

de notre correspondant

Près de trente millions d'électeurs se sont rendus aux urnes dimanche pour élire les 450 députés du Parlement. Le scrutin s'est déroulé sans

incident, dans une atmosphère décontractée, mais dans la soirée un scrutiniste qui transportait les bulletins d'un district isolé près de Mardin dans le sud-est de la Turquie a été tué et deux soldats blessés lors de l'explosion d'une mine.

Comme les sondages l'avaient prévu, la lutte a été serrée. Avec moins de 30 %, le Parti de la juste voie n'a pas obtenu une majorité suffisante pour dominer le Parlement et une coalition est inévitable. Mais M. Demirel n'a pas encore révélé s'il avait l'intention de s'allier aux sociaux-démocrates, au Parti de la prospérité (RP) ou même à l'ANAP.

Déclin de la gauche

En obtenant près de 17 % des voix, le Parti de la prospérité de M. Necmettin Erbakan, qui regroupe les islamistes et les nationalistes, fait une entrée en force au Parlement. L'éviction en juillet dernier de plusieurs ministres islamistes du gouvernement de l'ANAP a probablement convaincu de nombreux électeurs de se rallier au RP. Mais ce succès est également dû à une excellente campagne médiatique qui s'adressait aux nouveaux immigrants dans les grandes villes et à la population rurale, sans exploiter l'aspect islamiste du parti.

Parallèlement à cette montée de la droite traditionnelle, ces élections ont marqué le déclin de la gauche qui contrôlait généralement entre 35 % et 40 % de l'électorat. Le Parti populiste social-démocrate, qui avait remporté la victoire dans les grandes villes lors des élections municipales de 1989, a dû se contenter de 20 % des voix. Le résultat décevant qui remet en question la carrière politique de M. Inönü. De son côté, M. Bülent Ecevit, du Parti démocratique de gauche (DSP), un vétéran de la politique turque, a franchi avec peine le barrage national des 10 % nécessaires pour entrer à l'Assemblée.

Dans le sud-est du pays, où les nationalistes kurdes ont consolidé leur influence au cours des derniers mois, ces élections étaient perçues comme un référendum sur la question kurde. Le Parti travailliste du peuple (PTP), pro-kurde, s'était présenté sous la couverture du SHP. Dans l'un des districts de Diyarbakir, la ville principale du Sud-Est, l'alliance PTP-SHP, soutenue par le mouvement de guérilla kurde, le PKK, a obtenu 70 % des voix.

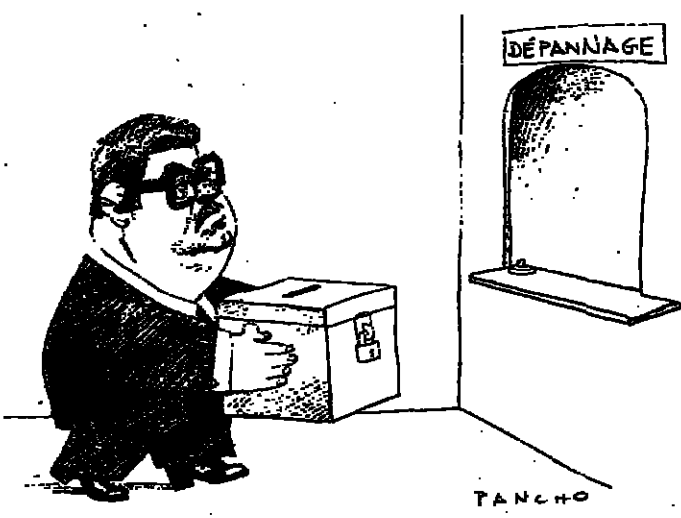
Des résultats similaires dans d'autres villes de la région indiquent clairement que la question des Kurdes de Turquie figurera parmi les problèmes les plus urgents auxquels le gouvernement ainsi que le Parlement, avec un son sein le lobby

des députés nationalistes kurdes, devront faire face (voir l'article de Claire Tréan). Pour M. Demirel, la révision de la Constitution, dernière relique du coup d'Etat militaire qui l'avait évincé en 1980 est une priorité. Mais cette tâche risque d'être particulièrement difficile si le vainqueur de ces élections ne parvient pas à former une coalition forte, capable d'imposer ses décisions au Parlement. Durant sa campagne, M. Demirel n'avait pas caché qu'il espérait faire tomber le président Turgut Ozal, qu'il accuse d'abus de pouvoir, avant la fin de son terme en 1996. Il n'est pas certain que M. Demirel, talonné de près par l'ANAP, obtienne le soutien nécessaire pour passer à l'acte.

Quels que soient les résultats définitifs de ces élections, le pouvoir du président sera considérablement réduit. La relative bonne performance de l'ANAP, qui, au printemps dernier, était tombé à 12 % dans les sondages, semble due avant tout aux efforts du premier ministre sortant, M. Mesut Yilmaz, dont l'intégrité n'est pas en cause, pour assainir et réajuster l'image du parti.

Alors que M. Demirel, à l'âge de soixante-sept ans, s'apprête à former son septième gouvernement, M. Yilmaz peut se consoler. Agé de quarante-quatre ans, il a encore un long avenir politique devant lui.

NICOLE POPE



La montée du « problème kurde »

Sept soldats turcs détenus depuis le 4 août par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, indépendantiste) dans le nord de l'Irak ont été libérés samedi 19 octobre. Ils ont été remis par un officier de la « force alliée » aux autorités turques à Silopi, près de la frontière turco-irakienne. Ils étaient détenus dans un camp ambulant du PKK que l'armée turque n'avait pas réussi à localiser lors de deux opérations aériennes dans le nord de l'Irak, dont la dernière, il y a une semaine, avait selon des témoins fait des victimes civiles. D'autre part, le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani aurait eu samedi, dans le nord de l'Irak, des entretiens avec un émissaire du président Turgut Ozal et un représentant du département d'Etat américain, selon des sources kurdes. — (AFP).

ANKARA

de notre envoyée spéciale

Les résultats des élections du 20 octobre ont confirmé la montée en Turquie du « problème kurde », aujourd'hui reconnu par plusieurs formations politiques qui se refusent jusqu'à la nomination comme tel, et qui s'est considérablement aggravé ces derniers mois. D'une part le Parti fondamentaliste de M. Erbakan, traditionnellement bien implanté dans les régions de l'est du pays à population kurde religieuse, confirme son assise, notamment dans son bastion d'Erzurum où il recueille 36 % des voix.

D'autre part, le Parti social-démocrate (PPSD), dirigé par M. Inönü, améliore considérablement ses scores, jusqu'à devenir la première formation dans les trois départements du Sud-Est kurde, onze ans après la prise du pouvoir par les militaires en septembre 1980, restant soumis à l'état d'exception. C'est un phénomène nouveau dans cette région qui votait traditionnellement pour la droite.

La Parti social-démocrate réclame dans son programme électoral la levée des mesures d'exception et le respect des droits de l'homme dans cette région et proposait d'autoriser un enseignement en langue kurde. Sur tout, il avait fait alliance avec le Parti populaire du travail (PPT), kurde indépendantiste.

Cette alliance n'était sans doute pas dépourvue d'opportunité électorale, car plusieurs dirigeants du PPT sont en fait issus des rangs du Parti social-démocrate dont ils avaient été exclus l'année dernière pour avoir participé à la conférence sur les Kurdes organisée à Paris sous le patronage de M. Mitterrand. C'est dire que le parti de M. Inönü ne veut pas entendre parler de revendications indépendantistes. En rattrapant ces exclus, il entendait surtout défendre ses positions dans l'abondant électorat kurde des grandes villes de l'Ouest, et n'espérait peut-être pas un tel succès de cette alliance au Kurdistan même. Reste à savoir si les deux formations pourront rester alliées au Parlement.

Ces résultats confirment en tout cas l'échec patent de la politique expéditive de répression du terrorisme menée dans le Sud-Est. Le maintien du régime d'exception, l'institution des « provinces de village », consistant pour

le gouvernement d'Ankara à armer des miliciens kurdes, les exactions des forces de l'ordre, n'ont fait que nourrir le terrorisme du PKK, en nette recrudescence depuis quelques mois, et sort de plus en plus mal supportés par la population.

En dépit des grands travaux en cours et qui absorbent une part importante des recettes de l'Etat, le Sud-Est montagneux, difficile à développer, reste plus qu'aucune autre région frappée par le marasme économique, au point que plus de la moitié des Kurdes de Turquie vivent aujourd'hui à Ankara et dans les grandes villes de l'Ouest.

Mais surtout, des revendications d'une autre nature, relatives à « l'identité », se font jour désormais parmi les Kurdes de Turquie. Elles sont plus ou moins articulées, vont de la demande d'une presse et d'un enseignement en kurde à la revendication d'indépendance ou tout simplement à l'esprit de rébellion. Ce phénomène, nouveau en Turquie, paraît être très largement la contrepartie des événements d'Irak, de l'afflux des réfugiés de 1988 et de celui plus dramatique encore de l'année dernière, pendant la guerre. Beaucoup d'observateurs à Ankara craignent qu'il ne s'amplifie, voire qu'il ne dégénère en un problème « turco-kurde », c'est à dire en un affrontement inter-communautaire, ce que jusqu'à présent il n'est pas.

Le dogme ataturkiste

Or, sur cet aspect du problème, les mentalités turques, formées au kémalisme unitaire qui ne reconnaît pas les ethnies, achoppent. Chacun explique le bénéfice que les Kurdes de Turquie en ont tiré : ils ont les mêmes droits que tout le monde, peuvent faire carrière dans la magistrature, dans l'armée ou dans la politique (il y eut même récemment un ministre de l'Intérieur kurde) et l'on fait remarquer à juste titre qu'ils n'échangeraient pour rien au monde leur sort contre celui des Kurdes d'Irak ou d'Iran.

Par rapport à ce dogme ataturkiste (et si l'on met de côté le parti fondamentaliste qui prône l'indépendance des ethnies au sein de la grande nation islamiste), c'est M. Turgut Ozal qui a fait preuve du plus d'audace. La langue kurde était certes déjà d'usage courant quand il a légalisé l'année dernière, mais encore fallait-il l'écouter. Ses décisions pendant la guerre du Golfe de rencontrer MM. Barzani et Talabani puis de les autoriser à s'installer à Ankara ont fait l'effet de bombes.

Les vitrines des librairies d'Ankara et d'Istanbul exposent des ouvrages sur les Kurdes et des recueils de poèmes bilingues, ce qui eut été impensables sous les régimes précédents. M. Ozal s'est plu à répéter, ces derniers mois qu'il avait du sang kurde dans les veines. C'est là qu'il le premier a nommé le « problème kurde » et même prononcé le 15 octobre le mot sacrilège de « fédération », dans un entretien au journal *Hürriyet*. « Nous n'accepterons pas la fédération : mais nous devons parler de tout, y compris de fédération », a dit M. Ozal, à la suite de quoi il se vit reprocher dans le reste de la presse de « jouer avec le feu ». « Je résoudre le problème kurde, c'est le dernier service que je rendrai à la nation », disait encore M. Ozal. Aura-t-il encore les moyens de le faire, alors qu'il sort très affaibli de ces élections? CLAIRE TRÉAN

SUISSE : les élections générales du 20 octobre

La coalition au pouvoir conserve les trois quarts des sièges du Parlement fédéral

Les électeurs suisses, étaient appelés aux urnes, dimanche 20 octobre, pour renouveler les deux chambres du Parlement fédéral. La coalition au pouvoir conserve les trois quarts des sièges, après des élections marquées par la période de partis populistes ou proches de l'extrême droite. Les résultats définitifs devaient être connus lundi soir.

BERNE

de notre correspondant

Les élections générales de dimanche n'ont pas démenti la traditionnelle stabilité du corps électoral helvétique. Comme c'est souvent le cas en Suisse, ces élections sont venues corriger, en partie, les changements intervenus lors des précédentes échéances. Mais il est clair que le scrutin aura bénéficié, cette fois-ci, pour le renouvellement des deux cents membres du Conseil national (Chambre basse), à des formations d'inspiration populiste, voire d'extrême droite, et d'abord au Parti des automobilistes, qui venait de perdre ses représentants passer de deux à sept. C'est en réaction

contre la vague écologiste et surtout implanté dans les cantons urbains de Suisse allemande, ce parti ultra-libéral s'élève contre les restrictions imposées aux automobilistes. Il a, sans doute, tiré avantage de l'intention prêtée au gouvernement à quel-ques jours des élections, d'augmenter de 35 centimes suisses (environ 1,40 FF) le prix du litre d'essence, afin de combler un soudain déficit budgétaire.

Flambée de populisme

En Suisse italienne, un mouvement partageant des préoccupations semblables, la Ligue des Tessinois, a fait un véritable tabac : sa rallée 23 % des voix et en d'un coup deux sièges au Conseil national. Fondé il y a dix mois à peine par les responsables d'un journal dominical gratuit, suivant l'exemple de la Ligue lombarde en Italie du Nord, cette formation populiste cherche également à exploiter à son profit la méfiance de certains électeurs à l'égard des partis traditionnels. Elle réclame ainsi une baisse de 20 % des impôts et du nombre des fonctionnaires cantonaux.

Cette flambée de populisme, expression d'un certain ras-le-bol, rappelle la poussée xénophobe d'il y a vingt ans, où l'Action nationale

avait ravi onze sièges. Au demeurant, le Parti des démocrates, nouvelle appellation des nationalistes, verrait sa représentation doubler, passant de trois à six sièges. Ce virage à droite entraîne un affaiblissement du centre, les démocrates-chrétiens et les radicaux perdant respectivement sept et six sièges, selon des résultats encore partiels.

An total, malgré une lente érosion, les quatre partis gouvernementaux (radical, démocrate-chrétien, socialiste et démocrate du centre) n'en conserveront pas moins plus des trois quarts des sièges à l'Assemblée fédérale. Les écologistes, qui avaient progressé il y a quatre ans, subissent cette fois au Conseil national un léger assèchement. Leurs gains s'étaient effectués au détriment des socialistes, l'une de grandes formations gouvernementales, qui récupèrent maintenant deux des cinq sièges perdus il y a quatre ans. En revanche, au Conseil des Etats (Chambre haute), où le système majoritaire et chaise gardée des formations bourgeoises, le parti socialiste ne disposera plus que de deux ou trois sièges, contre cinq auparavant, sur un total de quarante-six : il n'a obtenu aucun élu au premier tour, alors que les radicaux, qui dominent avec les démocrates-chrétiens, parviennent à améliorer leur position. De son côté l'extrême gauche a été quasi éliminée du Par-

lement. Le Parti du travail (anciennement communiste) réussit toutefois à conserver un siège à Genève et espère même en récupérer un second dans le canton de Vaud.

Malgré les importantes échéances qui attendent le nouveau Parlement, les problèmes de fond — place de la Suisse dans la construction européenne, avenir de ses institutions ou politique d'asile — ont été à peine évoqués durant une campagne assez terne. Faute de véritable débat, il n'est pas étonnant que la participation au scrutin ait été une nouvelle fois inférieure à 50 %, se situant même en dessous de 40 % à Genève.

JEAN-CLAUDE BUHRER

ALLEMAGNE : le Chili refuse l'asile politique à M. Erich Honecker. — Une source officielle chilienne a indiqué, dimanche 20 octobre, que l'épouse de l'ancien président est-allemand Erich Honecker avait quitté le Chili, où elle s'était réfugiée début octobre afin de demander l'asile politique pour son mari, sans avoir obtenu satisfaction. La fille, le beau-fils et les neveux de M. Honecker vivent dans la ville chilienne de Concepcion. Le départ pour l'URSS de M. Honecker coïncide avec l'arrivée dimanche à Santiago du chancelier Kohl. — (AFP).

Après « Les ruptures », salué par la presse comme le livre de référence, « Les épreuves », apporte d'innombrables révélations sur les années 84-88, de la fin de l'union de la gauche à la cohabitation.

Collection L'Épreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman.

Editions du Seuil

Pierre Favre, Michel Martin-Roland
LA DÉCENNIE MITTERRAND

2. Les épreuves
SEUIL

EUROPE

YOUgoslavie : tandis que les violences continuent en Croatie

Les forces politiques serbes soutiennent l'intransigeance du président Milosevic

Vingt-deux personnes ont été tuées samedi 19 et dimanche 20 octobre en Croatie, en dépit du cessez-le-feu ordonné par l'armée fédérale et le président croate samedi à midi. Selon la radio croate, six civils ont été victimes, près de Dubrovnik, dimanche, d'une violente attaque de l'armée yougoslave par air, terre et mer. Des obus sont tombés au pied des remparts du site historique de Dubrovnik et neuf hôtels ont été « rasés », a précisé la télévision croate. En dépit des combats, un convoi de Médecins sans frontières a réussi à évacuer cent neuf blessés de la ville de Vukovar (Slavonie), assiégée par les combattants serbes et l'armée.

BELGRADE

de notre correspondante

Si le président serbe, M. Slobodan Milosevic, a été condamné par l'opinion internationale pour avoir été le seul des présidents des six Républiques yougoslaves à refuser la formule d'association *sous la République souveraine et indépendante*, proposée vendredi 18 octobre à La Haye par Lord Carrington et M. Van den Broek, il a obtenu des son retour à Belgrade le soutien de l'ensemble des forces politiques serbes, y compris de l'opposition.

La bataille perdue par la Serbie à La Haye est, pour M. Milosevic, largement compensée par le

triomphe remporté sur son territoire. A la différence des dirigeants croates et slovénes, le président serbe s'est souvent moqué de sa publicité à l'étranger. Le nombre de ses visites officielles dans le monde est insignifiant. Il a toujours concentré ses efforts au sein de la communauté serbe, s'appuyant avant tout l'opinion locale, et promouvant une unité nationale qu'il contrôle avec brio.

Face au dilemme devant lequel s'est forcément trouvé le Monténégro (fidèle allié de la Serbie qui s'est prononcé vendredi en faveur du document de Lord Carrington), entre la réaffirmation des positions serbes, au prix de l'isolement et de sanctions économiques, et le compromis confédéral de la Communauté européenne revendiqué depuis plus d'un an par la Croatie et la Slovénie, M. Milosevic n'a pas hésité une seconde.

Ou, du moins, n'a-t-il pas eu le choix, puisque, à force de déchaîner les passions nationalistes, il était pris à son propre piège. Lors de la discussion parlementaire qui avait précédé le départ de M. Milosevic à La Haye, quelques députés serbes l'avaient mis en garde, lui conseillant de ne pas rentrer à Belgrade s'il signait le document proposé par les Européens.

Fort de cette approbation unanime, le président serbe pourra vraisemblablement continuer à faire obstruction vendredi 25 octobre, lors de la prochaine session plénière de la conférence de paix. En attendant, le « bloc serbe » de la présidence fédérale, réuni à deux reprises pendant le week-end, se charge de définir la stratégie qu'il utilisera à La Haye. La Cour constitutionnelle yougoslave a été

chargée de juger de la constitutionnalité de la formule proposée par la Communauté européenne.

Les leaders des deux principaux partis d'opposition en Serbie, M. Dragoljub Mijatovic pour le Parti démocratique et M. Vuk Draskovic pour le Mouvement du renouveau serbe, estiment que le projet de La Haye revient à « liquider la Yougoslavie » et ne représente guère plus qu'une « union douanière ». M. Mijatovic souligne que « la formule proposée éparpille le peuple (serbe) entre plusieurs Etats que l'on ne peut pas imaginer dans un avenir proche en tant qu'Etats de droit, démocratiques, pouvant garantir la sécurité de leurs minorités ethniques ».

Référéndum serbe en Bosnie-Herzégovine

Cependant, les deux partis condamnent la politique « erronée » de M. Milosevic, qui, depuis plus de deux ans, refuse de négocier tout compromis, et appellent que la Slovénie prenait au début une fédération asymétrique, formule jugée à l'époque irrécusable et défendue actuellement par la Serbie. Par ailleurs, si l'Union pour une initiative démocratique yougoslave (UIDY) refuse le document de La Haye, elle estime néanmoins qu'il devra être remanié et amélioré.

Pour sa part, le Parti radical serbe, d'extrême droite, présidé par M. Seselj, estime que le document de La Haye est un ultimatum et une formule de chantage dictée par les membres anti-serbes de la Communauté européenne. Le nouveau mouvement communiste de Yougoslavie compare « l'ultimatum de

La Haye » aux accords de Munich de septembre 1938 et remarque que « personne n'a le droit de forcer une grande partie du peuple serbe à vivre là où règne le fascisme ». Pour le Parti démocratique serbe (SDS) de Bosnie-Herzégovine, « la conférence de paix de La Haye témoigne de la partialité de l'Europe qui aspire à suspendre la Yougoslavie et à éliminer les actes unilatéraux de sécession ».

Dimanche, les « représentants serbes de Bosnie-Herzégovine » ont décidé d'organiser le 10 novembre prochain un référendum devant permettre au peuple serbe de cette République de dire s'il veut « continuer à vivre dans un même Etat avec la Serbie, le Monténégro, les provinces autonomes serbes de Kninska Krajina et de Slavonie (Croatie) et tous ceux qui désirent y rester ».

Pour M. Momir Bulatovic, le président du Monténégro, le retour de La Haye a été beaucoup plus difficile. Lors d'une conférence de presse, samedi, ce dernier a essayé de se justifier en rappelant qu'une signature n'avait été apposée vendredi au document de La Haye. Le Parti national de M. Novka Kilibarda estime que l'adhésion de M. Bulatovic au document de La Haye équivaut à « capituler face à l'ennemi » et revendique la tenue de toute urgence d'une session extraordinaire du parlement monténégrin. Le Parti démocratique du Monténégro condamne lui aussi la prise de position du président, qu'il qualifie de honteuse.

L'accord de cessez-le-feu conclu vendredi 18 octobre à La Haye par les protagonistes yougoslaves après l'appel conjoint de l'Europe, des Etats-Unis et de l'URSS s'est soldé

une fois de plus par un échec. En plus de cet engagement pris au plus haut niveau et devant la Communauté européenne, les autorités croates et militaires étaient convenues vendredi à Zagreb d'interrompre les combats le jour même à 17 heures; jusqu'à dimanche 20 octobre minuit, dans la ville de Vukovar, restée jusqu'à présent en marge de toute trêve.

Cet accord devait permettre à Médecins sans frontières (MSF) d'évacuer une partie des blessés de l'hôpital situé dans le centre de cette ville de Slavonie orientale assiégée depuis des semaines par les Serbes et l'armée fédérale. L'opération d'évacuation avait été autorisée après les vaines tentatives du convoi humanitaire de la CEE de pénétrer dans les zones de Vukovar contrôlées par les Croates.

Samedi matin, le convoi pénétrait sans trop de difficultés dans Vukovar et évacuait cent neuf blessés. Selon le témoignage de Catherine Thomas, médecin anesthésiste français, le convoi a été dévié de

sa route à la sortie de Vukovar avant un barrage tenu par des Serbes. Empruntant une route de campagne bordée de maïs, il a traversé des zones de combat où le cessez-le-feu n'était pas respecté. Se trouvant face à un char fédéral, il a été obligé de s'arrêter.

Sur la route, l'équipage découvrait un « explosif relié par un fil ». Vers 13 h, alors que le convoi avançait, le septième camion déclenchait l'explosion d'une mine. Les trois passagers ont été éjectés. Parmi eux : deux infirmières de MSF, une Luxembourgeoise et une Suissesse, qui ont été grièvement blessées. Alors que les médias serbes accusaient dimanche les forces croates d'être à l'origine de cet attentat, les représentants de MSF à Belgrade affirmaient ne pas avoir été en mesure d'identifier les responsables.

FLORENCE HARTMANN

La Croix-Rouge ne peut accéder aux victimes du conflit

GENÈVE

de notre correspondante

Les formations militaires et paramilitaires yougoslaves, non contentes de violer les accords de cessez-le-feu et de mépriser les règles du droit international humanitaire et de la guerre en livrant à des attaques sans discrimination, vont, si l'on peut dire, plus loin.

Selon M. Francis Amer, chef des opérations du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans la région, les éléments non contrôlés arborent l'emblème de la Croix-Rouge, y compris sur des convois et des bâtiments militaires. Si l'on ajoute que les obus pleuvent sans distinction de cibles, on comprend les difficultés que le CICR rencontre pour accéder aux victimes.

Le CICR maintient sur place trois délégations ayant pour siège Belgrade, Zagreb et Ljubljana et deux sous-délégations à Split et à Osijek. Genève compte ouvrir incessamment trois autres sous-délégations, une à Novi-Sad, une autre à Sarajevo et une troisième qui aura pour terrain d'action le Kosovo et la Macédoine. Les seules activités qui ne rencontrent

pas d'obstacle, ce sont les visites aux prisonniers de guerre, conformément à la troisième Convention de Genève du 12 août 1949. Cependant, le CICR a reçu des demandes de recherche concernant environ 4 000 soldats dont le sort demeure inconnu. Etant donné que les désertions des deux bords sont nombreuses, sa tâche est très délicate.

D'autre part, le CICR avait mis sur pied fin juin, un programme destiné à assister 25 000 personnes « déplacées », classées par le genre, l'âge, la nationalité, on en dénombreait 380 000 et, selon les experts, il convient d'en prévoir d'ici fin août un million.

Le CICR diffuse sur l'ensemble du pays des spots et des annonces dans les journaux pour rappeler l'essentiel des prescriptions de la Convention de Genève. En attendant la trêve humanitaire qui lui donnerait véritablement accès aux victimes, de petits convois porteurs de secours, composés de cinq délégués sans aucune protection militaire s'efforcent de sillonner les zones de combat. Geste courageux mais dérisoire.

ISABELLE VICHNIAC

TCHÉCOSLOVAQUIE : recomposition du paysage politique en Slovaquie

Glissement à droite du « Public contre la violence »

PRAGUE

correspondance

Le Public contre la violence (VPN), l'organisation-sœur du Forum civique tchèque en Slovaquie, issue de la « Révolution de velours », fait peu à peu : ce parti, membre du gouvernement de coalition slovaque dirigé par les chrétiens-démocrates (KDH), s'appellera désormais l'Union civique démocratique. Cette décision, prise lors d'une assemblée générale samedi 19 octobre, confirme un changement d'orientation entamé depuis la scission au sein du VPN, au printemps dernier.

Evincé de son poste de premier

ministre de Slovaquie en avril, Vladimir Meciar décidait de quitter le VPN et de créer son propre parti, le Mouvement d'opposition pour la souveraineté de la Slovaquie (HZDS). Cette formation, qui met l'accent sur les mesures sociales et économiques en se faisant l'avocat d'une confédération plutôt que d'une fédération, recueillait d'après les sondages plus de 26 % des suffrages en Slovaquie.

Une envolée spectaculaire qui ne laisserait au VPN que 6 % de votes slovaques comme a témoigné d'ailleurs la désaffection générale à l'égard de son journal, *Vernešt*, qui tirait à plus de

100 000 exemplaires au lendemain de la « Révolution de velours » et n'en vend plus qu'environ 8 000.

Il s'agit donc pour le VPN de définir de nouveaux objectifs : construction de l'économie de marché, priorité à la libre entreprise et soutien à la Fédération tchécoslovaque. L'Union civique démocratique s'affiche donc clairement comme un parti conservateur libéral, « du centre à la droite, sans aucune tache socialiste ou de socialisme », selon le président du VPN Jozef Kucera, remplacé dimanche à la tête du mouvement par Martin Porubjak.

Cette annonce officielle le divorce avec le KDH, très ambigu

quant à lui sur la question de la fédération, et confirme le rapprochement avec le Parti civique démocratique (ODS) de la République tchèque, dirigé par l'ancien ministre fédéral des finances, M. Vaclav Klaus. Ce virage à droite était prévisible depuis les manifestations de soutien à la fédération, où l'on avait pu voir des drapeaux à côté de Josef Kucera, Fedor Gal et Vaclav Klaus. Lors que l'on connaît l'impopularité de M. Klaus et de sa politique d'austérité en Slovaquie, il n'est pas certain que l'Union civique démocratique remporte plus de succès que le VPN.

C. M.

L'agonie de l'industrie militaire slovaque

La difficile reconversion des usines d'armement ravive les revendications nationalistes

MARTIN (Slovaquie)

correspondance

« Les communistes ont détruit nos montagnes en y implantant leurs usines d'armement et maintenant Vaclav Havel nous demande de fermer sans se soucier du coût social que cela représente. Rien n'a changé, c'est toujours Prague qui décide pour les Slovaques ». Miroslav Andreaneky, retraité de la petite ville de Martin, n'a rien des fantasmes slovaques que l'on décrit dans les journaux tchécoslovaques. Il est en colère et inquiet.

La long des 250 km de routes qui séparent Bratislava de sa commune, pas un château, pas une ruine dont le spectacle ne soit gêné par la vision d'une gigantesque cheminée. Comme si l'on s'était employé à massacrer le paysage. Martin n'a pas été épargné : sur les hauteurs boisées de collines, une petite station de ski bucolique. Dans la vallée, brouillard, fumée, cités-dortoirs et surtout « ZTS », trois lettres en fluo fluorescent qui émaient l'activité de la commune.

Jusqu'en juin dernier, ce consortium d'armement employait 10 000 des 60 000 habitants : « compte tenu de la structure familiale, on peut estimer que ZTS faisait vivre plus de 40 000 personnes », explique Svatopluk Novotny, directeur du développement. C'est avec la nouvelle politique économique de MM. Vladimir Dlouhy et Vaclav Klaus, respectivement ministre de l'économie et ministre des finances tchécoslovaques, que les ennemis de ZTS et de Martin ont commencé. Le reconver-

sion industrielle - avec l'objectif de réduire la part de l'activité militaire de 70 à 10 % d'ici à 1995 - ordonné par le gouvernement fédéral a donné le la d'une longue nuit.

Si le portrait géant des travailleurs méritants orne toujours les devantures du bâtiment administratif du consortium, l'esprit socialiste n'y est plus. Une grande partie des ouvriers employés à la « production spéciale » - vocables pudiques désignant l'industrie de l'armement - a dû se rabattre sur le civil et renoncer à la majoration salariale de 40 % octroyée dans le secteur militaire. Certains ont eu moins de chance : entre juin et juillet, l'entreprise a déjà renvoyé 1 000 personnes et l'activité de 400 autres a été suspendue « temporairement jusqu'en novembre ».

Jan Segla, 41 ans, élu par ses collaborateurs en avril 1990 directeur de la firme, est dubitatif : « La seule certitude que nous ayons concerne les 3 000 ouvriers. Pour les autres catégories de 6 000 personnes la question reste entière ».

Quel soutien fédéral ?

En un an, ZTS, qui exportait 90 % de sa production vers les pays frères du COMECON, a perdu 30 % de ses parts de marché. Dans le domaine de l'armement, mais également dans le cadre de l'industrie civile : « Personne ne veut plus

de notre technologie, même en Europe centrale », explique Jan Segla. Le gouvernement fédéral veut que nous nous reconversions. Il doit nous y aider. Après s'être lavé les mains des problèmes économiques slovaques, il a accepté en mai dernier le principe d'un soutien fédéral, mais la nature n'en a toujours pas été précisée » ajoute-t-il.

En dehors donc de la création de deux sociétés mixtes, l'une avec la firme allemande Finagon (équipements de construction) et l'autre italienne, Lombardini (moteurs diesel), l'avenir de ZTS demeure incertain. Celui de la petite ville de Martin est encore bien davantage. Car au bon temps du socialisme, ZTS avait construit les logements sociaux, la maison de la culture, le cinéma, le théâtre, la piscine, les piscines, les crèches. Tout cela est bien fini : la dernière installation nautique en construction le restera sans doute longtemps.

Aujourd'hui, le consortium est devenu une entreprise comme les autres : son seul devoir, acquiescer de la taxe locale, soit 13 millions de couronnes (2,6 millions de francs). Devant les difficultés rencontrées par la firme, le maire Stefan Jozek, lui-même ancien directeur de ZTS, pensant à un malaise provisoire, avait généreusement accepté de ne recevoir que 4 millions de couronnes (0,8 million de francs). Il s'en mord les doigts.

Impossible de combler ce manque à payer sans l'immédiat : « J'ai assisté il y a une semaine à la vente aux enchères des petites entreprises (la fameuse petite privatisation),

explique Dusan Lajcak, adjoint au maire. Si tout se passe bien, ces petites sociétés reprendront leur activité d'ici à six mois. Avec l'exemple d'impôts de deux années accordés par le gouvernement fédéral, la mairie n'est pas près de trouver de nouvelles ressources » dit-il.

Moins d'argent et plus de soucis : en raison de la hausse de 80 % du prix de l'électricité, il a fallu réduire l'éclairage communal, les dépenses liées à la voirie, interrompre le fonctionnement de la radio municipale et annuler les activités culturelles - auparavant entièrement subventionnées par ZTS. Indivisiblement liés à la montée du chômage (pour l'instant de 5,8 %, que l'on double du pourcentage de Bohême) : la criminalité augmente : « Pour la première fois, Martin a dû se doter d'une police municipale », s'exclame l'adjoint au maire. Que ferons-nous quand le chômage atteindra 20 % ?

Personne ne le sait mais le mécontentement grandit et ces difficultés pourraient à bien des égards : la préférence des statistiques municipales qui distinguent trois catégories de demandeurs d'emploi - les femmes (1 319), les handicapés (110) et les Tziganes (148) - suggèrent le pire.

A Martin, berceau historique du nationalisme slovaque, la question du fédéralisme ne se pose plus : ce sont les partisans du séparatisme qui prennent le nom d'indépendants de confédération ou s'affichent comme tel, qui remportent les élections en 1992.

CATHERINE MONROY

A TRAVERS LE MONDE

ZAIRE

M. Mobutu veut remplacer son premier ministre

Le président Mobutu a déclaré, dimanche 20 octobre, qu'il voulait limoger le premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, et le remplacer par un autre représentant de l'opposition. « Pour moi, il n'est plus premier ministre », je vais demander à l'opposition de nommer une autre personne, a-t-il déclaré devant des fidèles. M. Tshisekedi, empêché samedi par des soldats d'entrer dans son bureau, a affirmé qu'il n'entendait pas quitter ses fonctions. « Si quelqu'un doit démissionner, c'est Mobutu : moi, je suis le premier ministre nommé par le peuple zairais », a-t-il dit. De son côté, l'opposant Nguz Karl I. Bond, président de l'Union des fédérations républicaines indépendantes (UFRI), a annoncé samedi qu'il se désolidarisait de M. Tshisekedi qui, selon lui, a dépassé « les limites du tolérable ». « En continuant à le suivre, nous nous rendons ridicules », a affirmé l'ancien premier ministre. - (AFP, Reuters)

BANGLADESH

Emeutes de la faim

Des manifestations et émeutes liées à la grave situation alimentaire et sanitaire consécutives aux inondations de la fin de l'été ont eu lieu, dimanche 20 octobre, dans plusieurs districts septentrionaux du Bangladesh. Des camions chargés de nourriture et de médicaments ont été pillés dans les régions de Lalmonirhat et de Mymensingh. Dans le district

de Rangpur, vingt mille personnes ont convergé vers le chef-lieu, en une manifestation destinée à obtenir des autorités une accélération des secours. Déjà, ces deux derniers mois, cinq mille personnes sont mortes d'infections intestinales ou épuisées par la faim, rapportent les journaux. Le choléra commence à faire des ravages. Les deux prochaines semaines, en attendant les premières récoltes de riz - qui s'annoncent bonnes - seront très agitées. Le bégarn Za, chef du gouvernement, a accusé son retour du sommet du Commonwealth à Harare (Zimbabwe). L'opposition l'accuse de s'être montré peu sensible aux difficultés de la population. - (AFP, UPI)

ETATS-UNIS

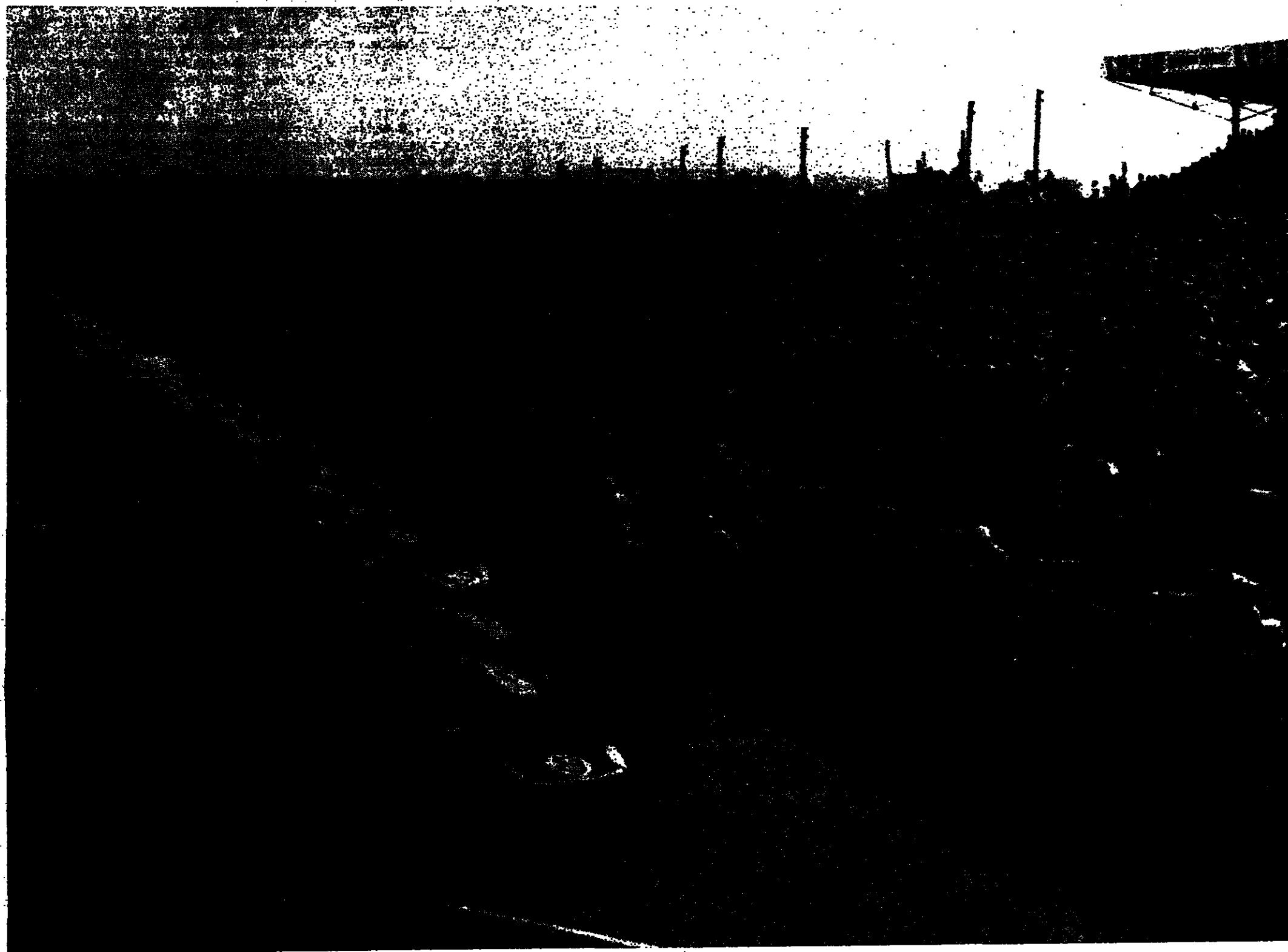
Irangate : selon le colonel North M. Reagan « était informé... »

L'ancien président américain Ronald Reagan « était informé de l'utilisation du produit des ventes d'armes à l'Iran pour le Contra du Nicaragua » en 1985 et 1986 et « l'approuvait avec enthousiasme », affirme le colonel Oliver North, ancien conseiller de la Maison Blanche pour les affaires de sécurité, dans un livre à paraître, dont le magazine Time publie des extraits dans sa dernière édition. Dans ce livre intitulé « Under Fire » (Sous le feu), le colonel North, qui a vu la plupart des charges retenues contre lui abandonnées par la justice américaine, n'apporte toutefois pas de preuves de ce qu'il avance. M. Reagan a toujours nié avoir été mis au courant de l'utilisation des bénéfices de ces ventes d'armes. - (AFP, Reuters)

هكزان الرصم

• Le Monde • Mardi 22 octobre 1991 5

DANS LA VIE, IL Y A TOUJOURS EU LES PREMIERS ET LES AUTRES.



Partout dans le monde, la Visa Premier,
c'est 320 000 guichets bancaires et 80 000 distributeurs Visa.
Retrait de 10 000 francs par semaine en monnaie locale.

PREMIER 



Assurance, assistance médicale pour toute votre famille
et envoi d'une carte de dépannage en 48 heures
en cas de perte ou de vol à l'étranger.
Accueil privilégié dans les plus grands hôtels.
Ne soyez pas le dernier à avoir une Visa Premier.

VISA PREMIER.
SOYEZ PREMIER PARTOUT.

PROCHE-ORIENT

Avant la conférence de paix

M. Arafat a scellé à Damas la réconciliation entre l'OLP et la Syrie

La France a appelé samedi 19 octobre toutes les parties prenantes à la conférence de paix au Proche-Orient « à être à la hauteur de leurs responsabilités historiques », soulignant qu'elle « soutiendra » la négociation qui va s'ouvrir par « tous les moyens de sa diplomatie ». Le ministre des affaires étrangères a également rendu hommage « à tous ceux qui ont accepté de faire prévaloir la raison et le dialogue sur la haine et le refus, donnant ainsi enfin ses chances à la paix » et salué « l'action et la ténacité du secrétaire d'Etat américain James Baker ».

A Amman, le chef de l'OLP, Yasser

Arafat, a déclaré dimanche à son arrivée de Damas qu'il était porteur d'un message du président syrien Assad au roi Hussein de Jordanie concernant la tenue éventuelle d'une réunion des cinq parties arabes directement concernées par le processus de paix — l'Egypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban et la Palestine — mais qu'aucune date n'avait encore été retenue pour une éventuelle rencontre.

A Damas, où M. Arafat a rencontré samedi le président Assad, pour la première fois depuis 1983, le dirigeant palestinien avait été accueilli avec tous

les honneurs réservés à un chef d'Etat. La dernière visite de M. Arafat en Syrie avait eu lieu en 1988, mais n'avait duré que quelques heures. Il avait alors assisté aux funérailles d'Abou Jihad, assassiné à Tunis par un commando israélien.

Au cours des entretiens de samedi à Damas, les deux hommes politiques ont estimé que « la fin des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés et à Jérusalem-Est devait se trouver au centre des négociations ». Ils ont également demandé la restitution du plateau du Golan, de

la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

M. Assad avait pour sa part affirmé samedi, au cours d'un entretien avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, que son pays était « attaché à l'établissement d'une paix juste et globale au Proche-Orient, basée sur les résolutions de l'ONU ».

A Benghazi (Libye), le président Kadhafi a violemment critiqué samedi, sans les citer nommément, les dirigeants arabes favorables à la conférence de paix : il a affirmé que la « Libye ne reconnaît jamais un Etat

juif en Palestine ». « Que les masses arabes sachent que leurs gouvernements vivent l'état le plus dégradant, car ces derniers ne respectent nullement leurs opinions », a déclaré le numéro un libyen.

A Bagdad, la radio a prévu samedi l'échec de la conférence de paix, tandis que le quotidien irakien *Babel*, dirigé par Oudai Saddam Hussein, fils aîné du président irakien, écrivait que le président Mubarak d'Egypte « connaîtra le même sort que son prédécesseur Anouar El Sadate ». — (AFP, AP.)

Jérusalem entérine le plan Baker

Suite de la première page

Bien sûr, chacun des membres du cabinet a souhaité expliquer son vote, faire part de ses espoirs et de ses hésitations, de ses craintes et de ses certitudes. Chacun a voulu exprimer une certaine méfiance, à l'égard des Arabes certes, mais des Américains, surtout.

« Washington cherche à nous renvoyer dans les frontières d'avant 1967, et c'est cela le principal problème », avait déclaré, juste avant d'entrer en « conclave », le ministre de la santé, M. Ehd Olmert, un proche de M. Shamir. Avis partagé par la presque totalité de ses collègues, chacun en tirant, toutefois, des conséquences différentes. Ainsi, M. Olmert, malgré ses réserves, a-t-il voté « pour Madrid », tandis qu'avant de voter contre — à cela rien d'étonnant — M. Ariel Sharon, ministre du logement, considéré comme un « Eurocon », et qui appartient aussi au

Libour du premier ministre, a mis l'accent sur « l'immense danger que représente cette conférence pour l'indépendance d'Israël ».

Même confusion dans les rangs de l'extrême droite. M. Rafael Eitan, ministre de l'agriculture et membre du petit parti Tsomet, après avoir dénoncé « les inacceptables pressions de Washington », a voté pour, « de manière à tester les Arabes, à mettre au jour leur bluff quant à leur pseudo-désir de paix ».

Le point sur la table

Physicien de renommée internationale, M. Yuval Neeman, ministre de la science et dirigeant du Tehiya, s'est, en revanche, prononcé contre après avoir vigoureusement attaqué les Etats-Unis « qui nous ont imposé une solution (...) qui finira par renvoyer Israël dans des frontières indéfinissables, celles d'avant 1967 ».

M. Neeman recommandait,

An « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Balladur déplore l'absence de la France

M. Edouard Balladur, député RPR de Paris, au cours du « Grand Jury RTL-Le Monde » du 20 octobre, a déploré que la France, qui a participé à la guerre du Golfe, ne soit pas représentée aux discussions de paix de Madrid et que l'Europe le soit par l'entremise du ministre néerlandais des affaires étrangères, ajoutant « si l'Europe doit marcher comme cela, ça ne pourra pas continuer ».

A propos du sommet européen de Maastricht, l'ancien ministre d'Etat a déclaré : « Si ce qui est envisagé à Maastricht, devait conduire au fait que la France ne pourrait pas jouer son propre rôle alors que l'Europe ne peut pas en jouer un, je ne serai pas d'accord ». Dans des cas très importants et vitaux pour leurs intérêts, il est normal qu'un certain nombre de pays puissent affirmer leur propre politique ».

A propos de l'affaire de Havilland, M. Balladur estime qu'il faudrait prévoir « un droit d'appel » des décisions de la commission. Il n'est pas bon, en effet, selon lui, que la commission prenne de telles décisions en tout dernier ressort. Le conseil des ministres compétent au niveau européen devrait disposer d'un moyen d'intervention.

Le chef de la délégation palestinienne

M. Haydar Abdel Chafi une personnalité respectée

M. Haydar Abdel Chafi, qui dirige la délégation palestinienne à la conférence de Madrid, est une personnalité nationale respectée par toutes les organisations palestiniennes et par la population des territoires occupés. Homme discret et cultivé, il est considéré comme un proche du Parti communiste palestinien.

Agé de 72 ans, il a été le premier vice-président du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil), en 1964 et occupe actuellement le poste de président du Croissant-Rouge de la bande de Gaza occupée. M. Abdel Chafi avait achevé ses études de médecine à l'université américaine de Beyrouth en 1943, avant d'émigrer à Jaffa, puis à Gaza. En 1967, après la guerre de six jours, il est arrêté et cédé trois mois au Sinaï. En 1970, il est expulsé par les autorités israéliennes au Liban. Il regagne Gaza après l'intervention d'organisations humanitaires, dont la Croix-Rouge.

M. Chafi a rencontré à plusieurs reprises le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, depuis le début des négociations de ce dernier en mars. Sa désignation n'empêchera toutefois pas M. Hussein — qui est resté par Israël en tant qu'observateur de Jérusalem-Est — d'être en coulisses de la conférence pour donner des directives aux représentants palestiniens. — (AFP)

Selon un journaliste américain

Israël disposerait de 300 armes nucléaires

Israël dispose d'un arsenal nucléaire qui excède largement les estimations du gouvernement américain, révèle un livre dont a rendu compte le *New York Times* du dimanche 20 octobre, dans un article reproduit lundi par l'*International Herald Tribune*.

Selon ce livre, du journaliste américain Seymour Hersh, intitulé *Options Sémantiques*, Israël disposerait de trois cents armes nucléaires, « y compris de plus de cent obus d'artillerie et de mines sur les hauteurs du Golan », ainsi que de « certaines d'armes à neutron de faible puissance capables de détruire de grandes concentrations de troupes ennemies ».

Leur production aurait commencé en 1968, grâce notamment à une aide « beaucoup plus importante qu'il n'y avait été estimé » de « centaines de techniciens français », et peu après que le président Johnson eut décidé d'arrêter des vols d'inspection de l'aviation américaine au-dessus de l'installation israélienne de Dimona, dans le Néguev.

Toujours selon le journaliste américain, Israël aurait mis trois

fois ses forces en état d'alerte nucléaire totale, plaçant ses missiles nucléaires sur leurs lanceurs : le plus récemment pendant la guerre du Golfe, lorsque l'Etat juif était bombardé par l'Irak, les deux premières fois pendant la guerre d'octobre 1973, grâce à quoi Israël eut exécuté un « chantage » sur le gouvernement américain pour l'obliger à lui livrer d'urgence équipements et munitions pendant les combats.

Des cibles soviétiques

Par la suite, et jusqu'à début des années 80, Jérusalem aurait aussi placé des cibles soviétiques dans sa liste d'objectifs et se serait arrangé pour le faire savoir à Moscou.

M. Hersh affirme encore que M. Kissinger était « généralement favorable » à ce qu'Israël possède des armes nucléaires et conclut que la politique américaine à cet égard n'était pas seulement celle de la « négligence bienveillante » : « C'était une politique délibérée d'ignorance des réalités ».

Dans la « note de sécurité »

Trois soldats israéliens tués au Liban-Sud

Trois soldats israéliens en patrouille à bord de véhicules blindés ont été tués et deux autres blessés, par l'explosion d'un engin piégé, dimanche 20 octobre, dans la « zone de sécurité », occupée par Israël au Liban-Sud. Dans un communiqué, le Hezbollah pro-iranien avait affirmé, peu auparavant, avoir fait exploser une charge, dimanche, non loin du Kask, de Beaufort, au passage d'une patrouille israélienne. Le directeur général de la présidence du conseil israélien a mis en cause la Syrie dans cet attentat.

Pour sa part, M. Igal Karmon, conseiller du premier ministre israélien pour la lutte anti-terrorisme, a estimé que « les organisations terroristes palestiniennes vont essayer de torpiller le processus de paix, jouer le double jeu du dialogue et du terrorisme en s'attaquant à des civils israéliens ou en lançant des raids contre la frontière nord d'Israël ».

A cet égard, plusieurs dizaines de militants du groupe Hamas, parmi lesquels M. Ibrahim Al Yazout, le bras droit du chef de ce mouvement, ont été arrêtés à titre préventif. Lundi matin, un Palestinien a été tué dans le secteur de Jérusalem-Est alors qu'il tentait de poser une bombe près d'une route très fréquentée. — (AFP, AP.)

A Téhéran, en présence de représentants de l'OLP

La « conférence internationale sur la Palestine » refuse le « compromis » de Madrid

Les participants à la « conférence internationale de soutien à la révolution islamique en Palestine » ont affirmé, samedi 19 octobre, dès l'ouverture de la réunion, leur refus immédiat et catégorique « du compromis et de la capitulation » sur la question palestinienne, qu'ils craignent de voir acceptée tant par les pays arabes que par l'OLP.

Quelques quatre cents personnes de soixante pays différents, et la quasi-totalité des mouvements palestiniens participant à ce colloque qui entend organiser un « soutien pratique » à l'intifada, l'OLP y est représentée par le président du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil), Cheikh Abdel Hamid El Sayeh.

La conférence prévue à Madrid, a déclaré le président iranien Ali Akbar Rafsanjani, est « mensongère, imposée, et vise à diviser les Palestiniens ». « Nous en sommes arrivés à un point où l'OLP est disposée à parler à Israël mais où Israël ne veut pas le faire, et préfère parler avec des Palestiniens anonymes », a-t-il ajouté.

Le président iranien a ensuite critiqué le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Union soviétique et Israël : « Les Américains ont tellement humilié l'URSS, qui n'a une autre grande puissance que son ministre des affaires étrangères annonce la reprise des relations avec Israël, obéissant à une condition exigée par Israël pour la participation de Moscou à la conférence ».

Le guide de la République islamique d'Iran, Fayatollah Khomeini, a estimé que « ceux qui cherchent à assurer la paix au Proche-Orient doivent restituer la Palestine aux Palestiniens, car la Palestine appartient aux Palestiniens et à eux seuls ».

Ahmed Khomeini, le fils de l'imam défunt, qui siège au conseil suprême de sécurité nationale, la plus haute instance politique en Iran, a affirmé que le guide Khomeini et le président Rafsanjani s'étaient prononcés pour une « aide militaire » au mouvement palestinien, sans fournir d'autres précisions à ce sujet. « Israël va à Madrid pour en obtenir le grand Israël du Nil à l'Euphrate », a-t-il ajouté, tout en lançant un appel « aux groupes et factions palestiniens pour qu'ils s'unissent sur un programme d'action matériel, humain, financier, politique, et pour la lutte armée ». — (AFP)

Le règlement de la question des otages détenus au Liban

Jérusalem a libéré 15 prisonniers chiites

Jérusalem a libéré, lundi matin 21 octobre, 15 prisonniers chiites libanais détenus par l'Armée du Liban-Sud à la prison de Khiam dans la « zone de sécurité », créée et occupée par Israël au Liban-Sud. Vendredi, des députés du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avaient visité, pendant une heure et demie, la prison de Khiam, pour la première fois depuis sa mise en service en 1983.

Le Jihad islamique pour la libération de la Palestine (JILP), qui détent, depuis le mois de janvier 1987, deux Américains, MM. Jesse Turner et Alan Stein, avait annoncé, dans un communiqué rendu public, quelques heures plus tôt, à Beyrouth, que l'un de ces

deux otages sera libéré dans les 24 heures. Cette annonce a été destinée, proche de l'Iran, indique que sa décision fait suite à « l'annonce par les Nations unies du succès des négociations et à la conclusion d'un accord consistant à libérer un groupe de détenus des prisons israéliennes ».

L'ONU avait annoncé, dimanche matin, la libération imminente d'un otage américain et le prochain échange de prisonniers libanais détenus par Israël au Liban-Sud. Les ravisseurs des deux Occidentaux, capturés au Liban (cinq Américains, un Britannique, deux Allemands et un Italien) avaient manifesté, le 12 août, après un feu vert de l'Iran, le secrétaire général des

Nations unies pour superviser un échange global des otages et de six soldats israéliens, portés disparus au Liban contre 350 prisonniers arabes détenus par Israël.

Le coordinateur des activités israéliennes au Liban, M. Uri Lubrani, avait indiqué, dimanche, qu'Israël n'avait pas l'intention de faire un geste en échange des informations recueillies sur le décès d'un soldat israélien, Yossef Fink, disparu au Liban, au mois de février 1986. « L'espèce de l'Etat à la fin de l'année, cette affaire sera terminée », a-t-il néanmoins affirmé. Il a exprimé l'espoir d'obtenir de nouvelles informations sur les autres militaires israéliens disparus. — (AFP, Reuters)

Le général Aoun dénonce les « collabos » au pouvoir à Beyrouth

Le général chrétien Michel Aoun, ancien chef d'un gouvernement militaire du Liban, qui vit, depuis la fin de mois d'août, en exil en France, a balayé de « collabos » les autorités de Beyrouth, au cours d'un entretien télévisé, accordé à la 3 et diffusé dimanche 20 octobre, le jour de l'arrivée en France du président libanais Elias Hraoui. Le général Aoun a souligné qu'il n'avait pas été « élu chef du pouvoir ». « Je suis quelqu'un qui a été évincé par une invasion de troupes étrangères », a-t-il précisé. Il a déclaré que le plus difficile à supporter dans son exil, c'est « de sentir perfidement le besoin de défendre le peuple libanais et de réaliser que personne n'est là ». « J'ai le sentiment qu'il y a un complot du silence », a-t-il ajouté. — (AFP)

Tiers monde. Et si l'on changeait de discours ?

25 F. Collection Enjeux.

Economie. Une Europe dans tous ses Etats. 25 F. Collection Enjeux.

هكذا من الأصل

• Le Monde • Mardi 22 octobre 1991 7

CLM/BBDO



Vous ne savez jamais vraiment
où et quand vous serez bien inspiré.

Ce n'est pas d'un ordinateur dont vous avez besoin, c'est d'un Macintosh PowerBook.



Apple

Apple, le logo Apple, Macintosh, PowerBook, sont des marques déposées d'Apple Computer Inc.

هكذا من الاتصال

• Le Monde • Mardi 22 octobre 1991 9

Etat libanais

Il vous suit au bureau.
Il vous suit à la maison.
Il vous suit partout.

Il fait 2,4 kilos*.
Il fait la taille d'un cahier.
Il fait ce que vous voulez.

Il comprend Macintosh.
Il comprend MS-DOS.
Il vous comprend.

Il parle avec les
autres ordinateurs.
Il parle avec les fax.
Il vous parle.

* Poids de Macintosh PowerBook 100

Apple, le logo Apple, Macintosh, PowerBook, sont des marques déposées d'Apple Computer Inc. MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Corporation.

Macintosh PowerBook ne travaille pas à sa façon
mais à la vôtre.



Macintosh PowerBook.

Apple

AMÉRIQUES

BRÉSIL : la fin du voyage de Jean-Paul II

Le pape n'a pas attiré de foules très nombreuses

Jean-Paul II a terminé à Salvador de Bahia, dimanche 20 et lundi 21 octobre, son deuxième voyage au Brésil, commencé neuf jours plus tôt dans la ville de Natal. Cette visite aura été marquée par une relative désaffection populaire. C'est lundi soir que le pape devait rentrer à Rome.

SALVADOR DE BAHIA
de notre envoyé spécial

Triste surprise pour Jean-Paul II, lors de son étape finale dans la ville de Salvador de Bahia, au nord-est du pays. Alors que les rencontres prévues – avec les enfants notamment – et la messe célébrée en bord de mer devaient constituer un moment fort de cette visite, c'est à une assistance peu nombreuse que le pape s'est adressé dimanche 20 octobre. La cérémonie de l'après-midi était en outre ultra-militarisée, sur fond de marine de guerre, avec déplacements en hélicoptères de l'armée et sécurité omniprésente.

Dans la matinée, à proximité de l'église de Bonfim, quelques centaines d'enfants seulement étaient présents, soit un chiffre bien inférieur aux 30 000 prévus par le programme officiel de Radio-Vaticane. Les militaires et policiers étaient déjà fort nombreux, comme samedi sur le trajet du cortège à l'arrivée du pape. Ce service d'ordre, pointilleux à l'excès, explique sans doute en partie cette spectaculaire désaffection.

Jean-Paul II avait pourtant – et pour l'une des rares fois de ce voyage – adapté son langage à son

auditoire. Parlant simplement, apostrophant les enfants et les faisant participer pour leur plus grand plaisir, il a fait partager à l'assistance émotion et enthousiasme. Samedi matin, lors de son déplacement dans la favela de Sao-Pedro à Vitoria – un quartier appelé « la décharge » – cette ferveur était visible. D'autant plus que le pape et sa suite avaient décidé de briser le cérémonial pour aller à la rencontre des habitants, malgré une pluie battante et des chemins de boue. Même la chorale d'enfants, trempée et tremblante de froid, avait été l'objet de cette attention particulière.

A la différence pourtant de sa rencontre avec les enfants de Salvador, son discours avait été difficile à suivre par une population en grande partie analphabète. A tel point que

Jean-Paul II avait sauté quelques paragraphes, comme celui concernant le « capitalisme sauvage ». Ce décalage est peut-être l'une des raisons du relatif désintérêt qui s'est manifesté presque partout.

Lors de nombreuses étapes, les lieux délimités pour les cérémonies pouvaient accueillir beaucoup plus de fidèles. A plusieurs reprises, de grands espaces, parfois proches de l'autel, sont restés inoccupés. Plusieurs raisons peuvent expliquer l'absence de grandes foules, comme la retransmission télévisée des principaux événements et la difficile situation économique du pays qui exclut, pour une grande majorité de la population, tout déplacement un peu lointain. Tout aussi évident est l'effet du développement des sectes,

dans un pays où l'on estime que six cent mille catholiques quittent chaque année l'Eglise. Plusieurs évêques reconnaissent en privé la relative faiblesse du nombre de fidèles et s'accrochent sur ces raisons.

Il en existe d'autres. Les discours de Jean-Paul II sont répétitifs, particulièrement en ce qui concerne le thème central. Le pape a repris ses condamnations « de l'avortement, des moyens artificiels de contraception ou des campagnes de stérilisation ». Il a aussi multiplié les mises en garde contre le plaisir sexuel lui-même et fait fiasco du mariage, dans un pays où les divorces et le libertinage sont souvent la règle.

En revanche, ses bombes, savamment équilibrées, critiquant les méfaits du capitalisme sauvage et du

communisme, ont aussi fréquemment balancé entre les avertissements adressés au gouvernement et les satisfactions à l'égard de la « nécessaire réforme agraire » et de « ses progrès » ou de « l'abandon des enfants » et de la « bienvenue création d'un ministère de l'enfance ».

Des propos mesurés qui transparaissent parfois, dans les diocèses considérés comme « progressistes », avec les déclarations de bienvenue prononcées par les évêques locaux ou les représentants des « communautés ecclésiales de base ». Ces derniers ne s'embarrassent guère de circonlocutions et multiplient les remises de documents dénonçant les assassinats d'enfants, de paysans, et la profonde misère qui règne en beaucoup d'endroits. Les exhortations au renouvellement de la foi et de l'évangélisation s'adressent de surcroît à des Brésiliens que l'on sait plus à des Brésiliens que l'on sait le disait une jeune femme lors de la messe à Cuba.

Le président de la conférence épiscopale des évêques du Brésil, Mgr Luciano Mendes de Almeida, estimait qu'il était « encore trop tôt pour faire un bilan de la visite de Jean-Paul II ». Les évêques devaient plutôt se concentrer sur ce sujet, et une partie de « l'île proposée » du clergé doit avoir aussi à Sao Paulo, une rencontre informelle. Dans l'entourage de Jean-Paul II toutefois, on se délectait bien sûr « être salués de cette visite », alors que de simples prêtres anonymes étaient plus sceptiques : « Cela ne change pas grand chose et nous aurons toujours énormément de travail et de difficultés aux côtés d'une population toujours plus misérable ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

La béatification de Sœur Paulina

FLORIANOPOLIS

de notre envoyé spécial

L'Eglise brésilienne a besoin, aujourd'hui plus que jamais, de saints. C'est par ces mots que le pape a conclu l'homélie de la messe de béatification, vendredi 18 octobre à Florianopolis, de Sœur Paulina.

Brésilienne d'origine italienne, Amabile Lucia Vieira, née en 1865, a été béatifiée – étape préliminaire de la canonisation – à la suite d'un « miracle » qui lui a été attribué et qui a été reconnu par le Vatican. La présence d'une médaille à son image a permis, selon les autorités de l'Eglise, de sauver, en 1866, une jeune femme déclarée chimiquement morte par les médecins.

Elle est née à São Paulo, présente lors de la cérémonie, assurait qu'elle avait, ce jour-là, « reçu la grâce de la sainte ».

D. H.-G.

Le souvenir de Gabriel Maire, prêtre français assassiné

VITORIA

de notre envoyé spécial

Lors de son passage à Vitoria, dans l'Etat d'Espírito Santo, à l'est du pays, le pape a reçu un dossier concernant le cas d'un prêtre français assassiné à Caracica, le 23 décembre 1989. Le Père Gabriel Maire, originaire du Doubs, a été assassiné ce jour-là par des tueurs qui n'ont pas été appréhendés par la police. Celle-ci a qualifié le crime de « crapuleux », l'imputant à de simples voleurs. Avec la solida-

rité des évêques brésiliens et français, la famille du prêtre se bat depuis cette époque pour faire rétablir la vérité, en expliquant que Gabriel Maire avait déjà reçu de nombreuses menaces de mort et qu'il s'était vu offrir un assassinat politique. Les conditions de la mort de ce prêtre – qui travaillait aux côtés des pauvres du Brésil depuis dix ans – font l'objet d'une demande d'enquête supplémentaire de la part de l'avocat brésilien de la famille, M. Ewerton Guimarães, dans un

rapport très détaillé de vingt-cinq pages, transmis à la justice le 21 septembre dernier (Le Monde du 12 septembre), où l'avocat tente de prouver les nombreuses incohérences qui ont accompagné l'enquête policière à la suite de l'arrivée à cette thèse de l'assassinat crapuleux. Lui-même vient de recevoir des menaces de mort, après avoir dénoncé la complicité du maire de Caracica dans cet assassinat.

D. H.-G.

Banc d'essai

par Henri Tincq

Le voyage du pape au Brésil aura servi de banc d'essai avant les célébrations du cinquantième anniversaire de la découverte de l'Amérique latine. Celle-ci coïncide avec le début de l'évangélisation d'un continent qui, en l'an 2000, comptera un fidèle catholique sur deux dans le monde. Lutte redoublée contre les sectes, engagement en faveur de la réforme agraire et de structures sociales plus justes, défense des droits des populations indiennes : le pape a rôdé au Brésil quelques-uns des thèmes qu'il reprendra à son tour dans un an, en présidant personnellement à Saint-Domingue l'assemblée générale de l'épiscopat latino-américain, la troisième depuis le concile Vatican II (1962-1965), après Medellín (1968) et Puebla (1979).

Ce cinquantième anniversaire s'ouvre pour l'Eglise catholique sous le double signe de l'ambiguïté et de la division. Le Vatican entend donner un éclat particulier à cet anniversaire, mais il se heurte à l'opposition des religieux, puissants dans tout le sous-continent, et du clergé, qui reprochent au pape de prendre des libertés avec l'histoire et rappelle le prix payé par les Indiens à une évangélisation par la force. Ce désaccord est loin d'être réglé, si l'on en juge par la mise en garde du pape qui, au Brésil, vient de dénoncer « la vision déformée, plus politique et idéologique que religieuse de l'histoire, qui assimile la colonisation et l'évangélisation ».

Le contentieux sur la théologie de la libération n'a plus la même vivacité qu'autrefois. L'échec du

marxisme l'a « vidée de son sens », a même pu dire Jean-Paul II. Mais le conflit entre deux conceptions du rôle de l'Eglise en Amérique latine reste entier. Il sera au cœur des débats de 1992. A ceux qui, depuis la conférence de Medellín, entendent rester fidèles à l'option prioritaire pour les pauvres, le pape propose une « nouvelle évangélisation », capable de relever les défis qu'une Eglise hier engagée, comme au Brésil, dans la lutte contre le régime militaire n'a pas vu venir : la sécularisation de la société, la rareté du clergé (14 000 prêtres seulement pour 180 millions de Brésiliens), la décadence de la formation religieuse et de l'encadrement des fidèles. Autant de raisons qui expliquent, par contrecoup, la montée des sectes. Celles-ci font l'économie des luttes sociales et promettent des miracles à une société de pauvres.

Il reste que l'Eglise en Amérique latine paie cher aussi, y compris par la mort de beaucoup des siens, dont ce prêtre français assassiné au Brésil à la veille de Noël 1989 (voir encadré ci-dessus), son engagement pour les plus pauvres, indiens ou paysans sans terres. Or, la remise au pas des idéologies progressistes, les gages donnés aux évêques conservateurs, la surveillance renforcée de la Confédération latino-américaine des religieux risquent de décourager les militants, de désorienter davantage les fidèles et de renforcer les divisions dans l'Eglise, dont profiteraient ceux qui ont intérêt au maintien de structures injustes.

Cuba : les dessous de l'affaire Ochoa

Nouvelles révélations sur le rôle de La Havane dans le trafic de drogue

MIAMI

de notre envoyé spécial

Les Etats-Unis s'apprêtent à arrêter, pour trafic de drogue, le ministre cubain de l'Intérieur, M. José Abantes, lorsque le président Fidel Castro prit les devants en ordonnant, le 12 juin 1989, l'arrestation de plusieurs officiers, dont le général Arnaldo Ochoa, et des hauts fonctionnaires de son gouvernement. C'est ce qu'affirme un agent des douanes américaines, M. David Uiso, dans une confession publiée dimanche 20 octobre par le quotidien Miami Herald, sous le titre « Mission impossible ». Selon cet agent, M. Castro a ainsi réussi à démanteler à la dernière minute une affaire qui aurait pu avoir des conséquences désastreuses pour son régime. Il s'est employé à « lever la réputation de la révolution cubaine » en organisant une parade de procès et en faisant fusiller, le 13 juillet 1989, le général Ochoa – un des officiers les plus populaires de l'île – et trois autres militaires.

Les révélations du quotidien de Miami constituent une pièce de plus au dossier sur le rôle de Cuba dans le trafic de stupéfiants entre la Colombie et les Etats-Unis. Le 11 octobre, la veuve du général Ochoa confiait à la presse espagnole que son mari avait été exécuté pour avoir fomenté la participation des troupes cubaines à la guerre d'Angleterre. Elle ajoutait qu'elle n'avait jamais participé au trafic de drogue que « Fidel Castro et son frère Raúl (ministre de la Défense) encourageaient pour procurer des devises à

la révolution ». C'est parce qu'il disposait d'informations très précises sur le rôle de Cuba dans le trafic de drogue qu'un simple agent des douanes de Floride entreprit de mettre au point un plan audacieux, sous le nom de code d'« opération levrière ». Il s'agissait, ni plus ni moins, d'attirer le ministre cubain de l'Intérieur dans les eaux internationales sous prétexte de lui fournir des informations technologiques de grande valeur. Un commando des forces spéciales américaines avait suivi d'un sous-marin pour s'emparer du ministre pendant que des avions de chasse F-16 devaient être prêts à répondre à une attaque des MIG cubains.

M. David Uiso savait, notamment, que M. Abantes dirigeait une section secrète du ministère de l'Intérieur chargée de contourner l'embargo commercial décrété par Washington contre La Havane depuis 1961 : le département MC – pour « monnaie convertible », soit la terminologie officielle, ou « marijuana-cocaïne » dans le langage populaire – achetait

des produits américains à travers des pays tiers, en particulier l'Espagne, mais surtout à la contrebande grâce à un réseau établi à Key West, dans le sud de la Floride (Le Monde du 6 septembre). D'après M. Uiso, les contrebandiers, qui étaient en général des exilés cubains, achetaient vers Cuba des ordinateurs, des téléviseurs ou de simples pneus. « Selon des cas, ajoute-t-il, ils se faisaient payer en argent ou en cocaïne », qu'ils rapportaient aux Etats-Unis.

Crise cardiaque « provoquée »

L'opération levrière s'appuyait essentiellement sur un Cubain exilé de cinquante-sept ans, M. Gustavo Fernandez, qui purgeait une peine de cinquante ans de prison pour trafic de marijuana et avait été sorti de sa

cellule pour infiltrer le réseau de contrebandiers, dirigé par son propre fils. Après avoir collaboré très efficacement dans un premier temps avec les autorités américaines, il a subitement disparu le 12 juin 1989, quelques heures avant l'annonce de l'arrestation des militaires cubains à La Havane. A-t-il vendu la mèche ? Sans doute, puisque, selon certaines informations non confirmées, il code des jours tranquilles à Cuba, loin de la prison où il craignait devoir retourner.

Après avoir échappé aux commandos américains, le général Abantes a lui-même été arrêté sur l'ordre de M. Castro et condamné à vingt ans de prison pour « abus d'autorité » et « négligence » dans la lutte contre le trafic de stupéfiants. Il est mort en prison en janvier dernier d'une crise cardiaque qui, selon les milieux dissidents cubains, aurait été « provoquée » pour qu'il ne reste plus aucun témoin de la collaboration des dirigeants de La Havane avec le cartel de Medellín.

BÉRTRAND DE LA GRANGE

Trente-deux ans plus tard

M. Huber Matos écrit une seconde fois à M. Fidel Castro...

M. Huber Matos était, avec les deux frères Castro (Fidel et Raúl), Che Guevara et Camilo Cienfuegos, un des cinq « commandants » historiques de la révolution cubaine qui fit tomber le dictateur Batista le 1^{er} janvier 1959. Nommé par Fidel Castro à la tête de la région militaire de Camaguey, il écrivit à ce dernier à l'automne 1959 pour dénoncer la dérive communiste du régime. Il passera pour cela vingt années en prison. Exilé à Miami (Floride), où il dirige le mouvement Cuba-Indépendance y Democracia, il a écrit de nouveau trente-deux ans plus tard, jour pour jour, au président cubain pour lui demander d'abandonner le pouvoir.

Monsieur Fidel Castro, Il y a trente-deux ans, le 19 octobre 1959, je vous ai envoyé une lettre dans laquelle je vous annonçais ma démission du poste de chef de la région militaire de Camaguey et ma rupture totale avec le gouverne-

ment que vous dirigez. Je ne pouvais pas accepter la trahison qui se préparait contre notre peuple et contre la révolution démocratique et humaniste que nous avions promise de mener une fois arrivés au pouvoir. (...) Aujourd'hui, je vous écris à nouveau, monsieur Castro. La trahison que j'ai voulu éviter est devenue une déchirante réalité qui accumule trois décennies de souffrances pour notre peuple et exhibe un paysage de ruines. Vous avez transformé Cuba en un fief totalitaire et militariste où prévalent la terreur, le double visage, la frustration, la séparation des familles, la famine et la répression.

Après avoir exercé pendant trente-deux ans un pouvoir arbitraire et avoir soumis, sous différentes latitudes, la subversion, le terrorisme et les campagnes guerrières néocolonialistes au service du Kremlin, vous avez échoué complètement. Le communisme s'achève à Cuba et dans le monde : les peuples l'ont vaincu et l'histoire le condamne. En ignorant ces réalités, vous vous refusez à écouter une voix chérie. Vous avez vu votre dernière chance lors du quatrième congrès du

Parti communiste de Cuba, mais vous vous êtes acharné à poursuivre la voie stalinienne, obligeant notre peuple à chercher une solution par les voies de la violence et d'un bain de sang. Fier encore, vous menaciez de faire couler l'île dans la mer en laissant apparaître votre intention de provoquer une guerre contre les Etats-Unis afin de camoufler vos échecs et votre décadence dans une apocalypse que seul votre ego morbide peut supporter.

Cuba appartient aux Cubains, personne ne vous a donné la propriété de l'île ni de ses citoyens, ni de ceux qui sont nés sur ces terres et que vous avez obligés à prendre la route de l'exil. Votre optimisme à vouloir vous imposer contre la volonté des Cubains aura uniquement comme résultat que vous ajouterez davantage de crimes à ceux que vous avez déjà commis et de toute façon, le peuple va vous balayer. Les cartes que vous vous êtes réservées pour la fin donnent le vertige : le génocide contre les Cubains et la guerre avec les Etats-Unis. Basta monsieur Castro ! Ne faites plus, de mal à Cuba !

EN BREF

○ DJIBOUTI : l'armée a repoussé une agression armée. – Le ministre djiboutien de la Défense, M. Ismaïl Ali Youssef, a annoncé, dimanche 20 octobre, que l'armée avait repoussé, jeudi, une attaque d'environ cinq cents Afars armés, vêtus d'uniformes éthiopiens, dans la localité d'Abala, à la frontière de l'Ethiopie. Le ministre de l'Intérieur a ajouté que des mesures avaient été prises pour résister aux agresseurs dont l'objectif « est de plonger Djibouti dans le chaos et de s'emparer du pouvoir ». (AFP, Reuters)

○ ETATS-UNIS : deux nouveaux candidats démocrates à l'élection présidentielle. – Le révérend Pat Mahoney (trente-sept ans), dirigeant du mouvement anti-avortement Operation Rescue, qui a été interpellé pour avoir bloqué durant l'été des cliniques de Wichita (Kansas), a annoncé

samedi 19 octobre sa candidature à l'investiture démocrate en vue de l'élection présidentielle de 1992. Un acteur de cinéma de soixante ans, M. Tom Laughlin, est également entré en lice, qualifiant le président Bush de « cynique » parce qu'il « indifférait aux millions d'Américains qui travaillent dur ». Au total, huit candidats briguent dorénavant l'investiture démocrate. (AFP)

○ PÉROU : sept dirigeants politiques de gauche disparus depuis avril dernier. – L'association en faveur des droits de l'homme (APRODEH) du Pérou a indiqué, dimanche 20 octobre, qu'elle était sans nouvelles, depuis le 19 avril dernier, de sept dirigeants du mouvement politique de la Gauche Unie, vus pour la dernière fois à la base militaire de Huancapi (sud-est du pays), où ils étaient venus se faire inscrire comme candidats aux élections municipales

tenues en août. Ces disparitions ont été dénoncées par un procureur provincial, M. Zenon Palomino, devant les autorités judiciaires. (AFP)

○ SRI-LANKA : trois îles reprises aux rebelles tamouls. – Poursuivant l'offensive engagée le 18 octobre contre des bases de séparatistes tamouls, dans le nord-est du pays, les forces armées du Sri-Lanka se sont emparées, dimanche 20 octobre, de trois îles situées un peu au large de la péninsule de Jaffna, fief du LTTE (Tigre de libération de l'Eelam tamoul). Au moins quarante-cinq guerilleros ont été tués, selon des sources gouvernementales qui ont admis avoir aussi subi « quelques pertes ». Le couvre-feu a été décrété sur plusieurs districts de la zone en vue de contraindre les déplacements des rebelles. (AFP, Reuters, UPI)

François
sur France

سك ان لافيل

POLITIQUE

Le débat sur les alliances

L'opposition exclut l'hypothèse d'un « gouvernement de coalition »

Plusieurs porte-parole de l'opposition ont récusé, dimanche 20 octobre, l'éventualité d'un « gouvernement de coalition » qui pourrait être constitué si aucune majorité ne se dégageait des futures élections législatives. M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, ancien ministre d'Etat, a jugé, au « Grand jury RTL-le Monde », « particulièrement

absurde l'idée d'un gouvernement d'union nationale », affirmant : « Nous ne participerons pas à une coalition ». M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a estimé, au Forum RMC-Express, que cette solution « ne serait pas sérieuse » car ce serait « le mariage de la carpe et du lapin, l'alliance de l'eau et du feu, bref le rassem-

blement de tous les combinards ». M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, nouveau président exécutif du CDS, a demandé lors de « l'Heure de Vérité » sur Antenne 2 : « Si des hommes, allant de Pasqua à Chevènement, montaient sur le même bateau, quelle direction prendrait celui-ci ? »

D'une République à l'autre

L'ouverture mise à la mode par M. Rocard revient au goût du jour. M. Jean-Pierre Soisson, transfuge de l'UDF à y a trois ans, s'en fait aujourd'hui l'apôtre insistant, affirmant même que « les gouvernements de demain seront des gouvernements de coalition » (le Figaro du 15 octobre). MM. Noir et Carignon, tous deux anciens membres du RPR, prônent des solutions comparables. M. Barre lui-même imagine un regroupement d'hommes de tendances différentes « qui seront les témoins et les garants du caractère national de l'action à entreprendre » (Investir-Magazine, cf. le Monde du 16 octobre).

que « bécotés » des gouvernements de coalition, le temps où chaque parlementaire pouvait espérer devenir ministre, grâce à des majorités de rencontre où la constitution des cabinets était le fruit de compromis et le résultat d'un « régime exclusif des partis » dont de Gaulle devait dénoncer les « comités Gustave, Théodule et Hippolyte ».

Le gouvernement de Gaulle

De Gaulle lui-même, avant que ne soient fondées les institutions de la V^e République, a dû accepter de former, le 1^{er} juin 1958, un gouvernement de coalition, le dernier de la IV^e République, qui dura jusqu'au 8 janvier 1959 (1). Pour obtenir l'investiture de l'Assemblée nationale élue en 1956, le général a dû non seulement se plier aux rites mais aussi composer avec les forces politiques en présence. Après avoir annoncé le 15 mai 1958 qu'il se « tenait prêt à assumer les pouvoirs de la République », de Gaulle a reçu les ralliements successifs de Georges Bidault (MRP), Antoine Pinay (indépendants), Guy Mollet (SFIO) et M. Pierre Pflimlin (MRP), président du conseil. Tous ces chefs de parti (à l'exception de Georges Bidault) se sont retrouvés dans le gouvernement qu'il a formé le 1^{er} juin, au terme d'un « dosage subtil » à la fois politique et parlementaire. Dix ministres y représentaient les partis politiques aux côtés de quatre hauts fonctionnaires et de l'écrivain André Malraux. Le général était investi par 329 voix contre 224.

Tous les autres gouvernements de de Gaulle nommés ensuite tiendront également compte, dans une certaine mesure, de la composition de la majorité parlementaire. Cette coalition écartera d'ailleurs lorsque le 15 mai 1962 les cinq ministres MRP démissionneront pour protester contre la politique européenne du général et ses sarcasmes exprimés par l'usage du mot « volapük » pour dénoncer l'intégration européenne. Les coalitions gouvernementales se réduiront ensuite à la coopération entre de nombreux ministres UNR et quelques Républicains indépendants.

L'ouverture de Pompidou

Georges Pompidou, élu président de la République en 1969, élargit la majorité en faisant entrer au gouvernement des représentants du Centre Démocratique et Progrès, groupe centriste issu d'une scission du MRP. C'est au cours d'une émission télévisée que Jacques Duhamel annonce son ralliement au général au sein du gouvernement.

Sous la V^e République ce n'est donc plus en fonction du chef du gouvernement et de l'équilibre parlementaire que se forment les coalitions mais par rapport au chef de l'Etat et de la « majorité présidentielle » qui l'a élu et le soutient, en principe pour la durée du septennat. Il est vrai que le gouver-

nement, officiellement nommé par le président « sur proposition du premier ministre », est en fait constitué à l'Elysée. Malgré cette mutation de la pratique institutionnelle, le président doit tenir compte de l'état des forces parlementaires car si sa propre responsabilité ne peut pas être mise en cause par l'Assemblée, la contestation du premier ministre le vise par personne interposée.

C'est pour s'assurer du soutien du groupe gaulliste de l'Assemblée nationale qu'en 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing a nommé premier ministre M. Jacques Chirac avec pour objectif non avoué de « giscardiser » l'UDR, ce qui ne sera que partiellement réalisé.

La coalition PS-PC

De même, en 1981, la coalition entre socialistes et communistes s'est formée autour de M. Mitterrand lors du deuxième tour de l'élection présidentielle et sa rupture, en 1984, visait en réalité le changement de politique inspiré par l'Elysée que le nouveau premier ministre se contentait de traduire.

En revanche la coalition imposée par la cohabitation de 1986 à 1988 s'inspirait à la fois du présidentialisme de la V^e République et du parlementarisme de la IV^e. Le chef de l'Etat a en effet pu conserver les prérogatives constitutionnelles que la Constitution de 1958 attribue à sa fonction et qui lui évitent, à la différence de ses prédécesseurs de l'ancien régime, de « demeurer inerte ». Il a pu par exemple se comporter en inspirateur de la nouvelle opposition pendant cette période et préparer

ainsi la double « revanche » de 1988 aux élections présidentielles et législatives.

Mais dans le même temps la formation du gouvernement Chirac a mis en relief une notion de coalition évoquant davantage les pratiques de la IV^e République (le dernier gouvernement de Giscard d'Estaing) que celles de la V^e. Les consultations menées à l'Hôtel de Ville de Paris rappelaient tout à fait celles que conduisaient jadis les présidents du conseil « pressentis » recevant les chefs des partis. S'il ne s'agissait pas cette fois de s'assurer du soutien des groupes parlementaires pour constituer une majorité, il était cependant bien question de dosage politique et de répartition des ministères.

Ce gouvernement de coalition a lui aussi atteint les limites de sa cohésion non pas en provoquant la chute de son chef mais en s'opposant en partie à lui lorsque celui-ci a été candidat à l'Elysée en 1988. En soutenant la candidature de M. Barre à l'élection présidentielle plutôt que celle du premier ministre sortant, les ministres centristes ont illustré l'imbrication périlleuse et jusqu'à un certain point inconciliable des deux conceptions.

La question demeure posée de savoir si un gouvernement de coalition peut se pratiquer sous la V^e République sans entraîner des conséquences qui atteignent le sommet de l'Etat, c'est-à-dire l'ensemble des institutions.

ANDRÉ PASSERON

(1) Ce président est explicitement investi par MM. Barre et Mitterrand lorsqu'ils plaident pour une « conjonction des volontés » à la tête de l'Etat (le Monde du 15 octobre).

Au « Grand jury RTL-le Monde »

M. Edouard Balladur : une autre politique est possible

M. Edouard Balladur, député RPR, ancien ministre d'Etat, invité du « Grand jury RTL-le Monde », dimanche 20 octobre, a notamment déclaré : « Si l'on avait des élections législatives anticipées, je ne m'en plaindrais pas. Mais je serais surpris que M. Mitterrand prenne sa décision uniquement pour nous être agréable. » Considérant comme « particulièrement absurde » le principe de l'union nationale, l'ancien ministre a affirmé : « Une autre politique est possible sur le plan économique comme sur le plan social et sur l'éducation. C'est difficile à faire passer car les socialistes semblent n'avoir qu'un souci en tête : démontrer qu'ils sont désormais si peu socialistes qu'ils nous ressemblent en tout point. Or, ce n'est pas vrai. Il y a deux politiques différentes pour notre pays qui reflètent deux visions de la société. La démocratie, ce n'est pas le brouillard, ce n'est pas de tout gommer, de donner le sentiment que rien ne vaut rien et que tout vaut tout. La démocratie, c'est le choix. Je ne suis pas animé du désir de me débarrasser à tout prix de tel ou tel. Mais à l'inverse, je ne comprends pas à quoi correspond ce désir d'unanimité. »

Après avoir exposé les principes généraux d'une nouvelle politique

économique, différente de celle de M. Bérégovoy, M. Balladur a refusé l'éventualité d'un scrutin proportionnel. « Si le seul moyen que ceux qui sont au pouvoir ont trouvé pour restaurer la confiance, a-t-il dit, c'est de changer le mode de scrutin quelques mois avant les élections, c'est consternant. La démocratie, c'est le respect d'une règle du jeu et d'un minimum de principes stables. Nous ne participerons pas à quelque grande coalition que ce soit. Il faut que ce soit parfaitement clair. »

A propos de l'immigration, M. Balladur a exprimé la crainte que ce problème ne prenne « un tour très passionnel ». Il a estimé que le terme d'« invasion » utilisé par M. Giscard d'Estaing « n'était pas le plus approprié », mais, selon lui, l'ancien président a en raison de montrer qu'il y a un problème très sérieux que le gouvernement ne traite pas. Quant aux relations avec le Front national, il estime que cela « ne relève pas de solutions proprement politiques ». La montée de l'extrême droite reflète, selon lui, « une inquiétude dans notre société qui est moins stable et moins sûre d'elle-même qu'elle ne l'était auparavant ». « C'est en réformant notre société, et non le mode de scrutin, a-t-il conclu, que l'on règlera cette question. »

M. Baudis souhaite des élections législatives anticipées

Invité, dimanche 20 octobre, de « l'heure de vérité » sur Antenne 2, M. Dominique Baudis a réclamé l'organisation d'élections législatives anticipées pour « réparer sur un nouveau pied ». « Je crains », a expliqué le président exécutif du CDS, « une longue période de la fois de mécontentement, d'exaspération, mais aussi de paralysie de tous ceux qui ont des décisions à prendre dans les entreprises et dans les administrations. Ils attendent 1993 et je ne demande si, au fond, la décision la plus

salutaire pour notre pays ne serait pas de consulter les Français. » Questionné enfin sur les relations entre les centristes et M. Jacques Delors, le maire de Toulouse a rappelé qu'il y avait un autre Delors, (...) celui qui a été ministre de l'économie et des finances de 1981 à 1984. « Si Jacques Delors, a-t-il dit, se présente devant les Français comme candidat du PS, il sera peut-être prisonnier de l'idéologie du PS, comme il l'a été entre 1981 et 1984. »

M. Pasqua : « en réaffirmant un peuple ». — M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, invité du Forum RMC-Express dimanche 20 octobre, a notamment déclaré : « Quand on en arrive à un certain point de crise, il faut trancher, et je ne connais qu'une seule solution : en réaffirmant le rôle du peuple. Plus tôt les responsables actuels partiront, mieux cela vaudra. » L'ancien ministre de l'Intérieur a accusé les socialistes de chercher « des accommodements, des combines, des tripotillages » en envisageant une réforme de la loi électorale. « Ce que l'on attend d'une loi électorale, a-t-il dit, c'est qu'elle dégage une majorité. »

au peuple. Plus tôt les responsables actuels partiront, mieux cela vaudra. » L'ancien ministre de l'Intérieur a accusé les socialistes de chercher « des accommodements, des combines, des tripotillages » en envisageant une réforme de la loi électorale. « Ce que l'on attend d'une loi électorale, a-t-il dit, c'est qu'elle dégage une majorité. »

Albert (1), les partisans du « capitalisme rhénan », soucieux de long terme et de redistribution, de ceux du « capitalisme néo-américain », préoccupés d'efficacité économique à court terme et de liberté des marchés. Mais, à tort ou à raison, cette coupure qui reproduit le clivage SPD-CDU en Allemagne, démocrate-républicain aux Etats-Unis, apparaît aujourd'hui comme relativement secondaire à beaucoup d'électeurs qui ne se sentent pas véritablement représentés au Parlement.

Quant à la faille entre la droite et l'extrême droite, la loi électorale tend à la combler en obligeant l'UDF et RPR à se compromettre sous des formes variées avec le Front national dans l'espoir, comme jadis le PS vis-à-vis du PC, de dévaliser à terme ce compagnon de route encombrant. Mais ce que le PS a pu faire avec le PC dans les années 70, à un moment où le communisme était déjà sur le déclin, la droite le réussira-t-elle avec un FN dont l'idéologie semble gagner du terrain ?

Dès lors se clarifie l'enjeu du débat sur le mode de scrutin : ou l'on maintient la loi électorale actuelle et l'abstentionnisme restera élevé dans un contexte de

déclin des partis traditionnels et de corrosion de la droite par les thèses du Front national, ou l'on adoptera la représentation proportionnelle avec les avantages et les inconvénients qu'elle contient en germe : une représentation plus forte du Front national au Parlement, mais avec une frontière plus étanche entre la droite et l'extrême droite, des gouvernements plutôt centristes (et donc plus proches de la majorité de l'opinion) mais formés par des coalitions, des partis politiques plus forts avec un plus grand risque d'instabilité gouvernementale, enfin une diminution possible du taux d'abstention.

Comme souvent en politique, chacune des branches de l'alternative a un passif. On peut se demander néanmoins si, dans l'état actuel de la société française, compte tenu de ses aspirations et de ses clivages, l'heure n'est pas venue d'un vrai débat sur le choix de la loi électorale.

JACQUES LESOURNE

(1) Michel Albert, Capitalisme contre capitalisme, Le Seuil, 1991.

Quelle loi électorale ?

Suite de la première page

Dans ce nouveau contexte, la loi électorale commence à donner naissance à des effets pervers :

— Elle écrase le centre, très probablement majoritaire dans l'opinion, puisque tout homme politique doit se composer en fonction des alliances qui lui permettront d'être élu au second tour ;

— Elle oblige le Parti socialiste et la droite républicaine à dramatiser leurs oppositions et à tenir des discours qui laissent de glace bon nombre d'électeurs qui se répètent tout bas la phrase de Jacques Ducloux « blanc bonnet et bonnet blanc » et trouvent la langue de bois encore plus épaisse qu'hier ;

— Elle conduit certains membres de l'UDF et du RPR à intégrer dans leurs discours une partie des thèses du Front national dans l'espoir d'obtenir au second tour le soutien de l'extrême droite (à certains égards, l'« odeur » et l'« invasion », ces écarts de langage de MM. Chirac et Giscard d'Es-

taing, peuvent être considérés comme des sous-produits du mode de scrutin) ;

— Elle propose aux électeurs un choix qui ne leur paraît pas porter sur l'essentiel et qui les incite de ce fait à se réfugier dans l'abstention (« ces jeux politiques ne me concernent pas... »), dans le mouvement écologique (« la politique doit porter demain sur des dimensions nouvelles »), dans l'enfermement cryptocommuniste (« je veux refuser même au nom d'une espérance morte »), dans le nationalisme autoritaire et xénophobe de Jean-Marie Le Pen (« la France aux Français »).

Redisons-le avec d'autres mots : la loi électorale induit une structure des partis qui privilégie l'opposition droite-gauche et la coupure au centre par rapport à l'autre faille, celle qui sépare le Front national des formations attachées aux valeurs républicaines. La première coupure existait : c'est celle qui séparait jadis, si l'on adopte le vocabulaire de Michel

François MITTERRAND

sur France inter

SPÉCIAL 8h/9h
Mardi 22 Octobre

POLITIQUE

Devant ses amis réunis à Clichy

M. Fabius appelle à la « double rénovation » de la gauche et du PS

Le courant du Parti socialiste qu'anime M. Laurent Fabius, réuni dimanche 20 octobre, à Clichy, dans les Hauts-de-Seine, a affirmé sa solidarité avec le gouvernement et, particulièrement, avec la politique économique de M. Pierre Bérégovoy. M. Fabius a appelé à la « double rénovation » de la gauche et du PS.

Qu'est-ce qui distingue un fabiusien d'un jospiniste ? Lorsque les amis du ministre de l'Éducation nationale se réunissent (avec ceux de MM. Pierre Mauroy et Louis Mermaz) le 22 septembre à Alfortville, ils peuvent entendre qu'un ministre de l'économie de gauche prenant Poincaré pour référence, « c'est une provocation », et ils applaudissent. Les partisans de M. Fabius, eux, accueillent chaleureusement le « provocateur », de sorte que M. Bérégovoy a pu déclarer devant eux, dimanche : « J'ai éprouvé, au fil de ces dernières semaines, quelques interrogations. Je ne me suis jamais senti seul, grâce à vous, et, aujourd'hui, je me sens très bien. »

Au Théâtre Rutebeuf de Clichy, les amis du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, ont montré qu'ils ne sont pas de ceux « que vent emporte », alors même que, selon

M. Bérégovoy, « on ne peut pas dire que les temps soient faciles, ni pour [les fabiusiens], ni pour [les jospinistes], ni pour le gouvernement ». Un proche de M. Fabius expliquait que leurs camarades du courant Mauroy-Mermaz-Jospin les avaient « aidés » en expérimentant, un mois auparavant, la méthode de la protestation, qui leur avait valu le reproche de jouer contre leur camp. Le président de l'Assemblée nationale en a tiré aimablement la leçon : « Quand on critique ses propres amis, a-t-il dit, on se fait plaisir, mais on se fait beaucoup de mal ! » Il a fustigé ce « social-masochisme », devenu, selon lui, « une dévotion assez courue ».

Les fabiusiens n'en tiennent pas davantage pour le « social-sadisme ». L'évocation, au marge de la réunion, de la manifestation des infirmières, réprimée par la police le 17 octobre, faisait naître des mines consternées. Il n'en a pas moins question, cependant, à la tribune, sauf quand M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PCF, invité à parler de la reconstruction de la gauche, a observé que celle-ci suppose, à ses yeux, « la cessation d'opposer la police aux infirmières lorsqu'elles utilisent leur droit légitime de manifestation », de même que de « cesser d'opposer le dédain à certaines revendications légitimes des fonctionnaires par le biais d'un

ministre de droite ». C'est un communiste qui l'a dit, et aucun des socialistes présents ne l'a suivi sur ce terrain.

La menace de l'extrême droite

Ils ne sont pas, pour autant, ravis de la politique qu'ils doivent soutenir. S'ils ne dénoncent pas, comme cela avait été fait à Alfortville, la « tutelle » des finances, certains partisans de M. Fabius, s'agissant de ce qu'un ancien ministre d'un département rural appelle « l'élasticité de Bercy ». A ce mécanisme, il impute un effet qui conduit à donner aux agriculteurs — dans une confusion totale, d'ailleurs, qu'ils ne s'en rendent pas toujours compte, — 2,3 milliards de francs et un anéantissement fiscal dont le gouvernement et sa majorité ne retirent aucun bénéfice politique, ces concessions apparaissant comme une victoire remportée contre eux.

Ces propos-là n'étaient tenus qu'à mi-voix. L'ordre du jour était la solidarité avec le gouvernement pour « défendre les grands équilibres économiques », a dit M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, et pour ne pas céder, selon M. Bérégovoy, aux « quelques bons esprits, pas seulement à droite, partisans de la « dévaluation compétitive ». « La dévaluation, a répété le ministre de l'économie, cela finit

toujours par appauvrir un pays, et plus les petites gens que ceux qui ont des biens au soleil. » Autre sage précepte, que M. Bérégovoy emprunte à Pierre Mendès France : « L'inflation, c'est un impôt sur les pauvres et une subvention pour les riches. »

« Si notre chômage était dû essentiellement à la faiblesse de la demande, alors, il serait facile de constater que nous n'aurions pas le déficit extérieur que nous avons », a renchéri M. Fabius. Le saint, pour la gauche, ne se situe donc pas, selon le président de l'Assemblée nationale, dans un changement de politique économique, mais dans la « stratégie de la double rénovation », celle des « forces du mouvement ou du progrès » — représentées à Clichy par M. Le Pors et par M. Claude Liabres, ancien communiste, animateur du Forum progressiste — et celle « de l'idéologie, du programme et des pratiques militantes » du Parti socialiste.

Cette rénovation est d'autant plus urgente, estime-t-il, que « ce qui est en train de se passer à l'extrême droite et dans une partie de la droite » fait apparaître le Front national comme une menace, dans un « contexte démocratique » qui « n'est plus le même » qu'il y a quelques mois.

PATRICK JARREAU

Le cinquantième anniversaire de la fusillade de Châteaubriant

« Vous tous qui restez, soyez dignes de nous, les vingt-sept qui allons mourir »

Près de quinze mille personnes, dont MM. Georges Marchais et Henri Krasucki, ont assisté, dimanche 20 octobre à Châteaubriant (Loire-Atlantique), à la commémoration de l'exécution de vingt-sept otages par les nazis, le 22 octobre 1941. La cérémonie a donné lieu à un bref discours. La célébration officielle du cinquantième anniversaire de la fusillade doit avoir lieu, mardi, en présence du secrétaire d'État aux anciens combattants, M. Louis Mexandreu.

de la CGT. Le podium aux discours était à cheval sur le milieu de la carrière qu'on ne voyait plus ni les anciens combattants, à leur place de toujours au pied du monument aux morts, ni le portrait de Jean Poulmer, militant CGT reconnaissable à son nez papillon. L'événement s'était déplacé. A voir une militante ramasser les poteaux châteaubriant entre les poteaux d'exécution, on aurait dit qu'il était lui-même quelque peu déplacé comme les trois tentes soviétiques, façon Roland-Garros ou Fête de l'Humanité, montées dans ce haut lieu de la Résistance. Déplacé comme les stands, les sarisettes, les signa-



ET POURQUOI T'AS PAS ÉTÉ FUSILLÉ TOI ?

CHATEAUBRIANT

de notre envoyé spécial

Il y avait, comme d'habitude, un bel hommage. Vingt-sept otages furent exécutés, le 22 octobre 1941, dans le camp de la Sablière à 2 kilomètres de Châteaubriant, à l'ombre des châtaigniers. Fusillés pour rien, rien d'autre que l'exemple. Mais celui qu'ils donneront doit être suffisamment éloquent car leurs corps furent enterrés en neuf lieux différents. Il aurait suffi, pour être sûr, d'un seul lieu, mais on ne voulait pas que les châteaubriantais en mémoire de ceux qui châtiaient les vingt-sept syndicalistes, instituteurs ou médecins, du camp de Châteaubriant jusqu'à la Sablière, la ville s'en souvienne encore.

Une Marseillaise comme celle qu'ils hurlaient au pied des rangées de neuf poteaux où les attendaient les SS et qui fit tant de bruit que plusieurs châteaubriantais d'outre-Atlantique protestèrent auprès de Berlin contre les exécutions d'otages. Mais dimanche, à Châteaubriant, la musique de la 9^e division d'infanterie de marine n'entonna que quelques mesures de l'hymne national. Et lorsque furent interrompus dans le Chant des partisans par le début précipité de l'intervention de M. Marchais, secrétaire général du PCF, les militaires plurent bagage. M^{rs} le sous-préfet aussi.

Il aurait suffi, peut-être, pour ce cinquantième anniversaire de la fusillade, de lire quelques-unes des dernières lettres des otages. Celle de Charles Michels, trent-huit ans, député de Paris, celle de Jean-Pierre Tintaud, trente-sept ans, dirigeant des métallurgistes CGT ou celle de Maurice Bessard, vingt et un ans, châteaubriantais. Deux heures avant de mourir, ils s'exhortaient de la mauvaise nouvelle auprès de leurs familles : « Vous allez être surpris. »

Comme s'il s'était agi d'un meeting

Il se préoccupaient de faire parvenir les restes de tabac à leurs frères, ou les 615 F. devenus indus, à la « Société des internés politiques ». « Le sous-préfet a assuré que les affaires ne nous concernaient pas », répétaient-ils, leurs mains ne tremblaient pas. Sauf quelques-uns qui, supplément de courage, en firent l'aveu : « Je meurs le cœur calme mais un peu étonné malgré tout. Les gendarmes qui nous gardent sont encore plus blancs que nous. »

Mais la commémoration avait été organisée par l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé, propriétaire de la Sablière, avec le soutien du Parti communiste et

tures de livres, les ventes de calendriers et les enfants à la « sabbat » dans le périmètre de ce sanctuaire de la mémoire. « Demandez le programme », ou encore comme les accusations d'« indécence » lancées à la première d'« évènements » du centenaire de la République, les comptes non réglés depuis cinquante ans. « La Sablière », dit « l'Amicale », M. Krasucki, secrétaire général de la CGT, fit un exemple exceptionnel d'union.

Plus que par Guy Môquet, membre des Jeunes communistes fusillé à dix-sept ans, le premier rôle fut donc occupé, dimanche, par M. Marchais. Le secrétaire général fit un discours de circonstance. Les quelques nombreux participants venus dans des cars étiquetés CGT, FFT, métallurgie, le-de-France, etc., applaudirent comme s'il s'agissait d'un meeting.

Après la protestation d'une certaine d'anciens résistants et dirigeants du parti, dont M. Henri Rol-Tanguy, contre sa présence, en raison de son attitude pendant la guerre (le Monde du 10 octobre), il en était du soutien au secrétaire général. Comme l'expliqua M. Guy Ducloux, ancien député et ancien déporté, « il aurait été aberrant que ce ne soit pas le secrétaire général qui parle dans une occasion aussi importante ».

Les opposants à cette ligne ne se manifestèrent pas. M. Charles Tillon, quatre-vingt-quatre ans, ancien chef militaire des FTP, avait été reçu le matin par le maire socialiste, M^{rs} Martine Baron, et préféra ne pas visiter l'exposition 1941 puisque M. Marchais s'y trouvait déjà. Il n'y eut guère, finalement, que M. Gilbert Bessard pour dispenser la vente au secrétaire général.

M. Bessard est le seul survivant du commando qui assassinait, sur l'ordre du parti, le chef de la Kommandantur de Nantes, le 20 octobre. L'action entraîna les représailles de Châteaubriant. A soixante-quatre ans, il poursuit sa quête de réhabilitation. L'incident fut l'arrêt. M. Bessard, né à Paris, le 22 octobre 1906, contre M. Marchais jusqu'à la mort. « C'est une œuvre fabriquée des bombes contre nous. » Puis il fut récompensé à la sortie par le service d'ordre.

Dans sa dernière lettre, Guy Môquet avait conclu sa vie d'une phrase que les communistes ne manquent jamais de citer : « Vous tous qui restez, soyez dignes de nous, les vingt-sept qui allons mourir. » Spontanément, M. Krasucki en fit dimanche la remarque : « Le message de Châteaubriant vaut toujours. »

CORINE LESNES

Trois élections cantonales...

LOIRE-ATLANTIQUE : canton de Nantes-X (1^{er} tour)

Inscr., 20 825 ; vot., 10 381 ; abst., 50,15 % ; suffr. expr., 9 777. M^{rs} Martine Laurent, div. g., 4 946 voix (50,58 %). MM. Jean-Claude Sédillan, RPR, 3 598 (36,80 %) ; Pierre Champeau, PC, 1 233 (12,61 %). Il y a ballottage.

[Bien qu'ayant obtenu la majorité absolue, M^{rs} Martine Laurent n'est pas allée au premier tour car elle n'a pas recueilli un nombre de suffrages au moins égal au quart des inscrits. En conséquence, son collègue de PS, M^{rs} Laurent est la veuve d'Yves Laurent (PS), conseiller général et maire de Saint-Sébastien-sur-Loire, qui s'est suicidé le 13 septembre après que son nom fut apparu dans l'affaire des fausses factures du PS de Loire-Atlantique.

Yves Laurent avait été élu, en 1988, au premier tour, par 5 311 voix (61,06 %) contre 2 776 (26,12 %) à M. Jean-Claude Sédillan, RPR, 707 (6,11 %) à M. Pierre Champeau, PC, 157 (1,50 %) à M. Yves Evens, UDR, et 252 (2,39 %) à M. André Tissot, FN. Il y avait eu 8 713 suffrages exprimés et 8 947 votants (soit 55,79 % d'abstentions) sur 20 015 inscrits.

M^{rs} Laurent emporte au second tour de 10 477 points à celui de son rival. De son côté, le PC progresse de 45 points et le RPR, en l'absence de représentant du FN, gagne 10,68 points.

PYRENEES-ATLANTIQUES : canton de Lasseube (1^{er} tour)

Inscr., 2 235 ; vot., 1 693 ; abst., 24,25 % ; suffr. expr., 1 667. M^{rs} Michel Maumus, div. g., 909 voix (54,52 %). ELU : Georges Combes, div. g., m. de Lasseube, 495 (29,69 %) ; René Bourdet-Péca, div. d., adj. au m. de Lasseube, 263 (15,77 %).

[M. Michel Maumus succède à René Camy, récemment décédé, qui, classé divers gauche, siégeait au côté des socialistes à l'Assemblée départementale. M. Maumus se réclame de la pensée et de l'action de son prédécesseur. Il a emporté dans une triangulaire qui a mobilisé plus d'un électeur sur quatre.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : Inscr., 2 235 ; vot., 1 693 ; abst., 24,25 % ; suffr. expr., 1 667. M^{rs} Maumus, 726 voix (43,68 %) ; Combes, 413 (25,34 %) ; Bourdet-Péca, 260 (15,64 %) ; Francis Lory, div. d., m. de Lasseube, 159 (9,52 %) ; Roger Campy, FN, 68 (3,61 %) ; Michel Bertranne, PC, 53 (3,18 %).

René Camy, div. g., avait été élu au premier tour des cantonales de mars 1985, par 1 273 voix (66,23 %) contre 530 (28,72 %) à M. Jean Delair, RPR, 49 (2,65 %) à M. Simon Sallé, PC et 44 (2,38 %) à M. Roger Campy, alors classé div. d. Il y avait eu 1 845 suffrages exprimés et 1 879 votants (soit

15,43 % d'abstentions) sur 2 222 inscrits.]

HAUTE-SAVOIE : canton de Seyssel (2^e tour)

Inscr., 3 315 ; vot., 2 119 ; abst., 36,07 % ; suffr. expr., 2 068. MM. Christian Montell, div. d., sout. UDF, m. de Seyssel, 1 059 voix (51,20 %). ELU : André Tissot, div. g., sout. Génération Ecologie, cons. mun. de Clermont, 1 009 (48,79 %).

[La très forte augmentation de la participation (+ 9,11 points) par rapport au premier tour a davantage bénéficié à M. Tissot, qui a gagné 273 voix, tandis que M. Montell a vu son score de dimanche dernier qui de 243 suffrages, 80 voix les séparant le 13 octobre, s'est réduit à 50 au second tour. M. Montell perd, au total, 12 points par rapport à son prédécesseur, André Aley.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 3 315 ; vot., 1 817 ; abst., 45,18 % ; suffr. expr., 1 760. M^{rs} Montell, 816 voix (46,26 %) ; Tissot, 736 (41,81 %) ; M^{rs} Joëlle Regazzi, FN, 146 (8,29 %) ; Maurice Jullien-Biard, PC, 62 (3,52 %).

Décédé le 9 août dernier, André Aley, div. d., avait été élu au premier tour de septembre 1988, par 1 803 voix (63,20 %) contre 384 (24,19 %) à M^{rs} Francis Vallier, PS, 73 (4,59 %) à M^{rs} Joëlle Regazzi, FN, 71 (4,47 %) à M. Joseph Grillet, Verts et 56 (3,52 %) à Maurice Jullien-Biard, PC. Il y avait eu 1 587 suffrages exprimés et 1 612 votants (soit 50,74 % d'abstentions) sur 3 273 inscrits.]

...et une municipale partielle

LOIRE-ATLANTIQUE : Saint-Sébastien-sur-Loire (1^{er} tour)

Inscr., 15 078 ; vot., 8 928 ; abst., 40,78 % ; suffr. expr., 8 299. Liste d'union de la gauche conduite par M^{rs} Martine Laurent, div. g., 5 147 voix (62,01 %), 29 sièges (4 PC, 21 PS et 4 div. g.). Liste d'union de la droite conduite par M. Jean-Claude Sédillan, RPR, 2 906 voix (35,61 %), 5 sièges (3 RPR et 2 div. d.). Il y avait 14 709 inscrits, 10 120 votants (soit 31,19 % d'abstentions) et 10 124 suffrages exprimés.]

[Sans l'élégante Majorité présidentielle, M^{rs} Martine Laurent conduisait une liste à majorité socialiste, la même, à quelques variations près, que celle dirigée par son mari Yves Laurent (lire ci-dessus).

En mars 1989, la liste d'union de la gauche avait obtenu 6 908 voix (70,38 %) et 30 sièges (4 PC, 20 PS, 1 MRG, 4 div. g. et 1 écologiste), devançant celle menée par M. Sédillan qui avait recueilli 2 906 voix (29,61 %) et 5 sièges (3 RPR et 2 div. d.). Il y avait 14 709 inscrits, 10 120 votants (soit 31,19 % d'abstentions) et 10 124 suffrages exprimés.]

UNIVERSITÉ DE POITIERS

D.E.A.

MIGRATIONS : ESPACES ET SOCIÉTÉS

- Les dynamiques migratoires, révélateurs des mutations contemporaines ;
- réseaux, entreprises ethniques et diasporas ;
- Migrations et recomposition sociale de la ville.

Avec le concours du laboratoire MIGRINTER/CNRS, de la Revue européenne des migrations internationales, du groupe de sociologie du travail (Paris-VII).

Contact : Gilda SIMON, Département de géographie
95, avenue du Recteur Pineau 86002 Poitiers
Tél. : 49-45-32-92 - Fax : 49-45-33-22.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Les grands chais et sommiers de la gastronomie, dont LE ST JAMES à Boulogne, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des plats les plus fins.

volvic L'EAU DES SAUVAGES INTACTES

هك من النصل

SOCIÉTÉ

Selon une note « à diffusion restreinte » du 11 août 1989

Plusieurs centaines de milliers de personnes en France ont été contaminées par du sang infecté

Un document inédit, daté du 11 août 1989, signé par le docteur Michel Garretta, alors directeur général du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS), et adressé au ministre des affaires sociales et de la solidarité, révèle que plusieurs centaines de milliers de personnes ont, ces dernières années, été contaminées par différents virus (ceux de l'hépatite B, de l'hépatite non-A, non-B et du sida), via l'utilisation de sang infecté. Ce document accablant vient souligner l'urgence d'une réforme en profondeur du système transfusionnel français.

Il apparaît à la lecture de ce document (dont les données chiffrées nous ont été confirmées par l'essentiel par plusieurs spécialistes d'épidémiologie) que plusieurs centaines de milliers de personnes ont, ces dernières années, été contaminées par des virus pathogènes à partir de l'utilisation, à visée thérapeutique, de sang que l'on croyait sans risque mais qui, en réalité, était infecté.

Ce document est une note intitulée « Morbidité virale transfusionnelle », adressée le 11 août 1989 au ministre de la santé et de la protection sociale par le docteur Michel Garretta, alors directeur général du CNTS. Ses premiers destinataires ont été le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, et M. Jean-Paul Jean, conseil-

ler technique auprès de M. Claude Evin, le ministre des affaires sociales de l'époque.

Concernant le risque de contamination par le virus du sida, le docteur Garretta écrit que, « sans changement dans la politique transfusionnelle, on peut estimer actuellement entre 50 et 100 le nombre annuel de donneurs contaminés, non éliminés ». Ce qui signifie que plus de 100 nouveaux cas de contamination transfusionnelle de ce type surviennent chaque année. Selon le docteur Garretta, « en accentuant les efforts d'information et d'auto-évaluation au moment du don du sang, en supprimant ou en réduisant drastiquement l'utilisation de plasmas totaux thérapeutiques en faveur des produits industriels type albumine, en favorisant massivement l'autotransfusion préopératoire, ce nombre pourrait être significativement réduit ».

À propos des virus liés aux hépatites, le docteur Garretta note qu'il y a eu, en France, une contamination transfusionnelle de 300 000 personnes par le virus de l'hépatite non-A, non-B (hépatite C), il note qu'avant la mise en œuvre des tests biologiques en 1988, le chiffre estimé d'hépatites post-transfusionnelles non-A, non-B était d'environ 90 000 par an, c'est-à-dire un total, entre 1980 et 1987, de 360 000 malades vivants.

Entre 1988 et 1989, se rajoutent chaque année 36 000 malades. Ce qui représente un total d'environ 415 000 malades vivants (1).

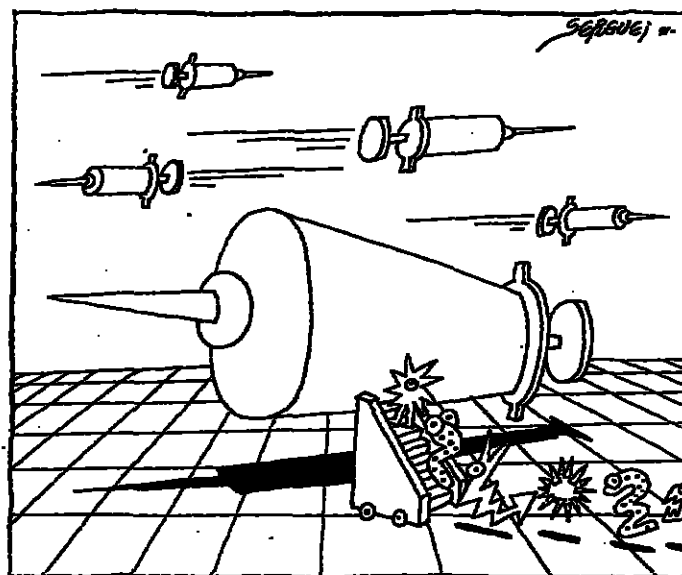
Concernant les hépatites B, post-transfusionnelles, le docteur Garretta avance le chiffre de 9 000 par an, soit entre 1980 et 1989, 45 000 malades vivants. Cela fait donc environ 460 000 receveurs vivants qui

ont été contaminés par l'un des virus de l'hépatite. 230 000 évolueront vers des hépatites chroniques et 23 000 à 46 000 vers la cirrhose.

« Sans changement dans la politique transfusionnelle, écrit en 1989 le docteur Garretta, ce sont annuellement environ 40 000 receveurs qui seront contaminés. Les mêmes mesures que celles suggérées pour le sida, associées à un éventuel gain d'efficacité du test hépatite C, pourraient diminuer ce chiffre ». « Il resterait néanmoins terrifiant », insistait le directeur général du CNTS.

Ce constat posé, le docteur Garretta envisage ensuite les différents problèmes qu'engendrent cette situation. S'agissant du sida, il explique qu'environ 3 600 personnes vivantes ont été contaminées à la suite d'une transfusion, mais que la plupart d'entre elles ne le savent pas. « Beaucoup ignorent même avoir été transfusées », écrit-il, ajoutant qu'il n'est pas raisonnable de laisser ces personnes dans l'ignorance de leur état. « C'est pourquoi il propose d'informer les malades transfusés depuis 1980. Plus précisément, s'appuyant sur différents exemples étrangers, il estime que c'est aux cliniciens de s'engager et d'informer avec discrétion en fonction de leur appréciation du contexte propre à chaque patient ».

Et il pose la question : « Que se passera-t-il lorsqu'un pourcentage significatif de ces malades seront informés et qu'éventuellement ils se regroupent pour exprimer leurs sentiments ? On se retrouvera selon toute probabilité devant la même situation que celle posée par les hémophiles, et on se retrouvera devant le même choix : faut-il intervenir dans tous les



cas de détresse, et, si oui, avec quel financement ? Faut-il intervenir dans tous les cas de contamination, et, si oui, avec quel financement ? Le docteur Garretta estime qu'il serait sans doute judicieux de mettre en place un système de solidarité du même ordre que celui destiné aux hémophiles. « Il me semble, ajoute-t-il, que la limitation de son accès aux cas reconnus de détresse pourrait permettre un double financement (Etat et assureurs concernés) mais cela uniquement dans la mesure où la probabilité de suites judiciaires aboutissant à des situations d'indemnisation pour les autres malades serait nulle ».

Pour ce qui est des virus des hépatites, la preuve de l'origine transfusionnelle d'une telle contamination est difficile à faire, estime le directeur général du CNTS. Dès lors, il lui semble qu'« au coup par coup, les cas de détresse identifiés pourraient faire l'objet d'une intervention de solidarité ».

En terme de santé publique, le docteur Garretta envisage quatre séries de mesures destinées à limiter au maximum les risques de contamination :

- Exclusion des donneurs à risques. « Il faut, écrit-il, renforcer leur information et mettre en place un engagement écrit de chaque donneur au moment de chaque don ».
- Exclusion des dons contaminés.
- Limitation maximum de l'utilisation des produits potentiellement à risque.
- Développement de l'autotransfusion péri-opératoire.

En terme de responsabilité enfin, le docteur Garretta propose de :
- Limiter la responsabilité des centres de transfusion aux cas de fautes ou de négligence opérationnelle documentée, et les obliger à s'assurer vis-à-vis de ce risque.
- Exclure la responsabilité des centres de transfusion de tous les autres cas de morbidité transfusionnelle (...) mais prévoir un fonds de solidarité permettant d'intervenir dans tous les cas de détresse le justifiant.

Commentant la note du docteur Garretta, le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, nous a déclaré qu'elle « synthétisait un certain nombre de problèmes connus qui, à l'époque, faisaient déjà l'objet de débats ». « Elle n'apporte rien de vraiment nouveau », ajoute-t-il, rappelant en outre que quelques-unes des mesures évoquées ont, depuis, été mises en œuvre. Ainsi, deux cir-

culaires concernant l'autotransfusion ont été promulguées en 1988 et 1989. De même, des brochures informant sur le risque transfusionnel ont été adressées à l'ensemble des cent cinquante mille médecins français. Mais aucune évaluation n'a depuis été faite pour savoir quelle avait été l'attitude des médecins après avoir reçu ce document.

Enfin, à propos de l'hépatite C (anciennement appelée hépatite non-A non-B), rappelons que le dépistage systématique de l'anticorps lié au virus C est obligatoire sur tous les dons de sang depuis le 1^{er} mars 1990 (le Monde du 24 février 1990). Cette mesure - prise quelques mois seulement après la découverte par des chercheurs américains du virus C (le Monde du 21 avril et du 30 novembre 1989) - devrait, à terme, notablement diminuer certains des chiffres figurant dans la note du docteur Garretta. Il y a quelques mois, l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (ANDEM) avait remis à la direction générale de la santé un rapport soulignant la fréquence considérablement élevée des hépatites post-transfusionnelles non-A non-B (le Monde du 8 février).

J.-Y. N. et F. N.

(1) Selon un rapport récent de l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale, la proportion des donneurs infectés se situait entre 1,2 % et 4,3 %.

Selon le « Chicago Tribune »

Le virus découvert à l'Institut Pasteur pourrait être à l'origine du test américain de dépistage du sida

Grâce à de nouvelles analyses effectuées par la technique de PCR, il apparaît selon une enquête publiée, dimanche 20 octobre, dans le *Chicago Tribune*, que c'est bien la souche de virus du sida adressée en 1984 par l'équipe du professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) à son laboratoire du National Cancer Institute (Bethesda, Maryland) qui a servi, à isoler le virus américain du sida.

Selon un très volumineux document établi par des experts de l'Institut américain de la santé (NIH) - constitué pour l'essentiel de séquençages de souches virales - l'analyse du « pool » (mélange de différentes souches virales) établi, dans le laboratoire du professeur Gallo, par son chef virologue, le docteur Mikulas Popovic, n'aurait permis, en définitive, de ne retrouver qu'une seule souche virale, la souche pasteurienne LAI.

Éléments essentiels

De la même manière, les enquêtes américaines auraient découvert qu'une seconde souche de virus - que les Américains avaient toujours décrit comme ayant servi à la mise au point de son test de dépistage du virus du sida - n'est autre, elle aussi, que la souche pasteurienne.

Ces nouveaux éléments, essentiels pour la compréhension de ce qui s'est passé en 1984 dans le laboratoire du professeur Robert Gallo, confirment qu'une contamination s'est bien produite dans le laboratoire du professeur Gallo, mais ne permettant pas formellement d'en déterminer l'origine. Ils pourraient même amener à reconsidérer globalement la validité de tous les brevets américains concernant le test de dépistage.

M. Hubert Curien, le ministre français de la recherche, s'était, il y a quelques jours, rendu à Washington, pour parler de cette affaire à ses homologues américains. Et c'est actuellement au tour du directeur de l'Institut Pasteur d'être reçu par les dirigeants du NIH.

Malgré la reprise des négociations

Les infirmières manifesteront à nouveau mardi 22 octobre

Les négociations engagées samedi 19 octobre entre le ministre de la santé, M. Bruno Durieux, et les syndicats et organisations représentatifs des infirmières devaient se poursuivre lundi 21 et mercredi 23 octobre. La Coordination nationale infirmière (CNI), qui juge les propositions du ministre insuffisantes, maintient la « marche de protestation » du mardi 22 octobre, à 13 heures, de la place de la Bastille à la place Vauban, à Paris, près du ministère de la santé.

La déception prévalait, samedi 19, au sein des neuf organisations syndicales et professionnelles d'infirmières (1), après les nouvelles discussions avec le ministre de la santé. Les mesures annoncées par M. Bruno Durieux ont été jugées insuffisantes et le ministre a été prié de présenter, lundi 21 octobre, des propositions précises et chiffrées. Auparavant, les représentants des infirmières avaient été reçus à Matignon par M^{me} Edith Cresson, qui leur avait exprimé ses regrets à la suite des incidents de la manifestation du 17 octobre, et avait souhaité que soient prises des mesures propres à améliorer les conditions de travail des infirmières.

Les propositions de M. Bruno Durieux concernent à la fois les infirmières et les aides-soignantes. Elle prévoient une réduction de la durée du travail de nuit de trois heures, sous forme de repos compensatoires, avec la création de 3 500 postes sur trois ans. Un crédit de cinquante millions de francs est débloqué pour rémunérer les astreintes à domicile dans les établis-

sements qui ne le font pas, avec une majoration de 20 % pour les établissements parisiens qui les rémunèrent déjà. Entre le 24^e et le 29^e dimanche ou jour férié travaillés dans l'année, l'indemnisation actuelle, de l'ordre de 150 francs, est majorée de 75 %. A partir du 30^e jour, elle est multipliée par trois. Une prime de responsabilité pour les surveillants et surveillantes-chefs des services médicaux, dont le montant est à négocier, est également envisagée.

A l'issue de ces négociations, M. Durieux a estimé que « l'accueil fait à ces propositions n'avait pas été négatif hormis l'attitude maximaliste de la Coordination ». Il a rappelé que les questions de salaires ne dépendaient pas de lui, mais des négociations en cours dans la Fonction publique.

« Que signifie une diminution du travail de nuit de trois heures sous forme de repos compensatoire, a estimé M. Eric Detmors, porte-parole de l'Union infirmière France, alors qu'actuellement, compte tenu de la pénurie, les infirmières n'arrivent déjà pas à prendre les repos compensatoires auxquels elles ont droit ? » L'Union a proposé à M. Durieux la mise en place d'un salaire de base de 9 500 F nets pour les infirmières.

En l'absence de « propositions sérieuses du gouvernement », portant notamment sur les effectifs et les salaires, la Coordination a renouvelé son appel à une opération « zéro infirmière » dans les hôpitaux, à partir du 23 octobre.

M. La.

(1) CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC, la Coordination infirmière France, l'Union nationale infirmière, l'UNASIF (Union nationale des associations et syndicats infirmiers et des infirmières de France) et le SNIH (Syndicat national des cadres hospitaliers).

Un système archaïque

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

FALLAIT-il publiquement faire état du document signé le 11 août 1989 par le docteur Michel Garretta ? La question s'était déjà posée à la fin de l'année 1989, au sein du cabinet de M. Claude Evin, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité. On y avait alors longuement débattu de la stratégie à adopter face à ce constat à la fois dramatique et accablant.

Par crainte d'un mouvement de panique dans le public, on avait décidé d'adresser une brochure informative au début de l'année 1990, vis le conseil de l'ordre, à l'ensemble des médecins français. On devait préciser par ailleurs par voie de circulaire le nouveau cadre dans lequel devait s'inscrire l'autotransfusion, cette pratique qui permet d'éviter dans certains cas l'utilisation du sang d'autrui. On espérait enfin les relations entre les assureurs et les centres de transfusion sanguine.

Tout cela fut sans doute utile. Était-ce suffisant ? Comment comprendre que l'on n'ait pas parallèlement mis en place un suivi et une évaluation de l'indication au dépistage ? C'est aussi notamment par manque d'avis des données précises sur le nombre et la situation des polytransfusés contaminés. Pour quoi, surtout, a-t-il fallu attendre 1990 pour que l'on s'interroge de cette question, alors que l'on disposait dès l'été 1985 des bases et de toutes les données nécessaires sur la physiopathologie du sida ? Pourquoi les différents responsa-

bles politiques et transfusionnels de l'époque n'ont-ils pas mis au plus vite en œuvre une mesure qui, seuls quelques scientifiques réclamaient, certes publiquement, mais sans succès ? Les questions dépassent, à dire vrai, de beaucoup le seul cadre du sida. Comment a-t-on pu accepter, alors que le dépistage de l'hépatite virale de type B a été mis en place dès 1971, que 9 000 malades transfusés soient contaminés chaque année par ce virus ?

Aucune solution équitable en vue

Là encore, le sida a joué un puissant rôle, révélant une situation à bien des égards inacceptable. Dans l'attente des conclusions de la mission sur la sécurité transfusionnelle confiée par le gouvernement à trois experts, on ne peut pas non plus ne pas s'interroger sur les multiples conséquences juridiques et financières. Dans les affaires de contamination post-transfusionnelle liées au sida, les juridictions civiles fixent aujourd'hui entre 600 000 et plus de 2 millions de francs le montant du préjudice subi.

Les contrats d'assurances des centres de transfusion sanguine de l'époque ne couvraient pas, le plus souvent, ce risque. Comment, dès lors, la situation pourra-t-elle évoluer sans mettre en péril l'équilibre financier d'un système ? Et comment pourrait-on faire « bénéficier » du préjudice les seuls malades du

sida et pas les personnes malades après contamination par les autres virus ? Déjà en Grande-Bretagne, ces derniers ont rejoint les associations de sidéens post-transfusionnels.

En France, aucune solution n'a encore été retenue pour ce qui est de l'indemnisation des victimes, hémophiles ou non. Faute d'un véritable arbitrage gouvernemental, aucune solution équitable n'est encore en vue. Le gouvernement devrait très prochainement annoncer une refonte globale du système transfusionnel incluant une réforme de la Commission nationale de la transfusion sanguine plus largement ouverte aux non-transfuseurs et présidé par l'un d'eux.

D'autre part, le conseil d'administration du CNTS vient de prononcer la dissolution de la société holding Espace-vie, filiale de la Fondation nationale de la transfusion sanguine, et adopté le principe d'une refonte des sociétés du secteur commercial.

Dans l'attente des réponses aux multiples questions posées, on ne dispose aujourd'hui que d'une certitude : la découverte brutale d'une réalité infectieuse jusqu'ici ignorée du grand public ou trop mal connue du corps médical ne peut que précipiter l'évolution d'un système archaïque qui, jour après jour, apparaît bien différent de celui - magnifié et idéalisé parce que bûti sur le bénévolat des donneurs - que l'on avait coutume de présenter.

LA FRANCE EN CHIFFRES

LE POINT COMPLET SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

156 pages pour tout savoir sur l'économie du pays.
Les secteurs clés, les grandes évolutions, les régions, le budget, le poids de la France, tout est parfaitement mis à jour et répertorié dans ce panorama de l'économie française.

HORS SÉRIE
ÉDITION 91-92

48 F EN VENTE PARTOUT

SCIENCE & VIE
ECONOMIE
LE MAGAZINE EXPLORATEUR DE L'ÉCONOMIE

SPORTS

AUTOMOBILISME : le grand prix du Japon

Ayrton Senna, de la magie à la maîtrise

En se faisant doubler dans les derniers mètres du grand prix du Japon de formule 1 automobile, dimanche 20 octobre à Suzuka, Ayrton Senna a permis à son équipier autrichien Gerhard Berger de signer sa première victoire depuis deux ans qu'il pilote une McLaren Honda. Le Brésilien était, il est vrai, assuré de remporter son troisième titre mondial après l'abandon, sur sortie de piste, du Britannique Nigel Mansell (Williams-Renault), dès le neuvième des cinquante trois tours de la course. L'ultime épreuve de la saison, le 3 novembre à Adélaïde (Australie), permettra de départager pour le titre mondial des constructeurs McLaren Honda, qui a repris la première place après son doublé au Japon, et Williams Renault.

C'est en... téléspectateur dans le stand Williams-Renault que Nigel Mansell a suivi le cavalier seul d'Ayrton Senna vers son troisième sacre. Après les accrochages, très discutables au niveau de l'éthique sportive, qui avaient décidé de l'attribution des titres 1989 à Alain Prost et 1990 à Ayrton Senna sur ce

même circuit de Suzuka, l'hypothèse d'un troisième duel où tous les coups auraient été permis, n'était pas à exclure après les échanges verbaux des deux pilotes au titre 1991. Les injures échangées lors du briefing précédant le grand prix d'Espagne et quelques déclarations d'intimidation trahissaient la pression à laquelle les deux hommes étaient soumis. Mais si le suspense n'a duré que neuf tours, c'est sur un dérapage beaucoup plus classique, entraînant une sortie de piste, qu'il a pris fin. Les anti et les pro Mansell, l'un des pilotes les plus controversés de la formule 1, jugeront sans doute différemment l'ultime rebondissement du duel qui aura caractérisé la saison 1991.

Mansell rouge son frein

En abordant la grande courbe à droite qui lui a été fatale, le Britannique s'est vu freiner d'une pédale de frein un peu trop « spongieuse », comme il l'a prétendu? Emporté par sa fureur, s'est-il dangereusement rapproché de son rival, au point de perdre un peu trop d'adhérence dans les turbulences aérodynamiques provoquées par la McLaren? Déporté vers l'extérieur de la piste, Nigel Mansell s'est, en tous cas, retrouvé définitivement immobilisé dans le bac à sable.

Malchanceux lorsqu'il avait perdu le titre en 1986 après l'éclatement d'un pneu au grand prix d'Australie, trop fougueux en 1987 où, accidenté aux essais du grand prix du Japon, il n'avait pu empêcher le troisième sacre du Brésilien Nelson Piquet, son équipier, Nigel Mansell peut, cette fois, invoquer des circonstances atténuantes. Champion du monde des constructeurs depuis 1986 avec Williams puis McLaren, Honda qui n'avait pu triompher qu'une fois, en 1988, sur sa propre piste d'essais, devant le public japonais, avait, en effet, consenti un effort exceptionnel pour peindre à Ayrton Senna et à

Gerhard Berger de disposer à Suzuka d'un moteur au moins aussi performant que le V 10 Renault.

Avec cette dernière version du V 12 Honda, allégée, plus puissante et dotée de papillons d'accélération à commande électronique supprimant le traditionnel câble d'accélérateur, les deux pilotes McLaren avaient déjà dominé les séances de qualification. Parti en course derrière Gerhard Berger, Ayrton Senna avait, semble-t-il, d'abord décidé de favoriser l'échappée de son coéquipier en « bouchonnant » intelligemment Nigel Mansell, condamné à vaincre pour garder ses chances. A l'abri d'un dépassement grâce à un moteur qui lui apportait visiblement de meilleures reprises en sortie de virage, le Brésilien pouvait jouer avec les nerfs et le matériel (freins, pneus et tenue de route) de son adversaire en le freinant dans les parties sinueuses.

Cette tactique a réussi au-delà des espérances d'Ayrton Senna puisque Nigel Mansell n'a « rougé son frein » que neuf tours avant de sortir de piste. Débarassé de son rival, le Brésilien a aussitôt démontré qu'il était le plus rapide en rejoignant puis en dépassant Gerhard Berger dès le dix-huitième tour avant de récompenser son équipier, souvent contrainct à l'abandon cette saison en testant les dernières évolutions du moteur Honda, en lui offrant la victoire dans les derniers mètres.

Des trois titres mondiaux obtenus par le Brésilien (1988, 1990 et 1991), le dernier est sans conteste le plus méritoire, puisqu'il l'a conquis avec une voiture moins performante que celle de son plus dangereux rival durant la majeure partie de la saison. Pour atteindre ce but, le fanabule des circuits a parfois dû renoncer à conduire, comme à son habitude, à la limite de ses propres capacités et de celles de sa voiture avec pour seules ambitions la pole position ou la victoire. « Magic » Senna est devenu cette

année « Maître » Senna en faisant preuve d'un sens tactique et d'une maîtrise technique lui permettant de gérer plus intelligemment ses courses dans l'optique du championnat.

Comme lors de son premier sacre devant ses compatriotes à São Paulo où, épuisé par une boîte de vitesses récalcitrante, il n'avait pu terminer son tour d'honneur, Ayrton Senna a dû surmonter bien des épreuves avant d'être couronné une troisième fois. Sa peur et ses appréhensions après deux violentes sorties de route heureusement sans conséquences physiques à Mexico et à Hockenheim. La « trahison » de ses ordinateurs de bord entraînant des pannes d'essences dans le dernier tour à Silverstone et à Hockenheim. D'autres pilotes se seraient découragés face à la supériorité manifeste des Williams Renault, mais pas Ayrton Senna qui n'a cessé de stimuler son entourage.

« Ça a été le championnat le plus dur pour moi, avouait-il après avoir son titre. Nous avons connu beaucoup de difficultés après les quatre premiers grands prix, mais c'est grâce au travail considérable effectué par McLaren, Honda et Shell que nous avons pu progressivement combler notre retard sur Williams Renault, les soumettre à la pression, puis renouer avec la victoire. Nous avons su prendre des points quand nous n'étions pas en mesure de les battre avant de nous remettre en situation de réussir un doublé ».

A trente et un ans, Ayrton Senna n'a jamais été aussi maître de son pilotage. Avec trois titres, il rejoint au palmarès du championnat du monde l'Australien Jack Brabham, l'Écossais Jackie Stewart, l'Autrichien Niki Lauda, le Brésilien Nelson Piquet et le Français Alain Prost. Mais, des trois triple champions en activité, il est le seul susceptible d'égaliser ou de dépasser le légendaire Juan-Manuel Fangio, couronné cinq fois.

GÉRARD ALBOUY

Les résultats sportifs du week-end

AUTOMOBILISME

Grand Prix du Japon
1. Berger (Aut., McLaren-Honda), les 210,527 km en 1 h 32 min 10 sec. Moyenne : 202,298 km/h; 2. Senna (Bré., McLaren-Honda), à 0 sec. 3. Patrese (It., Williams-Fangio), à 1 min 20 sec. 4. Prost (Fra., Ferrari), à 1 min 20 sec. 5. Brundle (G.-B., Brabham-Yamaha), à 1 tour. 6. Modena (It., Tyrrell-Honda), à 1 tour.

Championnat du monde des pilotes (après quinze grands prix). - 1. Senna (Bré.), 81 pts (champion du monde); 2. Mansell (G.-B.), 68; 3. Patrese (It.), 52; 4. Berger (Aut.), 41; 5. Prost (Fra.), 34; 6. Piquet (Bré.), 25.

Championnat du monde des constructeurs. - 1. McLaren-Honda, 132 pts; 2. Williams Renault, 121; 3. Ferrari, 55.

BASKET-BALL

Tournoi de Bercy
L'équipe professionnelle des Lakers de Los Angeles a remporté le tournoi de Paris-Bercy en battant difficilement les Espagnols du Real Madrid (118-114). Pour la troisième place, Limoges s'est imposé contre Split (105-81).

CYCLISME

Tour de Lombardie
L'Irlandais Sean Kelly a remporté pour la troisième fois le Tour de Lombardie, samedi 19 octobre, en battant au sprint le Français Martial Gayant. Les deux hommes ont devancé de 35 s l'Italien Franco Ballerini et le Français Bruno Cornillet.

FOOTBALL

Championnat de France

PREMIÈRE DIVISION

(Quatorzième journée)
*Toulouse b. Cannes 2-0
*Metz b. Monaco 2-0
*Sochaux b. Lyon 1-0
*Auxerre b. Nancy 1-0
*Nîmes b. Lille 1-0
*Caen b. Paris-SG 2-0
*Saint-Etienne b. Marseille 1-0
*Lens et Le Havre 0-0
*Nantes et Montpellier 0-0
*Toulon b. Rennes 1-0

Classement. - 1. Marseille, 20 pts; 2. Monaco, 19; 3. Paris-SG et Metz, 17; 5. Nantes, Le Havre et Nîmes, 16; 8. Caen, 15; 9. Auxerre, Montpellier, Lille et Toulon, 14; 13. Saint-Etienne, Cannes et Lens, 13; 16. Toulon, 12; 17. Sochaux, 11; 18. Lyon, 10; 19. Rennes, 9; 20. Nancy, 7.

DEUXIÈME DIVISION

(Quatorzième journée)
Groupe A
*Angers b. Brest 3-0
*Rouen b. Amiens 2-0
*Boulogne b. La Roche-sur-Yon 4-0
*Sochaux et Tours 1-1
*Lorient-Caennais et Arles 1-1
*Red Star b. Valenciennes 2-0
*Guingamp et Dunkerque 0-0
Classement. - 1. Angers, 19 pts; 2. Valenciennes et Brest, 18; 4. Rouen, 17; 5. Lorient, 16.

Groupe B

*Strasbourg b. Bastia 2-0
*Epinal et Perpignan 0-0
*Troyes b. Saint-Saurin 5-0
*Nice b. Gueugnon 4-1
*Châteauroux b. Rodez 2-1
*Bordeaux b. Saint-Quentin 3-1
*Amboise et Alès 0-0
*Moussy b. Annecy 2-0
*Ajaccio et Martigues 1-1
Classement. - 1. Strasbourg, 25 pts; 2. Bordeaux, 23; 3. Isses, 21; 4. Perpignan, 19; 5. Rodez, 18.

TENNIS

Tournoi de Lyon
L'Américain Pete Sampras a facilement gagné le tournoi de Lyon, doté de 500 000 dollars, en battant en finale le Français Olivier Delatre (6-1, 6-1). En demi-finales, Delatre avait éliminé l'Espagnol Sergi Bruguera (6-4, 6-4), tandis que Sampras s'imposait contre son compatriote Brad Gilbert (6-1, 6-2).

□ M. Noël Le Graët, nouveau président de la Ligue nationale de football. - M. Noël Le Graët, ancien président du club de deuxième division de Guingamp, a été élu président de la Ligue nationale de football (LNF), samedi 19 octobre. Il prend ainsi la succession de Jean Sadout, décédé le 3 septembre dernier après vingt-quatre ans passés à la tête du football professionnel français. Il a été élu au troisième tour de scrutin par 66 voix sur 96. « J'ai envie de parler d'argent, a-t-il aussitôt déclaré. Les clubs doivent faire un effort pour assainir leurs finances ».

FOOTBALL

Jean-Pierre Papin agressé à Saint-Etienne

Jean-Pierre Papin, avant-centre de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football n'a pu participer au match de championnat de France OM-Saint-Etienne, samedi 19 octobre au stade Germain-Guichard. A l'arrivée de l'équipe marseillaise devant la porte d'accès aux vestiaires, le capitaine de l'OM a reçu une « balle » de tigre-vide sur la tête, lancée par un supporter stéphanois. Après avoir franchi quelques mètres en se tenant le crâne, il s'est écroulé. Transporté d'urgence à l'hôpital Bellevue de Saint-Etienne, il a quitté une heure plus tard, les radicaux n'ayant relevé aucun traumatisme grave.

Jean-Pierre Papin, visiblement choqué, a pu assister en spectateur à la prestation de ses coéquipiers, dominés par les Stéphanois (1-0) à l'issue d'un match disputé dans une ambiance malsaine. Au cours de la rencontre, le gardien de l'AS Saint-Etienne, Joseph-Antoine Bell, ancien joueur de l'OM, a, lui aussi, été touché au visage par un projectile lancé des tribunes par des supporters de l'équipe provençale. Bernard Tapie, président de l'OM, a qualifié de « déplorable » l'agression dont a été victime Jean-Pierre Papin mais les dirigeants marseillais envisageraient de demander l'annulation du résultat du match.

La soirée a été marquée par d'autres incidents, à Caen, où des échauffourées ont éclaté entre les forces de l'ordre et une centaine de supporters du Paris SG. Après la rencontre, plusieurs véhicules ont été endommagés et des vitrines brisées. Deux policiers ont été légèrement blessés.

CLIO
BACCARA



3 et 5 portes

1.4 automatique et 1.7

De série:

Climatisation

Sellerie cuir

Console stéréo 4x6 W

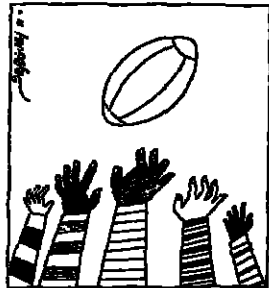
Direction assistée

MODÈLE PRÉSENTÉ: CLIO BACCARA
3 PORTES 1.4 AUTOMATIQUE

RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE



Essayez-la dans tout le Réseau Renault Paris-Ile-de-France.



QUARTS DE FINALE

Samedi 19 octobre
Angleterre b. France, 19-10.
Ecosse b. Samoa occidentales, 28-8.
Dimanche 20 octobre
Australie b. Irlande, 19-18.
Nouvelle-Zélande b. Canada, 29-13.

DEMI-FINALES

Samedi 26 octobre à Murrayfield :
Ecosse-Angleterre (TF1, 14 h 30).
Dimanche 27 octobre à Lansdowne Road :
Nouvelle-Zélande-Australie (Canal Plus, 15 h 15).

Les demi-finales de la Coupe du monde de rugby opposeront l'Ecosse à l'Angleterre (samedi 26 octobre, à Edimbourg) et la Nouvelle-Zélande à l'Australie (le lendemain, à Dublin). En quarts de finale, les Néo-Zélandais se sont imposés face aux écossais (29-13), dimanche 20 octobre, à Villeneuve-d'Ascq, à l'issue d'un match très spectaculaire. Un peu plus tôt, à Dublin, l'Australie avait peiné face à l'Irlande (19-18), qui menait encore à trois minutes du coup de sifflet final. Samedi, tandis que les Ecosse dominaient les Samoa (28-8), la Quinze de France avait été très décevante face à l'Angleterre (19-10). Finaliste en 1987, il n'a jamais pu déployer son jeu d'attaque face à des Britanniques très bien organisés. A cette occasion, Serge Blanco, capitaine de la sélection, a disputé son dernier match international. Le retour aux vestiaires a été marqué par un accrochage entre l'arbitre néo-zélandais David Bishop et Daniel Dubroca, l'entraîneur des avant français. Ce dernier aurait bousculé le directeur de jeu en le traitant de « tricheur ». L'incident n'a donné lieu à aucune plainte officielle.

LA COUPE DU MONDE DE RUGBY

L'Angleterre bat la France 19 à 10

La clé anglaise

L'équipe de France de rugby s'est inclinée face à celle d'Angleterre (19-10) en quarts de finale de la Coupe du monde, samedi 19 octobre, à Paris. Les Français ont inscrit un essai par Jean-Baptiste Lafond, les Anglais en marquant deux par Rory Underwood et Will Carling.

Le rugby est ainsi fait que les vaincus prennent parfois des allures de « coccyus magnifiques ». Ainsi, lorsque les Français sont sortis des vestiaires du Parc des princes, costumes gris et cravates rouges, l'œil tuméfié et le cheveu humide, ils se sont lancés dans une vaine course au réconfort, égarés dans les analyses techniques comme autant d'automates désemparés en quête de certitudes. Il faut l'arrivée du troisième ligne Laurent Cabannes, gamin de Panama au verbe facile, pour que leur déception se trouve résumée en quelques mots : « Je pensais serrer la main des anges, filer vers Roissy et prendre l'avion pour Edimbourg. Et je vais me retrouver dans ma piaule, à Paris. »

Le Quinze de France se voyait déjà au stade de Murrayfield, en Ecosse, disputant une demi-finale contre l'équipe locale. Il rêvait d'une finale à Twickenham, d'une époustouflante victoire contre les Anglais ou les Néo-Zélandais. Et le voilà écarté de la Coupe du monde, lui, le finaliste de 1987. Programmée jusqu'au 2 novembre (jour de la finale), son aventure n'aura finalement duré que deux semaines, le temps d'un « tour de chauffe » contre les Roumains (30-5), les Fidjiens (33-9) et les Canadiens (19-13), puis d'une défaite face aux Anglais (19-10).

Les joueurs français se sont-ils pour autant laissés aller, samedi après-midi ? Après la partie, certains d'entre eux l'assuraient volontiers en évoquant l'arbitrage souvent dénotant du Néo-Zélandais David Bishop, un intégriste du règlement que le pilier biarrois Pascal Ondarts a bien failli honorer d'une « charge de bagarre » en fin de partie. Un tel geste eût sans doute fait scandale, mais il aurait souligné bien des courroux au sein du Quinze de France, tant certaines décisions, ponctuées de pénalités anglaises (l'arrière Jonathan Webb a inscrit neuf points sur ce type de coups de pied), resteront discutables. « Il n'a pas arrêté de nous renvoyer au cimetière des pénalités », conclura Cabannes.

Faute d'explications - les arbitres

de la Coupe du monde n'ont pas le droit de s'exprimer à propos des matches, - les Français ont au moins quitté le deuxième Mondial de l'ovale avec la conviction qu'un jeu de la chandelle et du « bouret-pif », ils ne seront décidément jamais champions du monde. Car c'est bien à un rugby de tranchées qu'ils furent souvent conviés. Et s'ils ont été mystifiés, en cette journée de toutes les déceptions, c'est moins par un arbitre au sifflet surprenant que par ces tacticiens anglais, stratèges incomparables du pousse-ballon et du contre-déroulé.

En fait, les joueurs du Quinze de la Rose n'avaient aucune raison de ne pas miser sur la puissance de leurs avants. Cette stratégie leur avait permis de l'emporter lors des trois derniers matches du Tournoi des cinq nations disputés contre la France (11-0 à Twickenham en 1989, 26-7 à Paris en 1990, 21-19 à Twickenham en 1991). Cette fois, ils ont parachevé la logique du succès en imposant leur jeu de force à l'ensemble du Quinze de France, atteint d'une soudaine timidité, à souvent paru craquer le jeu au large. Confrontés à une défense anglaise intraitable, notamment en troisième ligne, les lignes arrière sont restés bloqués au ras de leur « paquet » et se sont vus trop brouillés, en tout cas beaucoup moins percutants, en fin de match, qu'un pack anglais autour d'un ultime essai collectif attribué à Will Carling (81).

De nouvelles turbulences

Ainsi, leurs premières « chandelles » (elles allaient être nombreuses) étaient-elles autant destinées à porter le jeu chez l'adversaire qu'à mettre à mal le « paquet » français ? Serge Blanco, sans doute surpris de voir Rodeur sur lui quelques centimètres de kilos tout de blanc vêtus. Une charge trop rugueuse de l'ailier Nigel Heslop nécessita même une de ces « mises aux poings » dont l'arrière-capitaine n'a guère usé en quinze ans de carrière et quatre-vingt-trois semaines d'entraînement. Quant à la première ligne, elle n'a guère légué sur les percussions, têtes baissées, en terrain miné.

Cette affaire anglo-française s'est donc réglée entre gens de corpulence. A ce jeu, les Français ont d'ailleurs été souvent surpris. A aucun moment, ils n'ont rechigné à l'effort. A grandes enjambées, Laurent Cabannes ou Eric Champ ont même osé quelques incursions en camps adverses. Quant à la première ligne, elle n'a guère légué sur les percussions, têtes baissées, en terrain miné.

A plusieurs reprises, en début de seconde période, le pack français domina même son homologue et porta les débats en territoire anglais. Cela permit, indirectement, de dégager enfin un ballon pour l'opportuniste Jean-Baptiste Lafond (30). Mais, dans leur souci d'humilier un

adversaire réputé prétentieux et haubain, les Français ont manqué de lucidité et oublié leur tâche défensive, ce qui, en début de partie, avait permis à Jeremy Guscott de se faufiler entre les maillots bleus pour transmettre un ballon d'essai à Rory Underwood (20).

Surtout, s'il est toujours resté un domaine où les anglais n'ont cessé d'être malmenés, c'est bien en touche. Dominés dans ce secteur, ils n'ont eu aucune véritable munition d'attaque à offrir à leur trois-quarts. Les sélectionneurs avaient préféré Marc Cécillon à Abdel Benazzi, estimant qu'il serait peut-être un « seul » mais efficace misé qu'il compensait cette lacune en étant plus conséquent au sol. Ce choix tactique s'est révélé déterminant dans l'échec français.

En mêlée, les quelques ballons parvenus jusqu'aux lignes arrière n'ont pas été exploités avec intelligence par des trois-quarts fébriles, qui hésitaient à lancer ces attaques en ligne que les Britanniques redoutent tant. L'ensemble du Quinze de France, atteint d'une soudaine timidité, a souvent paru craquer le jeu au large. Confrontés à une défense anglaise intraitable, notamment en troisième ligne, les lignes arrière sont restés bloqués au ras de leur « paquet » et se sont vus trop brouillés, en tout cas beaucoup moins percutants, en fin de match, qu'un pack anglais autour d'un ultime essai collectif attribué à Will Carling (81).

Cette élimination laisse l'équipe nationale confrontée à de multiples problèmes. Celui de la conquête en touche est essentiel. Le sursaut idéal n'a toujours pas été trouvé. La question de la succession de Serge Blanco est moins préoccupante puisque Jean-Baptiste Lafond est un héritier tout désigné. Le pilier biarrois Pascal Ondarts et le troisième ligne toulonnais Eric Champ, qui renouent également à la sélection, trouveront aussi successeurs.

Mais d'autres interrogations restent en suspens, en particulier à propos des futurs entraîneurs du Quinze de France. Les « Têtes de responsables » lignes arrière, qui ont porté le jeu, ont aussi subi le poids d'un pack anglais autour d'un ultime essai collectif attribué à Will Carling (81).

PHILIPPE BROUSSARD

CADRAGE

Généreuse passe

Si certaines phases de jeu exigent de transmettre précipitamment le ballon en espérant qu'il parviendra à bon port sans encombre (passe à terre lors d'un plaquage, passe « accotée » d'un mail mal maîtrisé...), d'autres, plus adroites, requièrent une parfaite maîtrise technique. Ainsi, lors d'une attaque classique de trois-quarts, la beauté du geste importe-t-elle moins que le sens du moment propice. Les joueurs sont alors confrontés à la double menace de l'adversaire, qui leur fait face, et de la règle de l'en-avant, qui les oblige à donner le ballon à un partenaire situé en retrait par rapport à eux.

Le demi de mêlée agencé Pierre Berbizier, ancien capitaine du XV de France, décrypte ainsi ce type de passe : « Tout est une question de bonne attitude au bon moment. Dans un premier temps, il faut aller chercher le ballon, rentrer dans la balle », comme l'on dit dans notre jargon. Le corps est séparé en deux parties, parfaitement dissociées : le buste et les bras se tournent vers le partenaire, tandis que jambes, elles, conti-

nent de courir droit devant. Vient ensuite la transmission proprement dite. Les membres inférieurs restent dans l'alignement. Le buste pivote pour se tourner vers le partenaire. A ce stade de l'action, l'attention n'est guère recommandée. Pierre Berbizier : « L'important n'est pas de faire une belle passe qui arrivera dans de bonnes conditions dans les bras du coéquipier. D'ailleurs, on parle souvent de passe « propre » en évoquant un geste parfait avec un ballon transmis à la hauteur voulue, mais la passe la plus esthétique du monde ne sert à rien si l'adversaire arrive aussitôt sur votre copain ! Mieux vaut donner un ballon moins élégant mais que le partenaire aura le temps de maîtriser et de transmettre à son tour. L'essentiel est de bien voir le jeu, d'avoir un regard périphérique, qui englobe à la fois le partenaire et le défenseur opposé. Alors, il faut se servir l'instant idéal, maîtriser l'espace et le temps. Surtout, il faut avoir envie de donner. La passe est un acte de générosité. »

Ph. Br.

L'Ecosse bat les Samoa occidentales 28 à 6

Jeffrey, le requin des Borders

L'Ecosse s'est qualifiée pour les demi-finales de la Coupe du monde de rugby en battant les Samoa occidentales 28-8, samedi 19 octobre à Edimbourg. Les Ecosse se sont imposés au terme d'une belle partie, par trois essais, dont deux de John Jeffrey, meilleur homme sur le terrain, quatre pénalités et deux transformations de Gavin Hastings.

EDIMBOURG

de notre envoyé spécial

Murrayfield est debout. Le public écossais offre un triomphe aux quinze Samoa qui exécutent un tour d'honneur puis poussent leur dernier cri de guerre - un haka version polynésienne. Sur le terrain, un joueur au charbon est attiré, et applaudit à l'arrivée. John Jeffrey n'est pas du genre à s'écarter l'adversaire vaincu, surtout s'il s'est montré valeureux.

Samedi, pourtant, le « requin blanc », comme le surnomment ses camarades, a dévoré les joueurs du Pacifique, aussi mats que lui est pâle. Le blond troisième ligne a fait régner la terreur autour des regroupements, en prenant les

Samoa à leur propre piège : le plaquage, qu'il pratique de manière aussi rugueuse que ses adversaires. John Jeffrey s'est surtout illustré en marquant deux des trois essais de son équipe, portant à onze son record personnel - meilleure performance pour un avant écossais. Deux essais comme seul, il sait en marquer : en chipant la balle dans les pieds du pack et en se faufilant par un trou de souris, au ras du regroupement.

A trente-deux ans, Jeffrey entre dans l'âge d'or d'un joueur de rugby. Il est écossais, de son pays, dans trois formes des collines des Borders, une région que son visage, la région, au sud de l'Ecosse, a toujours été considérée comme le réservoir de l'équipe nationale. Parce que la tradition d'un jeu populaire rude à l'opposé de celui d'Edimbourg, la bourgeoisie s'y est développée très tôt. Mais aussi à cause de l'histoire. Les Borders, partie intégrante de l'Ecosse, sont l'équivalent de l'Alsace-Lorraine dans les luttes avec l'ennemi anglais. La population y est une fois l'écartelée des voisins du sud. John Jeffrey s'échappe à ce ressentiment national. Il attend de pouvoir une nouvelle fois bouter le quinze à la Rose hors de Murrayfield, samedi prochain. Et ce jour-là, quoi qu'il arrive, il n'applaudira pas.

J.F. F.

La Nouvelle-Zélande bat le Canada 29 à 13

Héros détrempés

L'équipe de Nouvelle-Zélande s'est qualifiée pour les demi-finales en dominant celle du Canada (29-13), dimanche 20 octobre, à Villeneuve-d'Ascq (Nord). Les All Blacks, qui ont inscrit cinq essais, retrouvaient les Australiens en demi-finale, dimanche, à Dublin.

VILLEVILLE-D'ASCQ

de notre envoyé spécial

Soit, les Canadiens sont fous. Et après ? Le rugby raffole des illuminés du jeu, surtout lorsqu'ils portent haut l'étendard de la violence. Or, en matière de courage physique et de folie tactique, les joueurs au maillot rouge frappé de la feuille d'érable n'ont guère de rival. Car il fallait bien se sentir une fois de plus les héros du monde pour oser lancer le défi au monde aux champions du monde néo-zélandais, dimanche 20 octobre, au Stadium Nord de Villeneuve-d'Ascq.

Les Canadiens ont donc relevé ce double défi aux « Blacks » et aux intempéries. Quand bien même ont-ils encaissé cinq essais et quitté ainsi la Coupe du monde au stade des quarts de finale, ils restèrent quelque part les vainqueurs de ce jour d'automne. Ils démontrèrent les héros détrempés, puis détrempés, de ce superbe match de « water-rugby » sur une pelouse patinoïre.

Les esthètes en seront peut-être

chagrinés, mais les Canadiens avaient opté pour la seule stratégie qu'ils maîtrisent vraiment, une tactique aussi vieille que ce jeu importé dans leur pays en 1864 : les avant poussaient, enfonçaient, trépassaient, les arrière s'insinuaient, se faufilaient, s'immiscent. Et le ballon avançait, valait que valait, mais après avoir vu la ligne adverse, s'offrant parfois des escouades d'apaches dans les lignes de surprenants trois-quarts. Deux fois, les All Blacks n'ont pu s'opposer à cette manœuvre de grand-père. Deux fois, les Canadiens ont inscrit un essai, grâce au demi de mêlée Chris Tynan (60) puis au troisième ligne Al Channon (80).

Bien sûr, cinq essais et quelques attaques bien menées sont venus rappeler que les Néo-Zélandais demeurent, quoiqu'il advienne, les favoris de la compétition. Mais il a parfois suffi de voir ces mêmes « Blacks » se laisser aller, en fin de match, à quelques mouvements d'humour et de poings pour comprendre que les joueurs à la feuille d'érable, pourtant dans toutes les lignes, leur ont peut-être de réels problèmes. A plusieurs reprises, le pack noir a même dû reculer en mêlée.

L'équipe canadienne est donc la grande déçue de cette compétition, bien plus encore que la bande des joueurs samoans. En résistant aux Néo-Zélandais, elle a imposé son pays comme une puissance d'avant-rugby.

Ph. Br.

L'Australie bat l'Irlande 19 à 18

Campese l'exceptionnel

L'Australie s'est qualifiée d'extrême justesse pour les demi-finales de la Coupe du monde de rugby en battant l'Irlande d'un point, 19 à 18, dimanche 20 octobre à Dublin. Les Wallabies, qui menaient grâce à deux essais de David Campese, ont été dépassés au score par des Irlandais déchaînés mais très limités techniquement, dans les dernières minutes d'une partie passionnante. Ils se sont imposés sur un essai de Michael Lynagh à quelques secondes de la fin.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

Quand il ne tient pas le ballon, David Campese a l'air de s'ennuyer. Il erre le long de la ligne de touche, le dos penché sur le bout de ses chaussures. Il s'agenouille dix fois par match pour serrer ses lacets, ou ramasser quelques brins d'herbe qu'il jette ensuite négligemment en l'air, l'esprit ailleurs. A Dublin ces périodes de désœuvrement étaient d'autant plus flagrantes qu'autour de lui régnait le bruit et la fureur. Fureur de quinze joueurs irlandais survoltés, en train de prendre à la gorge les favoris australiens. Clameurs d'un Lansdowne Road qui n'en croyait pas ses yeux, s'apaisant seulement pour quelques secondes d'un silence aride, le temps de laisser le botteur Ralph Keyes tenter ses pénalités.

Mais son équipe peut bien tanguer, David Campese ne s'inté-

ressera pas davantage à l'obscure combat de ses avants ou aux chandelles de son ouvrier Michael Lynagh. S'il se tient à l'écart, c'est qu'il s'estime taillé pour d'autres tâches. « Mon grand plaisir est de jouer devant cinquante mille spectateurs et de réussir une action dont seul je suis capable », explique-t-il en toute simplicité dans une autobiographie publiée récemment. « J'aime distraire et faire frissonner la foule. »

Le public de Lansdowne Road se serait sans doute passé des trissons que lui a procurés Campese. Car chaque fois que l'ailier est sorti de son apparente léthargie, chaque fois qu'il a touché la balle, il a cruifié les espoirs d'une équipe irlandaise encore trop inexpérimentée. Première leçon : l'improvisation. Campese récupère une passe croisée de Lynagh, à quarante mètres de l'en-but et se lance dans un jeu de slaloms dont il raffole. « Dans ces moments-là, dit le capitaine Nick Farr-Jones, son cerveau ne sait même pas ce que vont faire ses jambes. » L'Australien devient intouchable, comme protégé par un décret divin. Les lignes irlandaises semblent s'écarter devant lui et le joueur n'a plus qu'à se laisser guider vers la terre promise. « J'appelle cela le pas de l'oiseau », explique le rugbyste. L'idée, c'est qu'il faut ralentir le plus possible pour embarquer le défenseur du mauvais côté. Mais il est vrai que le pas de l'oiseau est une véritable œuvre d'art.

Deuxième leçon : le placement. Campese, ça a vu son centre Horan provoquer le décalage, s'arrête pratiquement pour attendre le passe, et redonne sèche-

ment vers son deuxième essai. « Sa position dans le jeu est excellente et son sens de l'anticipation exceptionnel », dit l'entraîneur australien Bob Dwyer. C'est pour cela que pour un ailier, il touche et souvent de bons ballons : il se trouve toujours à l'endroit idéal.

Troisième leçon : l'habileté. A quelques secondes de la fin de la partie, le joueur orange crée le sursmome dans la défense verte. Plaqué par Clarke, il parvient à glisser la balle sous son ventre en la faisant rebondir. Lynagh n'a même pas le temps de se baisser pour la ramasser et s'élance. Campese vient d'offrir la victoire à l'Australie, en un singulier clin d'œil de l'histoire, quatre ans après la demi-finale de Sidney, perdue in extremis contre la France.

Dandy de l'ovale

Il vient aussi d'arrondir son record mondial avec quarante-cinq essais marqués en soixante et une sélections. Deux chiffres impressionnants pour un joueur qui a seulement commencé sa carrière internationale en 1982, à dix-neuf ans, par un essai contre les All Blacks en Nouvelle-Zélande. David Campese, n'a pourtant jamais fait l'unanimité en Australie. On lui reproche encore cette énorme bavure de 1989, lorsque une passe mal assurée dans son en-but a coûté la victoire aux Wallabies face aux Lions britanniques. Comme si ce fils d'immigré italien devait payer son échec de tempérament latin, dans une équipe où l'on préfère la sécurité aux grandes envolées lyriques. On lui en veut surtout

pour son franc-parler, qui le pousse à dominer une timidité maladroite pour stigmatiser l'excès de jeu au pied ou les incohérences de sa fédération face à la toute-puissance du jeu à treize.

David Campese tient à faire figure d'exception dans tous les domaines. Sur le terrain, où il s'est taillé sur mesure une place inédite d'arrière latéral - un mélange entre le poste d'arrière, qu'il occupe avec son club, et celui d'ailier que lui a attribué Bob Dwyer. Cette situation le tient souvent à l'écart de la ligne des trois-quarts, mais elle lui permet d'assourdir son goût du risque, en lui offrant plus de choix dans les relances. Dans la gestion de sa carrière : Campese semble être l'un des premiers vrais professionnels du rugby - même si cela reste très officieux - puisqu'il partage son calendrier en deux hivers. Celui de la Nouvelle-Galles-du-Sud avec le club de ses débuts. Et celui du championnat italien, où il joue depuis six ans, au sein du Mediolanum de Milan, qui appartient à Silvio Berlusconi.

Suprême élégance du dandy de l'ovale : David Campese, âgé de seulement vingt-neuf ans depuis le lundi, a décidé de prendre sa retraite internationale après la Coupe du monde pour s'installer définitivement en Italie. « Il faut savoir partir à temps », explique-t-il, et ne pas attendre d'être mis dehors. Cela ne m'empêche pas d'espérer gagner la Coupe : ce serait une belle conclusion à ma carrière. »

JÉRÔME FENOGLIO

CULTURE

MUSIQUES

Personne n'est parfait

Une vraie comédie musicale à la française savamment concoctée par Savary

MARILYN MONTEUIL
au Théâtre national de Chaillot

Le décor principal (de Michel Lebois) représente un humble bistrot benoîtement enlaidi dans les néons rutilants d'un flipper surdimensionné. C'est ça, Marilyn Monteuil, le nouveau spectacle de Jérôme Savary à Chaillot : une entreprise fausement modeste à la fois sensée et route, qui danse sur la corde raide du pessimisme avant de se rattraper aux branches de la sincérité. Le livret que signe Savary (ainsi que les lyrics succints mais sympas), reprend sans bargigner l'argument royallement ambigu de *Certains l'aiment chaud*, le film mythique de Billy Wilder (1959) avec Marilyn Monroe et son numéro de nudité d'un érotisme aussi torride que candide, avec Tony Curtis et Jack Lemmon travestis pour échapper à la mafia, et cette dernière réplique posée à la postérité : « Personne n'est parfait ».

Sur ce canevas qui a fait ses preuves, on assiste donc aux tribulations burlesques d'une petite chanteuse rêveuse et soignée, blonde et bien roulée, mais sans trop d'illusions tout de même : « Mon Clark Gable m'appelle Pili Louis Mon Kennedy c'est le quai d'Saint Denis ». De Monteuil à Monteuil en passant par Monte Carlo, elle connaîtra quelques mistres de gloire, l'ivresse acrobate de descendre le grand escalier d'une revue emplée, l'amour à petites doses, et puis retour à la case départ. Le tout en

chansons. La québécoise Diane Tell, (on lui doit la musique aussi indolore qu'indolore), est l'héroïne de poche de cette histoire triste traitée drôle (la marque Savary). Même si elle n'a pour mission que d'incarner un « fac simili » de Marilyn, elle manque de moyens. Pas de moyens vocaux, elle chante fort et bien, mais trop saute, trop rose, trop gaie, elle manque de malheur.

En revanche, Michel Dussarat, Gégé alias Gégé, et Jean-Pierre Loutau, Riton alias Rita, trébuchant sur leurs talons hauts, sont formidablement dans le ton savaryen, désamorçant toujours le mauvais goût d'une pirouette un peu déshirante, (la leçon de flamenco « puro », ou de quelques bouffées irrésistibles de délire et de vérité. Et le spectacle décolle carrément lorsque paraît Nanou Garcia dans le rôle de Corinne du groupe H.L.M. Zonarde, rockeuse, teigneuse, elle avance au pas de charge dans la charge. Elle est super.

Pour le stress sous le stress, et ces poils sous les plumes, pour ces vieux chagrins saltimbanques recouverts de paillettes, pour Nanou la rockeuse et cette ambition folle de chanter la vie en français, Marilyn Monteuil veut la peine finalement qu'on sille la voir, et surtout qu'on l'aime un peu.

DANIELE HEYMANN.

Théâtre national de Chaillot, salle Jean-Vilar, à 20 h 30, jusqu'au 11 janvier 1992. Tél. : 47-27-81-15.

Bruxelles gagne l'« Anneau »

Suite de la première page

La performance réalisée à Bruxelles ne peut être comparée qu'à ce qui s'est passé à Bayreuth lorsque la production du *Ring* par Chéreau a été remplacée par celle d'Harry Kupfer. A cela près que l'Orchestre de la Monnaie n'avait jamais joué *La Tétralogie*, que Sylvain Cambreling ne l'avait jamais dirigée, et que vingt chanteurs

nirs de la guerre, usage presque abusif de la déraison sophistiquée — est de ces artisans complets qui inventent pour chaque œuvre un climat, un univers minéral et végétal, un trait, un coloris particuliers. L'impression générale, à l'issue des quatre journées, est celle d'une *Tétralogie* passée par l'imagination d'un auteur de bandes dessinées qui aurait beaucoup lu Hegel et Marx, beaucoup



Les deux maudits, par Alberich dans « Or du Rhin »...

soit plus que la moitié de la distribution — abordent leur rôle pour la première fois. Les adieux du maître de maison seraient donc cette gageure délibérée.

B. D., Hegel et Magritte

Le panache assuré, restait à ne pas ternir la réputation d'une maison au standig enviable et donc fiévreusement jalouse. Restait à cet Opéra qui vit la consécration de Herrmann, de Bondy, qui se risque à de nombreuses créations, qui accueillait la première mise en scène lyrique de Villégier, confia *Pelléas* à un cinéaste, paria sur Peter Sellars, restait à ne pas tomber — *horresco referens* — dans du sous-Chéreau, dans du Ruth Berghaus raté. Bernard Foccroulle, jeune organisateur et néanmoins successeur de Gérard Mortier, a déjà retenu Herbert Wernicke dans *Calisto* de Cavali pour la saison à venir. Metteur en scène doublé d'un décorateur et d'un costumier, le même Wernicke, à Garnier, a mis en scène les *Maîtres chanteurs* dans des boîtes de chaussures, plongé à Amsterdam Bartok et son *Barbe-Bleue* dans un cauchemar de pierres entassées peu à peu.

Cet Allemand plus allemand que nature — culture éléphante, que culture masochiste des souve-

aimé Buster Keaton et Charlie Chaplin, préféré la peinture de Magritte au cinéma de Leni Riefenstahl, et si profondément haï l'Allemagne que rien d'allemand, du pire au meilleur, ne lui est étranger.

Or du Rhin, clap, première. Voici des murs lépreux, la grande salle rectangulaire de quelques salles principales après attaque au mortier. Le programme fourni au spectateur (les illustrations y sont autant de clés à une lecture informée de la mise en scène) fait plus que suggérer que l'on se trouve dans la salle mosaïque de la chancellerie du Reich par un beau matin de mai 1945. Au fond, une immense baie ouverte directement sur une forêt, sur des monts dénudés — ainsi Hitler, dans son « Berghof », se délassait-il au frais contact de la nature. Au sommet scintille, posée de guingois, une maquette de temple grec — Bismarck, c'est historique, se fit construire ce Walhalla en rebais.

Les filles du Rhin sont trois Esther Williams en coiffes et robes pailletées — ou combattent les temps modernes se sont fabriqués des océans de rêve dans des piscines de cinéma. Le mobilier est réduit à un divan — celui de Freud, évidemment. Wotan y livrera son inconscient. Tout tourne autour d'un vieux piano à queue auprès duquel dort Erda, le piano de Wagner sans rouille : l'objet est aussi préhistorique que l'archaïque déesse-mère Erda, tout est sorti de leurs entrailles, tout le mal vient de là.

Raccontés aux enfants

Dans la famille Bidoche il y a le grand — père, la grand-mère. Dieux et démons sont ainsi désignés comme sur des cartes à jouer. Les dieux en bourgeois adimanchés et les Wotan portant l'anneau et le casque, notre (championne des liens familiaux et de la tradition) refusant de lâcher son bouquet de mariée; les géants Fasolt et Fafner en prolétaires exploités, droit sortis d'une aubette de la Ruhr; l'arpenteur Alberich en juif exploitée; régnant sur un ghetto d'enfants voleurs; Loge (ami de Wotan chargé de négocier l'or avec les

démons) en danseur mondain colabo; chauve comme « le peuple de l'ombre » (Alberich, son frère Mime, son fils Hagen), nippé comme un dieu; sa perruque et ses poses efféminées disent son double jeu.

Des chevaux et des chauves, une lance et une épée, un divan et un piano, trois nymphes et une femme volée. Clairement exposée dès le prologue, cette signalétique va être systématiquement déclinée au gré des trois journées. Sy ajoutera la peau d'ours et le costume de père bavarois bêtifié par Siegfried de Siegmund; la corne cassée que, walkyrie désarmée par la féminité, Brünnhilde tient à la main. Sy ajoutent

deux dans les intermèdes orchestraux et un refus constant de laisser aller; aucune catastrophe notable ne fut à signaler; ni aucun (trop) audible trou de mémoire.

Certes, les cors ont causé presque sans discontinuer et l'équilibre n'était pas toujours parfait entre les pupilles; on avait parfois une clarinette sur les genoux, les violons devenaient inaudibles, puis trop de cuivre, trop de cordes, une harpe cavalière.

Mais on ne saurait oublier que l'œuvre du *Ring* ne fait que commencer pour les philharmoniques belges et leur chef. Cambreling, prenant en 1993 la responsabilité de l'Opéra de Frankfurt, abaissera cette production à la tête



...et Hagen, fils d'Alberich, victime des filles du Rhin dans « Le Crépuscule des dieux ».

enfin des blocs de granit évanescents, une lourde corde de marin, poids et fil rouge du destin. Et les quatre épisodes se dérouleront précieusement sans que rien ne s'embrasle dans les écheveries du récit, sans qu'on puisse un instant oublier l'épisode précédent — les cadavres, éloquentes, ne restent-ils pas ammoncelés sur scène? — sans qu'un doute vaille effleurer sur qui est qui, qui fait quoi et pourquoi. C'est d'une certaine façon le *Ring* raconté aux enfants.

Mais du sur, vrai, rythme de théâtre bourgeois dans le prologue; sur le temps étiré d'une complainte romantique dans la *Walkyrie* (l'épisode le moins réussi); les belles histoires d'amour maudit vont mal à notre intello allemand; dans un climat atroce de sadisme infantile et de convulsive méchanceté pour les deux premiers actes de *Siegfried*, avant une caricature de duo d'amour dans le troisième acte; ignoble tableau phallocratique dont on ne sait à quel degré l'interpréter.

Cent quatre séances de répétition

Mais le *Crépuscule* vient tout rectifier, enchevêtrant serré de tous les thèmes visuels et de tous les leitmotivs musicaux. Hagen a la paupière de Von Stroheim, Quant le parapluie de Chamberlain, l'Orchestre et les chœurs de Gene Harlow, Siegfried a toujours une chaussette en tricot mal tirée (son père Siegmund les avait impeccables); c'est la dégénérescence des héros, toujours la même germanité arrogante et insupportable; on a signé sur son dos un horrible trait; l'armée allemande défile en rangs sur le plateau; le feu prend paisiblement au Reichstag; le décor du *Ring* s'écroule pour de vrai. Tordue, détournée, voire inversée pour désamorcer toute lecture manichéenne, l'Histoire — notre histoire — est ainsi conviée à l'apocalypse. Dont il est dit qu'elle se remettra en marche, telle une *Tétralogie*, dès que le rideau sera tombé.

Après 104 séances de répétition, l'Orchestre et les chœurs de la Monnaie ont joué le monument wagnérien; Sylvain Cambreling les a dirigés avec quelque rai-

on orchestre plus expérimenté; puis elle devrait revenir à Bruxelles: on n'a pas fini d'en parler.

Parlons-en encore un instant pour la distribution. Pâle de coupe de fil aux imprévisibles, des chanteurs piétés au bout du monde, loquacement audacieux et basta des vieux rouffiers: c'est la méthode Montier. D'abord les frins s'appellent cette fois Jans Martin (splendide, inimitable, inoubliable Brünnhilde, pour sa présence et en *Siegfried*, vocale de Gwyneth Jones), Alan Field (le Wotan conquérant et invincible qui convient à *Or du Rhin*), Victor Braun (le Voyageur de *Siegfried* puis Gunther dans le *Crépuscule*; voix magnifique, magnifique acteur).

Foin de hiérarchie divine, on aurait dû commencer par le Mime halluciné d'Uwe Schöneck et le Loge-lutrope d'Hubert Delambroye, deux ténors aussi ambigus et expressivistes l'un que l'autre. Aux côtés de partenaires plus traditionnels: l'Alberich tout terrain de Franz-Josef Kappelmann, la Fricka puis la Waltraute un peu incertaine de Livia Budai-Betty, Franz Ferdinand Wentwig, Wotan très classique dans la *Walkyrie*, Artur Korn (Hagen et Hunding ténébreux), Ellen Shade (Sieglinde plus « grecque » que nature). Une mention spéciale pour la prometteuse et ravissante Freia de Margaret Jane Wray.

En première ligne, enfin, et dans des rôles héroïques pour lesquels les chanteurs se comptent aujourd'hui sur les doigts d'une main, le Siegmund de Gary Bachand et le Siegfried de William Cochran. L'un et l'autre formidables et décevants. Beau comme un jeune premier de cinéma nordique, le premier garde la voix dans la poitrine (effet du trac, paraît-il); se sent constamment l'effort, il donne l'impression de souffrir singulièrement. Contre le second: un physique de l'acteur de Sumo. Mais la voix, mystérieuse, jusqu'à démentir. Il est vrai que ne n'est pas parfait désormais chez les ténors wagnériens.

ANNE REY

Jusqu'au 3 novembre, Opéra de la Monnaie, tél. : 217-22-117.

ARTS

Dispersion de la collection Lignel

LYON

de notre bureau régional

Soixante-sept tableaux anciens de la collection Jean-Charles Lignel, dont un Metsu et plusieurs œuvres des ateliers de Rubens, Claes et Bassano, ont été proposés aux enchères le dimanche 20 octobre, à l'Hôtel des ventes de Lyon, par le commissaire-priseur Jean-Claude Anaf. Les deux tiers des pièces ont été dispersées, les plus attendues ayant été retenues par un organisme genevois avant la vente. La plupart des tableaux ont été acquis entre 1979 et 1986, époque où M. Lignel était président-directeur-général du journal *Progrès*. S'il a choisi de renoncer à sa collection, c'est parce que, après trente-deux ans d'achats écolériques, elle « est devenue trop importante et couvre trop de centres d'intérêts ».

La passion de la peinture lui est venue de sa grand-mère, Jeanne Delarocque, épouse du fondateur du

Progrès, qui collectionnait, en particulier, des toiles de Nabis. Jean-Charles Lignel a possédé lui-même une galerie à Paris, pendant quelques années. Explorant systématiquement des pans de l'histoire de l'art, il a accumulé des tableaux des écoles flamande, hollandaise, allemande et française du XVIII^e siècle. Ainsi, *Coupe devant un étal de fruits, légumes et gibier*, d'Adrien Van Utrecht, adjugé 350 000 F, la plus forte enchère de la collection Lignel.

La seconde partie de la vente, provenant de divers collectionneurs a également connu un franc succès, dominée par une œuvre consignée de Jan Bruegel et David T. Téniers, emportée pour 602 000 francs. *Le Sommeil de Vénus*, une huile sur toile de l'école française vers 1850, ayant appartenu à Maria Callas a été adjugé pour 155 000 F. Le produit des deux ventes s'élève à près de 4 millions de francs.

B. B.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugues-Dévillers, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue de Calvet-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDIPUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-98-71 • Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Médias Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Topex LEMONDE ou 36-15 - Topex LM
Imprimé au « Monde »
12, C. M. Gombouze
94832 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-50-30-10
Téléc. : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-30-30

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	798 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Plus vite, moins cher !
1000 véhicules en stock permanent.
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

NEUBAUER

227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48 21 66 21
29, bd des Nationales 75008 PARIS ☎ 42 33 55 57
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42 61 15 63 • 4, rue de Châteauneuf 75005 PARIS ☎ 42 85 34 24

هكذا من العمل

CULTURE

MUSIQUES

FFF vaincra

La foudroyante ascension de Fédération française de funk, groupe-famille

FFF, pour Fédération française de funk, ce dernier terme comme dans funk et rock à la fois. Le sigle, partagé notons-le par la Fédération française de football, se décline également en une série de jeux de mots plus ou moins potaches - Fier Fiston du Ministère ou Fat Fair Foot, que les bilingues apprécieront.

C'est que les six membres de FFF ne sont pas bien vieux : leur groupe, tout neuf. Il y a à peine cinq ans que Marco Prince (chanteur, tromboniste) et Nicolas Baby (aujourd'hui bassiste, à l'époque batteur) ont commencé à jouer ensemble, du jazz-rock. En septembre 1990, le groupe avait trouvé sa composition définitive. Outre les deux fondateurs, avaient adhéré : Krichou, batteur antillais qui professe le plus grand respect pour Dédé Saint-Prix ; Yvel, guitariste funkiste (et passionné) de Heavy Metal ; sax claviers, Felix, jeune homme de bonne éducation musicale (classique, jazz) et, au saxophone, un extra-terrestre breton qui navigue depuis longtemps entre rock, funk et jazz, Philippe Harpin, dit Phipin, qui a joué avec Marquis de Sade, fondé les Sex Pistules et participé à Anches Doo Too Cool. Son grand âge relatif lui assure également le rôle de mémoire musicale du groupe.

Quelques jours avant le début de leur première vraie tournée (jusqu'ici ils ont joué dans des festivals, assuré des premières parties, donné quelques concerts à leur enseigne), FFF répète dans une cave de l'Hôpital épiphore, anciennement Bretonneau. Sonné de trouver une référence musicale commune à tous ses membres, le sextuor lâche à l'unisson un poignée de noms : James Brown, Sly Stone, George Clinton et Serge Gainsbourg (avant même la mort du grand homme, FFF représentait sur scène son Requiem pour un con).

Pour le groupe, les douze derniers mois ont été chargés. FFF a d'abord trouvé un éditeur, Philippe Cornish, avant de jouer en décembre 1990 aux Transmusicales de Rennes, en fin d'après-midi, dans la petite salle de l'Ubu. Devant la scène il fallait de lever le bras pour toucher un directeur artistique,

un agent, un producteur de spectacles. Finalement, c'est Epic, filiale de Sony Music, qui a emporté le morceau.

En mars 1991, après avoir envoyé les maquettes de quelques titres à plusieurs producteurs, les fédérés attirèrent l'attention de Bill Laswell, pilier de la scène new-yorkaise qui a produit aussi bien Mick Jagger que des dévants musiciens comme Limbomaniacs.

Croisés à New-York alors qu'ils passaient leurs journées à Brooklyn, dans le studio de Laswell, et leurs nuits dans les clubs de Manhattan, les Français n'en revenaient pas de leur bonne fortune : sur les étagères du studio où ils enregistraient dormaient les dernières bandes de Jimmy Hendrix, et ils venaient d'être admis au sein de la Black Rock Coalition, le regroupement des musiciens de rock noirs fondé par Vernon Reid, le guitariste de Living Colour.

Bill Laswell, personnage imposant qui jouit dans les cercles musicaux new-yorkais d'une réputation de tyran clairvoyant, expliquait ainsi sa collaboration avec FFF : « Je savais que la scène parisienne, parce qu'on y trouve des musiciens de toutes origines, finirait par produire une musique intéressante. FFF a été le premier exemple qui soit arrivé jusqu'à moi. »

Un album vinyle

Blast Culture (Epic, EPC 468700), le premier album, a attendu octobre pour arriver. Les disques : « Nous n'avions pas réalisé la somme de travail qu'exige la sortie d'un disque, une fois qu'il est enregistré », explique Marco Prince. Nous voulions contrôler tous les détails, de la pochette au logo, et à chaque fois il a fallu solliciter l'avis de six personnes. »

Pour l'instant, la major est bonne enfant et Epic se prête aux exigences du groupe : un album vinyle sera pressé (« Notre premier disque, et ne pas l'avoir en vinyle comme ceux de James Brown ou de Sly Stone ? C'était impossible »), alors que Sony Music est à l'avant-garde de l'élimination de ce support. FFF a tourné son premier clip avec le

vidéaste musicien Don Letts, qui fut l'auteur des vidéos du Clash, a fait remixer son premier 45-tours par George Clinton.

Reste à vendre des disques, à remplir des salles de concert sur leur seul nom. FFF ne rechigne pas à la tâche, qu'ils jouent pour le tout-rock à Rennes ou pour les gamins du centre aéré voisin sur le parvis d'une cité d'Aubervilliers, c'est la même tension joyeuse, la même assurance tranquille qui portent leurs excès, emmenés par Marco Prince qui en fait toujours un peu plus alors qu'on était convaincu qu'il en avait déjà fait dix fois trop.

Quant au disque, il passe sans peine la norme française. Depuis les Négresses vertes, ancien groupe indigène n'avait ajouté quelque chose à ses performances scéniques dès son premier album. Blast Culture est plus qu'un souvenir adéquat des concerts, grâce à la production de Laswell qui - paradoxalement - tire le groupe vers le rock, mais aussi à une qualité d'écriture qui transparaît dans des textes en français, en anglais ou en créole.

Tout n'est pourtant pas joué. Au contraire des alternatives d'hier, des rappers d'aujourd'hui, FFF ne dispose pas d'un public déjà constitué. Le succès de leurs homologues américains - Fishbone ou Living Colour - n'a pas encore traversé l'Atlantique à la suite du rap. D'autre part, FFF ne peut s'appuyer sur un discours politique comme le faisait hier Barrièr Noir. FFF est l'une de ces familles que l'on a vu émerger ces deux dernières années sur la scène parisienne, avec Malka Family, Human Spirit ou les Coquines. Les familles se sont égarées autour de genres - le funk, le reggae - de lieux, comme l'Hôpital épiphore. Elle sont plus portées sur la jam-session que sur l'agit-prop. Question d'époque, de musique.

THOMAS SOTINEL

Le 22, à Amiens, la Lune des pirates ; le 25, à Saint-Brieuc, dans le club d'Art-Rock ; le 26, à Quimper, Ker-Opus ; le 27, à Brest, les Hespérides ; le 29, à Paris, New-Morning ; le 30, à Bruxelles, Ancienne-Bequette ; le 31, à Orléans, salle des Carmes.

PHOTO

Tingaud pour mémoire

Le photographe expose et publie ses dix ans d'« Intérieurs »

C'est une Vierge en plâtre, offerte à sa maman par un gars de la marine, un souvenir de bouddhisme, une icône que la mère conserve entre deux roses kitsch - dans son sac en plastique pour mieux la protéger, protéger son enfant. L'objet sera installé sur un coin de mur depuis des siècles, en parfaite harmonie avec le papier peint. Beau ou laid, utile ou superflu, peu importe : le cadeau parle du passé.

Les portraits d'intérieurs de Jean-Marc Tingaud à Paris, Naples, Marrakech, Zagreb ou Berlin jouent essentiellement sur la mémoire, au-delà des couleurs dont la fidélité impressionnante met en valeur les espaces intimes d'une chambre, d'un séjour ou d'une cuisine, qui ne demandent qu'à se faire oublier. Archéologue, Tingaud donne une force insoupçonnée à des objets insignifiants.

C'est la lumière et la couleur que l'on remarque en premier. Le procédé Dye Transfer de Kodak - 775 dollars le tirage - donne une couleur douce, avec des tons justes. Mais la couleur est rarement gratuite, et les effets formels naissent d'une réflexion rigoureuse sur la mémoire et le rapport à la réalité, poursuivie sans dévier depuis dix ans, depuis toujours.

Ce sont des intérieurs d'une grande beauté, explique le photographe. Avec des repères culturels forts. Si les gens ne sont pas dans le cadre, c'est quand même leur portrait que l'on voit. Ils ressemblent à leurs intérieurs. Je m'intéresse jamais sur les objets. Le cadre est en revanche une attention majeure : je

travaille à la chambre, parfois avec des éclairages, mais la lumière artificielle vient toujours de l'endroit d'où naît la lumière naturelle. Le cadre est plus important que le choix de l'instant. J'ai photographié des objets deux ans après les avoir repérés. Tout était encore en place. Je vais vers le dépouillement. Mon angle de vision s'est rétréci : trouver des espaces de simple poésie devient difficile.

Les cadres sont minutieusement choisis en fonction de leur cohérence chromatique, mais surtout de leur capacité à faire bégayer le spectateur dans le passé. « Entre le papillon qui vole, et le même, épinglé dans une boîte, s'écrit toute une histoire avec une fin inéluctable, une mise en abîme qui ne cesse de me troubler. Je guide le navire avec mes images, mais je sais que le seul emporté par les eaux. » Pessimiste, Tingaud ? Plutôt un « optimiste désespéré », qui enregistre sur les murs de Nourma ou de Portland, sur ceux de l'île de Maré ou de Luvuvila, les ombres traces de lutte contre l'oubli, contre la mort.

MICHEL GUERRIN

« Intérieurs », au Centre national de la photographie, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Jusqu'au 5 novembre. Catalogue remarquable aux Éditions Contrejour, 200 p., 400 F.

Jean-Marc Tingaud présente également ses « Œuvres récentes » à la galerie Thierry-Salvador, 6, avenue Delcassé, 75008 Paris. Tél. : 45-62-36-59. Jusqu'au 31 octobre.

VENTES

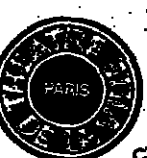
Un bilan désastreux pour le marché de l'art en 1990-1991

La saison 1990-1991 a été l'une des plus qu'il n'y ait jamais connues le marché mondial de l'art, avec une baisse en valeur de plus de 70 % par rapport à l'année dernière.

Dans sa 23^e édition, l'Index des ventes d'art - édité en Grande-Bretagne - précise que les ventes aux États-Unis ont chuté de 74 %, de 75 % en France et de 70 % en Grande-Bretagne. Cette dernière voit d'ailleurs sa part de marché mondial sérieusement réduite, qui passe de 32 % en 1988-89 à 25,8 % en 1989-90 et à 24,4 % la dernière saison.

Le chiffre d'affaires total des marchands d'art dans le monde n'a atteint que 844 millions de livres (8,5 milliards de francs environ) contre 2,8 milliards de livres (environ 28 milliards de francs) l'année précédente, qui avait enregistré les grands records pour les œuvres impressionnistes et modernes. 73 œuvres ont dépassé le million de livres en salles des ventes, au lieu de 369 la saison précédente. L'Ecluse, de John Constable, acquis pour 9,8 millions de livres par le baron Thyssen, Bornemiszla lors d'une vente chez Sotheby's, à New-York, en novembre dernier, figure en tête des records de vente. Derrière lui, la Tasse de chocolat, de Renoir, emportée pour 8,3 millions de livres chez Sotheby's New-York et Les Chevaux de course - sortie de potage, de Degas (5,5 millions de livres chez Christie's à Londres).

DANSE



DU 22 AU 26 OCT 20H30
ODILE DUBOC
LA MAISON D'ESPAGNE
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

Maison des Arts



du 4 au 27 octobre
CORTEX
Chorégraphie
MAGUY MARIN
LOCATION : 49 80 78 88
FNAC - Virgin Megastore

Demain, les Jeux Olympiques.



"Pierre de Coubertin", monnaie en or 22 carats, 3 000 francs.



Il y a bientôt 100 ans, Pierre de Coubertin faisait revivre les Jeux Olympiques, et en 1992 la Savoie accueille les Jeux d'Hiver. La Monnaie de Paris frappe leurs Monnaies Officielles et participe ainsi à leur financement. Une collection de 10 monnaies d'or 22 carats et d'argent massif. A partir de 250 francs.

EN VENTE AU
CRÉDIT LYONNAIS.
A LA POSTE
OU PAR MINTEL
3615 MONNAIE

MONNAIES DE COLLECTION

MONNAIE DE PARIS
11, QUAI DE CONTI - 75006 PARIS

RENSEIGNEMENTS
ET COMMANDE AU :
(1) 47 00 00 00

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

L'HERMÈS Editeur
L'essentiel sur
CONTRAT ET RELATIONS DU TRAVAIL
par Claude ORLIAC
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

LA TOTALE! 18 DÉCEMBRE

500000

COMMUNICATION

Ample succès pour la troisième édition de la fête du livre

La fureur tranquille

Plus nombreuses et diverses que les deux années précédentes, les manifestations de «La fureur de lire» ont connu, samedi 19 et dimanche 20 octobre, un tranquille succès.

Les premières rigueurs de l'automne n'ont pas dissuadé Parisiens et provinciaux de répondre aux multiples invitations que leur avaient lancées les professionnels du livre, tant institutionnels que privés. En ces temps plus que massacrés pour l'édition française, ce constat d'affluence ne peut que réjouir, même si les effets à terme restent problématiques et difficiles à mesurer.

Dans la capitale, c'est à nouveau dans le périmètre des arrondissements du centre de Paris que ce constat a pu être fait de la manière la plus spectaculaire. La Bibliothèque nationale, en particulier, n'a rien perdu de son prestige. Et si beaucoup de visiteurs empruntaient les navettes qui les menaient sur le chemin de l'autre grande bibliothèque, il en était aussi de nombreux à rester rue de Richelieu pour les multiples animations-débats et expo-

sitions qui leur étaient proposées.

De 60 000 à 70 000 personnes se sont ainsi pressées à la BN durant ces deux journées, dans une atmosphère familiale et détendue. Quelque deux cents personnes ont assisté samedi à un débat sur les ateliers d'écriture. Non loin de là, dans le jardin du Palais-Royal, le grand kiosque dressé par les NMPP et qui présentait deux mille titres a reçu la visite de plus de quinze mille personnes.

«Référendum en faveur de l'esprit»

Affluence également au Jardin des Plantes pour un Salon du livre scientifique (10 000 personnes pour la journée de samedi), à l'Hôtel des Invalides, aux marchés aux livres de la place Maitland et de celle de l'Odéon (livres de théâtre). Les librairies qui avaient choisi de rester ouvertes et de proposer animations (autour des Editions POL, à la Terrasse de Gutenberg, ou des dix ans de Michel Chandeigne à la Librairie Corré) et expositions, n'ont pas non plus regretté ce surcroît de travail. L'opération de la mairie de Paris, qui offrait à tout acheteur

de 150 francs de livres de choix parmi trois ouvrages devenus introuvables et réédités par ses soins, a dû contribuer à ce succès.

La Maison des écrivains, de son côté, en liaison avec le ministère de la culture, la direction du livre, le Centre national des lettres et la FNAC, avait organisé un concours réservé, en hommage à Rimbaud, aux poètes de dix-sept ans. Un volume a rassemblé les meilleurs textes et cinq d'entre eux ont été couronnés par M. Lévy dimanche soir.

La région parisienne et la province n'ont pas été en reste. Là aussi, les librairies et les bibliothèques municipales ont joué pleinement le rôle culturel qu'elles assurent d'ailleurs, bien que moins visiblement, tout au long de l'année.

M. Jack Lang, ministre de la culture, et M^{me} Evelynne Pisier, directrice du livre, n'ont pas caché, en fin de fête, leur satisfaction. Le ministre s'est déclaré «rassuré par l'ampleur inégale» de la manifestation, dans laquelle il voit un «référendum en faveur de l'esprit», et «le signe d'une certaine santé spirituelle».

PATRICK KÉCHICHIAN

Premier «news magazine» de l'après-socialisme

La Hongrie s'offre un nouvel hebdomadaire d'informations générales

BUDAPEST

de notre correspondant

Fidèle aux traditions hongroises, le nouvel hebdomadaire magyar *Europa* cultive les symboles : il sort dans les kiosques mardi 22 octobre, la veille de la Fête nationale, commémorant le début de l'insurrection anti-communiste de 1956. Tiré à 120 000 exemplaires, *Europa* se définit comme le «premier news magazine» de l'après-socialisme. Objectif : devenir le «Stern hongrois».

Tout comme le journal allemand, *Europa* sera une revue grand public, avec une priorité donnée à l'image. «Il n'y aura pas de poèmes ou de littérature dans nos pages», ironise le rédacteur en chef Gabor Szűcs, qui dirige aussi *Kurir*, l'un des principaux quotidiens du pays.

Comme pour mieux se démarquer des journaux de l'ancien temps, «un peu gris et sérieux», les nouvelles publications mettent l'accent sur la photo et la couleur. *Europa* n'échappe pas à cette règle. Près de la moitié des vingt journalistes de l'hebdomadaire sont des photographes, et les quatre-vingt-seize pages du journal seront largement domi-

nées par les illustrations. A l'image d'*Europa*, la plupart des quotidiens qui ont été créés depuis le début de la «transition» il y a trois ans, s'attaquent au créneau populaire.

Et ceux qui existaient déjà ont sensiblement modifié leur profil. Mais, après le journal à sensation *Reforma*, *Europa* est le premier à se lancer sur le marché des hebdomadaires généralistes. Un pari que Gabor Szűcs n'a pas hésité à relever après le succès relatif de *Kurir*.

Dépenses sous haute surveillance

Les deux éditions (l'une le matin et l'autre l'après-midi) de ce quotidien créé en juillet 1990 se vendent à 120 000 exemplaires. Fort de cette expérience, il se montre confiant : «Il y a une grande demande, surtout de la part des publicitaires. Nous vendons déjà des espaces pour le sixième numéro d'*Europa* sans que personne n'ait encore vu le produit».

Mais l'avantage principal, c'est l'existence d'un groupe de presse déjà constitué. Les actionnaires de l'hebdomadaire sont les mêmes que pour le quotidien *Kurir* : 51 % des parts sont dé-

tenues par l'entreprise Konrád, un géant du mobilier de bureau, et 25 % par la banque d'Etat Posta Bank, aussi présente dans le capital du journal *Magyar Nemzet*, racheté par Hersant (*Le Monde* du 17 septembre).

Autre atout : le groupe possède sa propre imprimerie et est sur le point de s'installer dans des nouveaux locaux capables d'accueillir les deux titres. Conséquence : les frais lourds étaient déjà presque écartés, et «seul» un investissement de l'ordre de 60 millions de forints (environ 5 millions de francs) suffisait pour lancer l'hebdomadaire.

Même si *Europa* représente un défi, il ne met pas en cause le succès du groupe porté par le quotidien, et trois autres revues spécialisées dans la cuisine, le tourisme et la famille.

Mais pas question de laxisme. Gabor Szűcs va surveiller les moindres dépenses. Un nouveau central téléphonique sera installé pour filtrer les appels longue distance, les photocopies privées non professionnelles seront payantes et, pour empêcher le détournement du matériel, chaque employé recevra une «prime» de 100 forints (8,50 francs) pour l'achat de stylos.

YVES-MICHEL RIOLS

LES «PRIX UAP - PRÉVENTION» ATTENDENT VOS PROJETS

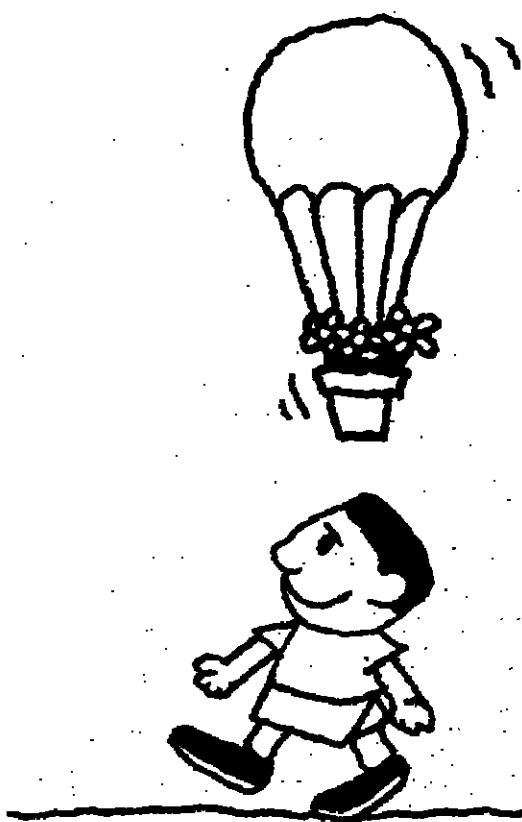
Vous avez élaboré un solide projet de prévention des accidents domestiques ou des accidents de la route, de protection de l'environnement ou de médecine préventive. Parce que vous donner une chance, c'est donner des chances supplémentaires à la vie, UAP-PRÉVENTION va vous aider. Les prix, d'une somme globale de 320 000 francs, iront aux projets les plus efficaces. Demandez dès aujourd'hui

à UAP-PRÉVENTION le règlement ainsi que votre dossier de candidature, à retourner au plus tard le 6 janvier 1992. UAP-PRÉVENTION - Tour LITWIN - 10, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX CEDEX - Tél. (06-1) 47 74 50 41.

L'UAP-PRÉVENTION et la vie comptent sur vous.

Quelque chose nous dit que de plus en plus d'accidents vont rater leur coup.

UAP PRÉVENTION



Diffusion insolite de presse dominicale en Belgique

Comme des petits pains

BRUXELLES

de notre correspondant

Les Belges ont-ils trouvé le moyen de réaliser le rêve de tout éditeur de journal : vendre du papier imprimé «comme des petits pains» ? «Dimanche matin, le journal en vente dans les bonnes boulangeries». Cette publicité sur des affiches apparues dans les rues de Bruxelles et de la Wallonie, a annoncé aux populations le premier numéro, dimanche 20 octobre, d'un nouveau titre francophone à la diffusion pour le moins insolite, sur un créneau tant bien que mal occupé par le *Journal du dimanche* français.

Le problème des hebdomadaires dans le royaume tient au nombre limité de points de vente le jour du repos dominical. Seules les 350 librairies ouvertes le dimanche à Bruxelles et en Wallonie peuvent commercialiser - jusqu'au lundi soir - les 32 pages d'un hebdomadaire des Editions Mondiales avec quelques

hommes d'affaires belges pour financer une équipe journalistique réduite mais expérimentée. L'initiative consiste à associer à l'hebdomadaire 400 boulangers prêts à se charger de telle sorte que, comme l'écrit Jean-Paul Marthoz, le rédacteur en chef, le lecteur puisse trouver les nouvelles du samedi, du sport et des pages magazines «entre le café chaud et les pains au chocolat».

La Fédération wallonne des diffuseurs de presse a protesté. «Que diable les boulangers si les marchands de journaux se mettent à vendre du pain le jour de leur repos hebdomadaire ?», a-t-elle demandé dans un communiqué. Un motif viendrait toutefois possible entre les différents commerces, quartier par quartier. Les responsables de *Dimanche matin* s'estiment heureux s'ils parviennent à en écouler durablement 30 000 exemplaires (le point d'équilibre financier) au prix de 40 francs belges (6,60 francs français).

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

DÉFENSE

Face aux 25 000 charges nucléaires de l'OTAN «il nous faut rester vigilants»

estime l'amiral Lanxade

«L'Union [soviétique], même réduite à la seule Russie, demeurera, pour de longues années encore, une puissance militaire majeure disposant de capacités suffisantes, notamment nucléaires, pour peser de nouveau dans une autre situation politique, menacer l'indépendance des nations de l'Europe», affirme le chef d'état-major des armées françaises, l'amiral Jacques Lanxade, au moment d'être nommé à la présidence de l'Union européenne de la défense.

Face aux 25 000 charges nucléaires entreposées en Russie pour la plupart, dont 14 000 têtes tactiques plus difficiles à contrôler, «il nous faut rester vigilants et ne pas faire d'impasses sur le long terme», ajoute l'amiral Lanxade, qui redoute «une montée de périls d'un nouveau genre» avec l'industrialisation des populations en Europe centrale et méridionale.

«Le lien transatlantique, qui constitue l'essence même de l'Alliance, restera indispensable pour faire contrepoids à la puissance militaire russo-soviétique, ajoute-t-il, mais le rôle politique et militaire européen devra évoluer (...). Notre but est clair : parvenir à une capacité de défense propre à l'Europe, lui permettant d'être en mesure de conserver une indépendance

le lien transatlantique. C'est l'objectif que recherchent les douze de la Communauté européenne dans la conférence intergouvernementale qui devrait, d'ici à la fin de l'année, définir les étapes de la future union politique. Et, dans cette perspective, l'Union de l'Europe occidentale (UEO) pourrait offrir un cadre approprié à la coopération entre Européens de l'Ouest en matière de sécurité et de défense».

Des avions de l'OTAN en exercice à Metz. Les équipages des avions de combat de cinq pays membres de l'OTAN ont été invités, par l'armée de l'air française, à séjourner, du lundi 21 au vendredi 25 octobre, sur la base de Metz pour participer à l'exercice «Ample-Traîn» qui vise à entraîner les pilotes et les mécaniciens à travailler ensemble pour préparer des missions communes à partir de bases, en Centre-Europe, qui sont autres que celles des pays d'origine. Deux avions de combat français et alliés sont présents à Metz. Il s'agit, outre des Jaguar français, de Phantom F4 américaines de l'armée de l'air britannique et de F-16 néerlandaises de la F11 américaine.

Les manifestations paysannes et la réforme de la politique agricole commune

Impunité

Les agriculteurs sont-ils au-dessus des lois ? On ne compte plus les bâtiments publics souillés de purin ou détruits, les trains arrêtés et les routes coupées. Les ministres ne peuvent plus participer à des inaugurations ou à des réunions sans être protégés par des escadrons de gendarmes mobiles. M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, en sait quelque chose qui a vu, saccagées, le 18 octobre, les tables du banquet auquel il était convié à Moissac.

(Tarn-et-Garonne). Et aussi M. Alain Calmat, ancien ministre et député (apparenté PS) du Cher, malmené et contrainct par trois cents agriculteurs à la préfecture, ainsi que le rapporte notre correspondant à Bourges.

D'abord télescopés par cette montée de la violence, le gouvernement et la majorité ont cédé, dimanche 20 octobre, à réagir. On a entendu M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, rappeler, qu'il est une démocratie, aucun problème ne peut trouver sa solution par la force et la violence. Les présidents socialistes de conseils généraux, réunis à Marseille, ont condamné « les dérives inacceptables » des manifestations d'agriculteurs. Le président de la République a convoqué à l'Élysée son premier ministre, le garde des sceaux et le ministre de l'Intérieur pour évaluer des parades à ces débordements.

La différence de traitement réservé par les forces de l'ordre aux manifestations de « Verts » et d'agriculteurs est étonnante. Pourtant bien pacifiques, celles-ci ont eu droit au canon à eau, alors que les pouvoirs publics se faisaient tout petits devant les gros bras paysans. Il faut dire que, depuis des décennies, les gouvernements de droite comme de gauche ont toujours cédé au monde agricole. Sécheresse ou gel, crise de la viande ou surproduction de lait, tout a été occasion pour accroître les subventions et les aides aux premiers bris de vitres. Les agriculteurs sont fondés à croire que les exactions paient.

Pourtant, à trop casser et quel que soit le drame qu'ils vivent, ces derniers pourraient finir par laisser les citoyens dont ils espèrent la solidarité, en cas de temps de libéralisme, et qui pourraient trouver très ingrats ces agriculteurs dont M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a rappelé qu'ils « devraient leurs revenus divisés par deux » si le marché des produits agricoles fonctionnait normalement « sans les corrections de l'Etat et de la politique agricole commune ».

ALAIN FAUJAS

« Il ne faut pas jeter la pierre à la Commission européenne »

déclare M. Louis Mermaz

Sept dirigeants syndicaux de Tarn-et-Garonne étaient encore entendus, « à titre de témoins principaux », le lundi 21 octobre à la gendarmerie de Montauban (Tarn-et-Garonne), à la suite d'une plainte de l'association organisatrice du « dîner de l'excellence », présidé le 18 octobre, à Moissac, par M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, qui avait tourné court en raison de l'intervention musclée d'un groupe d'agriculteurs. D'autres manifestations ont eu lieu pendant le week-end, notamment à Bourges (Cher), où M. Alain Calmat, ancien ministre et député apparenté socialiste, a été, indique notre correspondant, pris en otage par des agriculteurs.

M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a levé un voile, le 19 octobre à Paris, sur la position que la France défendra les 21 et 22 octobre devant ses collègues de la CEE à propos de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Il a fait à l'occasion du colloque organisé par l'association Priorités aujourd'hui, dont il est le fondateur, et qui avait pour thème « Aménagement du territoire et environnement ».

« Il faut une autre politique agricole commune, cela est vrai, et la Communauté européenne peut faire évoluer nos structures rurales plus vite que nos seules institutions et réformes nationales », a déclaré le ministre de l'Agriculture. « Ne jetons pas systématiquement la pierre à la Commission, elle représente une force qui peut nous aider à bouger utilement ».

Quatre principes et trois orientations

Selon M. Mermaz, la France défendra les quatre principes de base suivants devant ses collègues : - garder à l'Europe sa pleine capacité de production pour assurer son auto-suffisance et maintenir, voire accroître, ses parts de marché à l'extérieur ;

- passer d'épuiser les finances publiques en subventions mécaniquement calculées en fonction des quantités produites et « utiliser

plus intelligemment l'argent des Etats et de la CEE » ;

- constituer avec d'autres pays européens un groupe d'Etats capables, dans la négociation du GATT, « de résister aux assauts des Etats-Unis » ; Washington devant cesser d'envahir le marché européen avec les aliments du bétail à bas prix ;

- reconnaître à certaines régions françaises particulièrement touchées par la crise de l'élevage bovin (Massif central, Ouest, certaines régions de l'Est) « une priorité à produire, et envisager, pour ces zones, des quotas assortis de prix garantis ».

Quant aux réformes en profondeur, qui, indépendamment de la PAC, sont du ressort du gouvernement français, elles concernent, a souligné M. Mermaz, trois orientations : l'allègement de l'impôt foncier non bâti afin de favoriser l'élevage extensif ; la mise en place d'un système de prétraitement pour les agriculteurs les plus âgés qui veulent se retirer et libérer des terres ; le développement des cultures à usage industriel. « L'agriculture française se trouve à un moment de son histoire à la fois passionnant et dangereux », a conclu M. Mermaz. Il faut qu'elle prenne un tournant qui ne doit pas, évidemment, se transformer en une « file-à-queue ».

FRANÇOIS GROSCHARD

Avec un point culminant le jeudi 24 octobre

Une semaine sociale agitée

Les mouvements sociaux devraient se poursuivre cette semaine avec un point culminant le jeudi 24 octobre, jour d'une grève interprofessionnelle appelée par FO et soutenue par la CGT. Après les deux séances de négociations infructueuses sur les salaires, FO et la CGT ont appelé les agents de la fonction publique à y participer.

Du côté des infirmières, les négociations ouvertes durant le week-end n'ont pas suffi à leur faire abandonner leur bataille : dès mardi 22 octobre, une « marche de protestation », appelée par la Coordination nationale infirmières, accompagnera une nouvelle journée de grève dans les hôpitaux, à laquelle appelleront la quasi-totalité des syndicats de médecins hospitaliers. Le collectif inter-hôpitaux (CRC-autonomes, CFTD, FO, CGT) a appelé l'ensemble des personnels hospitaliers à se mobiliser les mardi 22 et jeudi 24 octobre.

Dans le domaine des transports, les personnels d'UTA, inquiets des restructurations en cours, manifesteront mercredi 23 octobre. La même jour et jusqu'à vendredi, les contrôleurs de la SNCF seront en grève à l'appel de leurs syndicats FO, CGT et CDT.

À la RATP, métro et autobus risquent d'être rares jeudi en raison de la participation à la grève interprofessionnelle de la majeure partie des syndicats. Enfin, les dockers devaient décider ce lundi 21 octobre d'une journée d'action contre la remise en cause de leur statut.

Avec le micro-ordinateur « Macintosh Powerbook »

Apple veut s'implanter sur le marché des portables

Moins de trois semaines après avoir scellé un vaste accord de coopération avec IBM, Apple Computer Inc. entame un nouvel épisode de sa « renaissance », selon l'expression de son président, M. John Sculley (le Monde du 4 octobre). Venant chasser sur les terres de Toshiba, Compaq et quelques autres (dont Bull-Zenith), le constructeur informatique américain lance une nouvelle gamme d'ordinateurs portables, deux ans après avoir raté son entrée sur ce marché avec le Mac portable, trop lourd et trop cher (30 000 francs environ).

Ultra-légers et relativement peu coûteux, les nouveaux « Macintosh Powerbook » ont donc une mission précise : permettre à Apple d'enfermer en force sur un des segments du marché de l'informatique les

plus prometteurs en terme de croissance et qui devraient représenter, d'ici peu, 20 % des ventes mondiales de micro-ordinateurs. En France, où ses nouveaux portables seront commercialisés dès novembre, Apple compte ainsi s'adjuger, en 1992, 16 % de ce marché et vendre 170 000 portables dans l'Hexagone cette année contre 125 000 en 1990.

Pour réussir son pari, Apple aligne trois modèles complémentaires : les Macintosh 100, 140 et 170. De couleur gris anthracite et d'un poids de 2,3 kilogrammes pour les plus petits à 3,1 pour les haut de gamme, ceux-ci présentent un format « A 4 » et ont une autonomie de deux heures et demie à quatre heures suivant les modèles. Le modèle d'entrée de gamme a

été conçu par Sony et sera en grande partie produit au Japon. Équipé d'un processeur 68 000 cadencé à 16 Mhz et d'une mémoire de 2 mégaoctets (Mo) extensible à 8 Mo, il n'a que 4,6 centimètres d'épaisseur, le lecteur de disquette n'étant pas intégré. Le modèle haut de gamme fonctionne avec un processeur 68 030 cadencé à 25 mhz et est doté d'une mémoire de 4 Mo extensible à 8 Mo. Les prix publics conseillés s'échelonnent de 13 900 à 31 900 francs.

Avec ces nouveaux portables, Apple espère échapper au marasme de l'industrie informatique, qui pèse sur ses résultats malgré la croissance de son chiffre d'affaires et le contraindre à réduire de 10 % ses effectifs dans le monde.

En quittant la présidence de la Federal Deposit Insurance Corp.

M. William Seidman critique l'insuffisance du fonds d'assurance bancaire américain

Le jour de son départ, le 16 octobre, de la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), M. William Seidman a confié ses impressions au quotidien populaire USA Today. Il savait parfaitement qu'il laissait un cadeau empoisonné à M. William Taylor, le futur président de cet organisme, chargé d'assurer la profession bancaire : « La meilleure conseil que je pourrais donner à mon successeur ? Il le trouvera dans les trois enveloppes que j'ai préparées à son intention. Sur la première, assortie de la mention « A ouvrir en cas de première crise », j'ai écrit : « Mettez tous les problèmes sur le dos de votre prédécesseur. » Dans la seconde, en cas de nouvelle crise, il trouvera : « Mettez tout sur le compte de la situation économique. » La troisième ne comporte que quelques mots : « Préparez trois enveloppes ».

NEW-YORK

de notre correspondant

Au rythme où vont les faillites bancaires aux Etats-Unis, les 70 milliards de dollars dont l'administration Bush a prévu de doter au plus vite la Federal Deposit Insurance Corp. Pour indemniser les déposants dans la perspective de nouvelles déconvenues bancaires apparues d'ores et déjà insuffisantes, averti M. William Seidman, président de cet organisme, en guise de testament, dans une lettre adressée à la commission bancaire du Sénat.

Depuis 1985, date à laquelle M. Seidman avait pris ses fonctions, plus d'un millier de banques américaines (1 048 exactement), généralement des établissements de taille petite ou moyenne, ont fermé leurs portes et le FDIC, un organisme créé en 1934 et qui gère 18 milliards de dollars, prévoit encore 160 à 180 faillites cette année et au moins 200 en 1992, par rapport aux quelque 7 300 établissements dont il assure les dépôts sont assurés par cet organisme (sur un total de 12 000 ban-

ques aux Etats-Unis, toutes n'étant pas soumises à cette réglementation). Si le pays ne sort pas au plus vite de la récession, et d'une manière vigoureuse - deux espoirs pour l'instant déçus - l'industrie bancaire, qui subit actuellement sa plus grave crise depuis la grande dépression des années 30, va connaître de nouvelles déconvenues, estime M. Seidman, soulignant que les bénéfices de l'ensemble des banques, déjà très inférieurs à ceux des années précédentes, ont encore baissé au deuxième trimestre 1991 pour s'établir à 4,6 milliards de dollars, contre 5,6 milliards pour les trois premiers mois de l'année.

« La danse de l'aigle »

Dans le passé, ses prévisions généralement pessimistes - d'un pessimisme confirmé ultérieurement dans les faits - et son franc-parler à propos du scandale des Caisses d'épargne dont il a aussi hérité ont toujours eu le don d'irriter la Maison Blanche. A tel point que M. John Sununu, directeur de cabinet du président Bush, après avoir mené discrètement campagne contre le patron du FDIC, avait publiquement réprimandé sa tête au printemps 1990. Mais M. Seidman est un homme coriace. Ses allures de cowboy (il arbore volontiers un chapeau Stetson sur son crâne rasé à la Yul Brynner, de magnifiques boots et... un blazer bleu, pour se rendre au siège du Federal Deposit Insurance, au cœur de Washington) ne sont pas seulement destinées à attirer l'attention des photographes. Originaire du Nouveau-Mexique, où il possède toujours un ranch, il a installé en bonne place sur son bureau dans la capitale fédérale une statuette d'un Indien Pueblo interprétant « la danse de l'aigle », pour signifier d'où lui vient sa détermination.

Mais c'est surtout auprès du Congrès, toujours frondeur à l'égard de l'exécutif, suspecté de vouloir limiter son rôle, qu'il a cherché et trouvé ses appuis. Et finalement obtenu de la Maison Blanche de pouvoir mener son action jusqu'au terme de son mandat de six ans, à la mi-octobre, à l'âge de soixante-dix ans. Même si le nom de son successeur était connu depuis plusieurs mois.

Beaucoup plus jeune (il a cinquante-deux ans), M. William Taylor vient de la Réserve fédérale où il dirigeait jusque-là les services de supervision bancaire après avoir été, pendant vingt-six ans, l'un des principaux régulateurs de la profession. Une fonction qui lui a permis de bien connaître quelques gros sinistres (notamment la quasi-faillite de la Continental Illinois, la grande banque de Chicago, en 1984) et de se faire apprécier du président Bush, qui l'a désigné à la présidence du FDIC dès que M. Seidman a enfilé sa volonté de céder la place. A l'unanimité de ses vingt-deux membres, la commission bancaire du Sénat a approuvé cette nomination qui doit être confirmée - une simple formalité, semble-t-il - prochainement par l'ensemble du Sénat.

L'une des premières tâches de M. Taylor, quinze président du FDIC, sera de trouver le meilleur moyen de recapitaliser ce fonds d'assurance bancaire en prévision des nouveaux sinistres que devrait connaître la profession. Son travail se trouvera allégé du fait qu'à la différence de son prédécesseur - lequel coiffait non seulement cet organisme d'assurance mais aussi le Resolution Trust Corp., l'organisme créé en 1989 pour liquider les nombreuses caisses d'épargne en faillite, - il n'aura la responsabilité que du FDIC. La présidence de la RTC, la plus importante institution financière aux Etats-Unis, a été confiée par le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, à M. Albert Casey, un ancien président d'American Airlines.

M. Seidman, lui, a pris une semi-retraite à Georgetown, pour commencer à rédiger des Mémoires qu'il a déjà annoncées particulièrement caustiques. Parallèlement, il mettra son expérience des affaires financières au service de la chaîne de télévision CNBC, spécialisée dans l'actualité économique, où il se risquera aux nouvelles fonctions de commentateur. « Un job qui demande beaucoup de travail et qui est bien mal payé », ronchonne-t-il déjà. Heureusement, il aura aussi l'occasion de prononcer quelques discours dans le traditionnel circuit des conférences de haut vol, récemment libérées du service public. Au prix moyen de 20 000 dollars par intervention.

SERGE MARTI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



FINANCIÈRE GRAVOGRAPH

a acquis auprès de VEV

GRAVOGRAPH INDUSTRIE INTERNATIONAL

Le RES a été organisé par



Rothschild & Cie

Septembre 1991

ÉCONOMIE

SECTEUR PUBLIC

La réforme des P et T

La commission parlementaire du service public demande que la Poste puisse expérimenter des prêts sans épargne

La commission supérieure du service public des Postes et Télécommunications, chargée de veiller à l'application de la réforme des P et T et composée en majorité de parlementaires, demande une extension prudente des activités des services financiers de la Poste : ceux-ci devraient être autorisés, d'une part à offrir des prêts au logement avec épargne préalable différents de l'épargne-logement actuelle, d'autre part à expérimenter dans quelques régions, et pendant une durée limitée, la distribution de prêts (immobiliers ou à la consommation) sans épargne préalable, en partenariat avec un établissement de crédit (la création

d'une filiale spécialisée nuirait à l'unité de la Poste). D'autre part, la Poste devrait pouvoir consentir des découverts aux titulaires de CCP et les facturer selon les mêmes modalités et avec la même souplesse que les banques.

Les membres de la commission estiment en effet que l'établissement créé par la réforme doit disposer des moyens de garantir son développement à long terme. Or l'absence de prêts sans épargne préalable menace ce développement : de 1986 à 1990, la Poste a perdu 2,2 % du marché de l'épargne, la perte étant particulièrement sensible chez les vingt-

cinq-cinquante ans ; malgré une percée dans les SICAV, 75 % de sa collecte correspond à des produits vieillissants (CCP et épargne-logement). Ils contestent les arguments du rapport Ullmo (risques d'importants pertes de parts de marché par les banques, accroissement de l'endettement des ménages). Mais ils admettent qu'il faut permettre de s'adapter aux banques, fragilisées par la concurrence et le coût croissant de leurs ressources. Surtout, ils sont partagés sur le rôle de service public de la Poste en matière financière et sur la nature des prêts qu'elle doit distribuer.

G. H.

La destruction de la centrale EDF Arrighi à Vitry

Disparition d'une sexagénaire

VITRY-SUR-SEINE

de notre correspondant

La centrale électrique Arrighi de Vitry-sur-Seine a été détruite mercredi 16 octobre. Six cents kilos d'explosifs ont rayé du paysage du Val-de-Marne cette centrale thermique qui en faisait partie depuis soixante ans (1). Avec sa destruction, ce sont douze hectares de terrains qui vont être libérés.

Bien qu'elle paraisse aujourd'hui de réaliser une unité de production électrique avec une turbine à gaz de 140 mégawatts, l'EDF n'a aucun projet précis concernant le déficit du site. Face à ce flou, la CGT, soutenue par le PCF, qui est ici sur ses terres (un maire, un député, un conseiller général,

président de l'assemblée départementale, tous communistes), se montre très déterminée. Elle ne veut pas entendre parler de destruction sans reconstruction d'une centrale thermique de deux fois 250 mégawatts brûlant du charbon forain et utilisant la technique dite du « lit fluidisé circulant », peu polluante. Les travaux de reconstruction, selon ses calculs, créeraient mille emplois pendant quatre ans, puis deux cent-cinquante à EDF même. Elle fait valoir que la région parisienne, qui ne produit que 6 % de son électricité, consomme 20 % de la production française.

En bordure de Seine, desservi par la SNCF, proche d'autoroutes, le site bénéficie d'une situation enviable. La CGT craint que l'EDF

ne cherche à tirer profit de ces terrains (2) et qu'ils servent de tête de pont à l'opération « Seine-amont », le projet gouvernemental de rééquilibrage de Paris à l'est, avec la construction de bureaux et de logements provoquant, dans le même temps, la disparition de deux cent-cinquante entreprises (douze mille emplois) de la zone industrielle de Vitry.

FRANCIS GOUGE

(1) Construite en 1931, Arrighi fut la plus grande puissance européenne dans les années 50 et elle reste aujourd'hui encore la seule centrale en France à être équipée de turbines à gaz pouvant fonctionner en cycle mixte.

(2) EDF déclare maintenant qu'il n'y aura pas de constructions immobilières sur le site et qu'il ne sera pas démanté.

ÉTRANGER

Après une chute de 19,5 % du PNB cette année

Les conjoncturistes allemands prévoient un net rebond en ex-RDA en 1992

La croissance économique des cinq Länder de l'ancienne RDA devrait devenir positive l'an prochain, estiment les économistes d'outre-Rhin. Selon un rapport commun aux cinq principaux instituts de conjoncture, publié lundi 21 octobre, le produit national brut (PNB) de l'ex-RDA chutera de 19,5 % cette année, mais à partir de ce niveau très bas, rebondira de plus de 10 % en 1992. Le taux de chômage se stabilisera vers le milieu de l'an prochain, le nombre de demandeurs d'emploi atteignant 1,5 million environ, soit près de 20 % de la population active. « On ne peut pas dire qu'on soit en train de passer rapidement le creux de la vague, mais il n'y a aucune raison de s'inquiéter dans

la région », souligne le rapport. Les économistes s'inquiètent en revanche de la vague d'augmentation de salaires (+ 16 % cette année, + 36 % l'an prochain) et de ses conséquences inflationnistes, susceptibles de mettre en péril le processus de reconstruction de l'économie. Les conjoncturistes recommandent une renégociation des conventions collectives déjà signées, afin que les augmentations reflètent les progrès réels de la production. Dans la partie occidentale de l'Allemagne, le taux de croissance devrait fléchir à 2 % l'an prochain contre 3,5 % cette année, tandis que le taux d'inflation restera élevé jusqu'à la mi-1992 (entre 4,5 % et 5 %), avant de se stabiliser aux alentours de 3,5 %.

G. H.

Forte baisse des mises en chantier de logements aux Etats-Unis

Les mises en chantier de logements aux Etats-Unis ont fortement reculé en septembre : -2,2 % par rapport au mois précédent. Ce recul, qui a surpris les milieux économiques, intervient après cinq mois de progressions mensuelles consécutives (la dernière en date étant celle d'août avec +0,6 % par rapport à juillet). Pour les neuf premiers mois de l'année, les mises en chantier restent ainsi inférieures de 19,4 % au niveau moyen atteint au cours de la même

période de 1990. Après trois trimestres de baisse (4^e trimestre 1990, 1^{er} et 2^e trimestres 1991), la prochaine publication du montant du produit intérieur brut (PIB) américain pour le troisième trimestre montrera très probablement une reprise de la croissance, due notamment à la reconstitution des stocks. Il n'empêche que les derniers indicateurs de conjoncture montrent que la reprise de l'été n'est pas complètement convaincante quant à son ampleur.

EN BRIEF

■ Hausse de 4,3 % de l'indice du coût de la construction en France. L'indice INSEE du coût de la construction, qui sert de référence aux révisions annuelles des loyers du secteur privé, a atteint le chiffre 992 (à partir d'une base 100 au quatrième trimestre 1953) au deuxième trimestre 1991, soit une hausse de 4,3 % par rapport au deuxième trimestre 1990 (951),

selon un avis publié au *Journal officiel* samedi 19 octobre. Dans les logements dont les taux ont été conclus au deuxième trimestre, les loyers pourront donc augmenter de 4,3 %.

■ Un directeur de banque japonaise entre dans les ordres. — Un des directeurs généraux et membre du conseil d'administration de la Sumitomo Bank, troisième banque

Selon un jugement de la Haute Cour de Londres

Price Waterhouse est « libre » de coopérer à l'enquête officielle sur la BCCI

Price Waterhouse, le cabinet comptable de la Banque of Credit and Commerce International (BCCI), est « libre » de coopérer à l'enquête officielle des autorités britanniques sur les fraudes dont la BCCI est suspectée, selon un jugement rendu vendredi 18 octobre par la Haute Cour de Londres. Price Waterhouse avait sollicité l'avis de la justice londonienne sur de nouvelles demandes d'informations et de documents immobiliers par le Bureau des fraudes britannique (SFO), afin de déterminer si la fourniture de ces documents était compatible avec son devoir de confidentialité envers la BCCI.

Par ailleurs, l'association de défense des déposants britanniques de la BCCI a protesté, samedi 19 octobre, contre les fortes amendes réclamées à la banque par les autorités américaines, risquant de « profiter aux contribuables américains » aux dépens des créanciers. Selon elle, les autorités judiciaires et monétaires américaines « essaient d'obtenir des centaines de millions de dollars d'amendes et de dommages civils, bien que, sur les quelque 19 milliards de dollars de dépôts dans le monde, seulement 50 millions concernent les Etats-Unis ».

Partez en Amérique avec les meilleurs.

Tous les hommes d'affaires rêvent de voyager aux U.S.A. sans encombre. Avec American Airlines et American Express, vous êtes sur la bonne voie.

Un service reconnu dans le monde entier. Vous comprendrez pourquoi à bord de nos vols transatlantiques, notre service international Flagship a été primé. Repas et vins délicieux y sont servis par un personnel attentif et chaleureux. Si vous choisissez de voyager en Première Classe ou en Classe Affaires, vous bénéficierez de nombreux avantages réservés aux V.I.P. L'extrême confort de nos fauteuils recouverts de cuir et de laine d'agneau est un exemple parmi d'autres.

Un service international 24 h sur 24. Acceptée quasiment partout dans le monde, votre carte

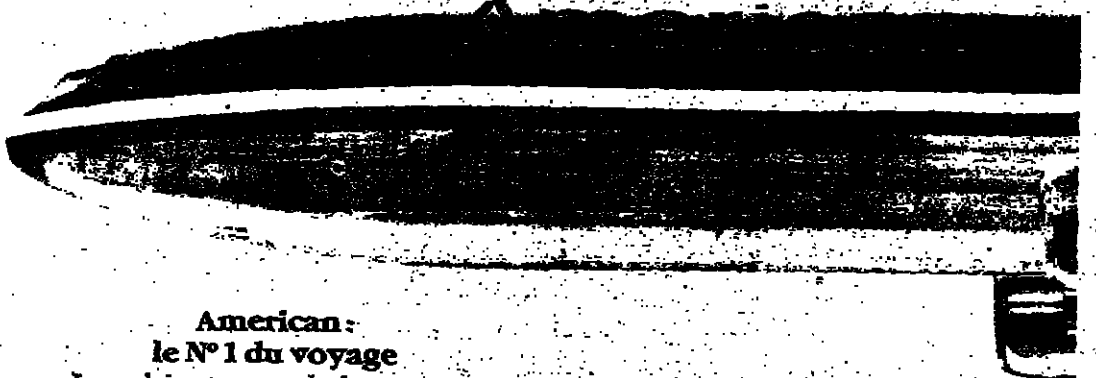
American Express est une compagne inestimable lors de vos voyages. En cas de perte ou de vol, une assistance permanente vous permettra de la remplacer en toute urgence sur un simple coup de fil. Où que vous soyez dans le monde, il y aura toujours un bureau American Express tout proche.



Mais qu'en est-il une fois arrivé aux U.S.A. ? Aucune autre compagnie aérienne ne dessert chaque jour autant de villes américaines. Grâce à un réseau de correspondances très important, American Airlines relie plus de 250 destinations en Amérique du Nord, au Canada, au Mexique, aux

Un réseau de correspondances inégalé. American Airlines assure 200 vols hebdomadaires au départ de l'Europe vers les Etats-Unis.

Caribbes, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud et dans le Pacifique. Partout où va American Airlines, la carte American Express sera la bienvenue. Elle est reconnue dans les meilleurs restaurants, les plus grands hôtels et magasins sur tout le territoire américain.



American : le N°1 du voyage. Lors de votre prochain voyage d'affaires, choisissez le bon numéro ! American Airlines et American Express.

American Airlines® Cards

مركز المصالحة

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La lutte des pays baltes pour l'indépendance économique

Les liens de Tallin, de Riga et de Vilnius avec l'ancienne URSS restent étroits et les dirigeants des nouveaux États s'interrogent sur l'avenir de leurs relations avec Moscou

Huit des Républiques de l'ancienne Union soviétique ont signé vendredi 18 octobre un projet d'union économique. Les pays baltes, nouvellement indépendants, ont fait savoir qu'ils ne souhaitent pas rentrer dans cette union.

VILNIUS

de notre envoyée spéciale

La Lituanie n'est plus officiellement un pays bilingue. Dans les rues de Vilnius, les plaques indicatrices rédigées en russe ont été dévissées, laissant des traces sombres au-dessous des panneaux en lituanien. Sur la place principale de la ville, on s'active encore à niveler le terrain sur lequel se dressait il y a pas si longtemps la grande statue de Lénine.

La langue russe quitte peu à peu la rue. Dans les entreprises, elle est encore loin d'avoir disparu. A l'usine Sigma, de Vilnius, la plupart des murs sont encore couverts de caractères cyrilliques. A la société Dzintars, de Riga, les slogans communistes n'ont même pas encore été retirés, et on entend bien peu parler letton dans les couloirs.

L'indépendance politique, la Lituanie et les deux autres pays baltes l'ont finalement gagnée. Depuis septembre, les trois pays jouissent de leur nouvelle distance vis-à-vis de l'URSS. Mais l'indépendance économique reste un objectif très lointain. Au regard des entreprises, Moscou est toujours très proche. Les dirigeants de Vilnius, de Riga et de Tallinn le savent tous. Pour autant, ils envi-

sagent bien différemment l'avenir économique de leur pays.

Depuis l'invasion de 1940, les économies des trois pays baltes ont été très étroitement intégrées à celles de l'URSS, les usines faisant, dans leur quasi-totalité, partie d'un système de production centralisé. On ne pouvait produire sans matière première en provenance de l'URSS, on ne pouvait trouver de débouchés ailleurs que chez le grand voisin.

Pas de programmes précis

Aujourd'hui, fiers de leur indépendance, les dirigeants des trois pays baltes ont l'air de reconstruire leur économie. Ils ont déjà tous leur banque centrale, leur ministère du commerce extérieur, leur projet de monnaie. Mais aucun n'a défini de programme de réformes économiques précis, ni trouvé la clé des futures relations avec l'ancienne Union soviétique. Le chaos qui règne actuellement à Moscou et dans les autres Républiques ne les y aide guère.

On pourrait penser que la propension naturelle de trois jeunes États, similaires à bien des égards, et qui ont traversé des épreuves communes, serait de s'unir. Quelques conversations suffisent pourtant à constater qu'une véritable alliance des pays baltes est peu concevable, au moins à court terme.

Même entre les deux guerres, le rapprochement entre les trois États n'a jamais pu dépasser le stade des vœux pieux, faute de véritable

volonté politique. Aujourd'hui, la création d'un marché commun est d'autant plus difficile à imaginer que les trois économies, loin d'être complémentaires, ont développé des compétences relativement proches, dans les domaines agricole et de l'industrie légère, principalement. Elles seront donc concurrentes plutôt qu'alliées.

Un accord spécifiant que les trois pays n'érigeront pas de droits de douane entre eux a été signé. Mais de là à former une véritable zone de libre-échange... « La coopération fondamentale pourrait avoir lieu avec les pays occidentaux », entend-on à Vilnius. « Je préfère que la Lettonie noue des relations avec des pays très développés, comme Hong-Kong », réplique-t-on à Riga. « Nous sommes trop similaires pour créer un marché du cours des cinquante dernières années, nous avons tous travaillé pour fournir de la viande et des biens de consommation à l'URSS », conclut-on à Tallin.

Des approches différentes

Même à l'égard de l'URSS, les trois États ont des approches très différentes. La seule véritable unité, en dehors de celle qui se fait pour sortir de la situation d'économie exploitée, touche la création d'une monnaie indépendante. Mais quand ? Partout le mystère est le même. « Nous sommes techniquement prêts à lancer notre monnaie. Mais nous préférons attendre de suivre les développements économiques et

politiques », lance le ministre des Affaires sociales de Lituanie, M. Vytenis Alekšaitis. « Nous allons changer notre monnaie contre... la monnaie commune européenne ! », ironise le premier ministre letton, M. Ivars Godmanis.

L'Estonie affirme vouloir réduire la part de l'Union soviétique dans ses échanges commerciaux à 50 % d'ici cinq ans, alors qu'elle se monte à plus de 90 % aujourd'hui. La revitalisation des liens traditionnels avec la Finlande, séparée à peine par un bras de mer, incite les économistes du pays à l'optimisme.

En Lettonie, les dirigeants sont plus circonspects et savent que l'ancien géant communiste sera leur partenaire privilégié pendant encore de longues années. D'ailleurs, le premier ministre letton a participé à la rencontre d'Alma-Ata et n'a pas exclu que la Lettonie devienne membre associé de l'accord économique qui a été signé le 18 octobre entre huit des anciennes Républiques socialistes. Il y a quelques jours, M. Godmanis interrogeait le secrétaire d'État français au commerce extérieur, M. Jean-Noël Jeanneney, en visite à Riga : « Combien d'années se sont écoulées avant que les relations entre la France et ses anciennes colonies deviennent normales ? » Réponse embarrassée...

Les représentants des deux autres pays réagissent pour leur part vivement aux projets d'alliance économique avec l'URSS : « L'union aura la même monnaie, un tarif douanier commun, même les prix resteront les mêmes... Si rien n'a changé, à quoi bon avoir eu notre indépendance ? », s'exclame le ministre estonien chargé

de l'approvisionnement, M. Alexander Sikkal, à propos d'une possible collaboration de son pays avec la future union économique.

Sur le problème de la dette soviétique, la « sage » Lettonie s'oppose une fois de plus aux deux autres États. « Il faut trouver une manière équitable de partager la dette », déclare le premier ministre, alors que dans les deux pays voisins, on s'indigne à l'idée de devoir rembourser les dettes de l'occupant. Il faut dire que les Russes représentent plus de 30 % de la population de Lettonie, alors que dans les deux autres pays, ils sont plus nettement minoritaires.

La peur du rouble

Selon les calculs de la banque Paribas, si la dette était remboursée en proportion des exportations annuelles de chacune des Républiques, la Lituanie devrait verser aux créanciers étrangers 880 millions de dollars, la Lettonie 680 et l'Estonie 480, sur un total de 65 milliards.

Faute de mieux, la Lettonie lit son avenir économique principalement dans celui de l'Union soviétique. L'Estonie, elle, compte beaucoup sur ses relations étroites avec son voisin du nord, la Finlande. Quant à la Lituanie, ses responsables ont déjà rédigé des projets de réformes économiques, un calendrier de privatisations, distribués en anglais aux étrangers en même temps qu'une liste d'une centaine d'entreprises à vendre.

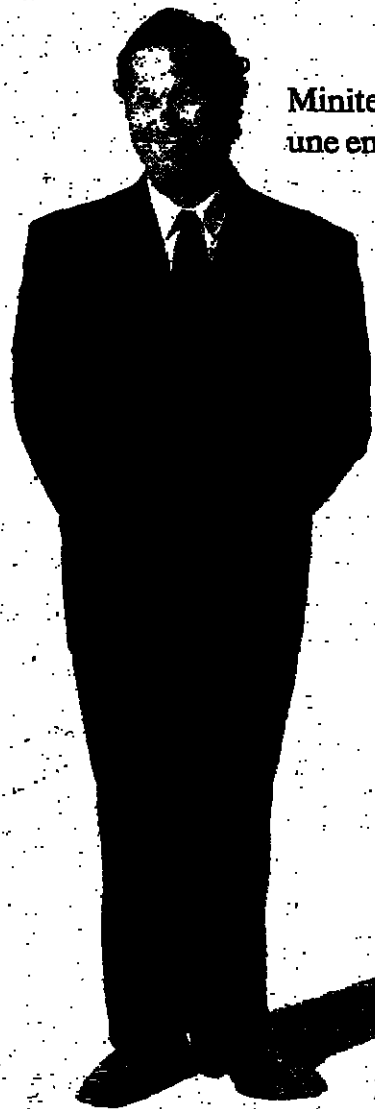
Tous s'unissent sur un point : la nécessité d'attirer les investisseurs étrangers. « Venez vous installer chez nous », disent-ils aux hommes d'affaires étrangers de passage chez eux. Vous aurez ainsi de meilleurs chances de... « conquérir le marché soviétique » ! Avec 8 millions d'habitants à eux trois, les pays baltes ont conscience du peu d'intérêt qu'ils présentent pour les étrangers, en dehors de leur proximité avec l'URSS et de leur connaissance du pays. Un comble pour des États qui viennent de rompre politiquement avec Moscou, au terme d'un très long bras de fer.

En attendant, les pays baltes survivent comme ils peuvent. Les entreprises tentent de libéraliser leur économie et de nouer des liens économiques directs avec les Républiques soviétiques, mais, sauf exception, les grands contrats avec le « centre » seront reconduits pour l'an prochain. Faute de nouvelle monnaie, le rouble est toujours en circulation. Les peurs vont bon train.

On redoute que les Russes ne viennent dévaliser les magasins et, pour se protéger, on exige des acheteurs la présentation de cartes d'identité nationales, comme en Lettonie, ou on distribue aux salariés des coupons d'achat, comme en Lituanie. Certains vont jusqu'à prédire que si la privatisation des entreprises publiques était mise en route immédiatement, des Russes pourraient venir acheter avec leurs roubles les entreprises du pays et saper tout espoir d'indépendance économique ! Malgré la consécration internationale des trois nouveaux États en septembre, leur indépendance est encore loin d'être acquise.

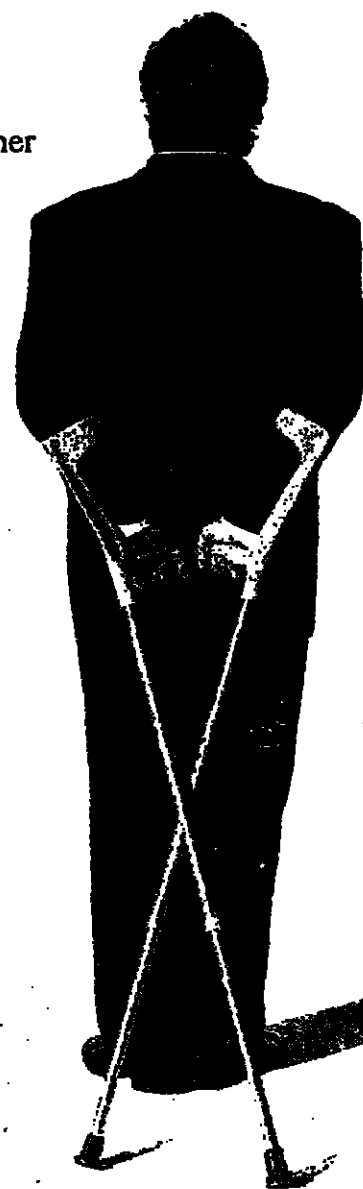
FRANÇOISE LAZARE

meilleurs.



Minitel 36 29 00 59. Parce que quand une entreprise a l'air de bien marcher...

...il est parfois utile d'examiner son bilan.



CALLEGARI BERVILLE

Pour accéder à la totalité des 1 950 000 comptes et bilans des SA et SARL publiés ces cinq dernières années en France et donc savoir à qui vous avez à faire dans les affaires, composez sur votre tél. le 36 29 00 59 et appuyez sur la touche connexion/fin de votre minitel. Vous accédez instantanément aux bilans comptes de résultat, annexes et ratios de structure, d'endettement, de trésorerie... Possibilité de capture sur micro.

MINITEL 36290059. TOUS LES COMPTES ET BILANS DE TOUS LES GREFFES DE FRANCE.



PARIS

Cours relevés à 10 h 12

36-15

18/10

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

MONTANT DES OBLIGATIONS
5 000 francs.PRIX D'ÉMISSION
100,68 % soit 5 034 francs
par obligation.TAUX D'INTÉRÊT
9 % l'an, avec premier coupon
payable le 4 novembre 1992.JOUISSANCE ET RÈGLEMENT
4 novembre 1991.DURÉE
11 ans.AMORTISSEMENT NORMAL
au pair le 4 novembre 2002.AMORTISSEMENT ANTICIPÉ
possible par rachats en Bourse.TAUX DE RENDEMENT
ACTUEL
8,90 % au règlement.Une fiche d'information
(voir COB n° 91-394 du 16 octobre 1991)
est disponible sous l'adresse des établissements
chargés du placement et au siège de la BFCE
21, bd Haussmann, 75009 Paris.
Belo du 21 octobre 1991.
L'émission sera close sans préavis.

La BFCE émet en octobre 1991 1 milliard de francs d'obligations à taux fixe avec la garantie de l'Etat.

BFCE Banque Française
du Commerce Extérieur

ÊTRE
CORRESPONDANT
EN VALEURS DU TRÉSOR
C'EST :

ETABLIR

des prix à la demande sur toutes les Valeurs du Trésor.

PARTICIPER

de manière significative aux adjudications des Valeurs du Trésor.

CONTRIBUER

à la liquidité du marché des Valeurs du Trésor.

REALISER

le placement de Valeurs du Trésor auprès des investisseurs français et étrangers.

ASSURER

une organisation rigoureuse des procédures administratives et comptables.

ENTRETIENIR

des relations étroites avec la Direction du Trésor.



LOUIS DREYFUS FINANCE SA
Correspondant en Valeurs du Trésor

Diffusion de nos cotations des Valeurs du Trésor sur écran Reuters
pages LDGO (OAT), LDGP (OAT), LDQ (BTAN), LDCR (BTF)Tél: (1) 40.66.11.10
87, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris cedex 16

MARCHÉS FINANCIERS

Poursuite des OPA à Londres

Les assiégés de la City
tentent de se défendre

Un accord amical, une tentative de prise de contrôle hostile, les raiders semblent vouloir à nouveau tout essayer sur le marché boursier de Londres agité depuis l'été (le Monde du 25 septembre) par une frénésie d'offres publiques d'achat (OPA) après une longue période de calme. Mais les assiégés tentent tout pour se défendre.

Le conglomérat britannique BTR (British Tyre and Rubber) détiendrait 91 % du capital du fabricant d'emballage en verre Rockware Group, sur lequel il avait lancé une OPA amicale de 197,2 millions de livres (1,95 milliard de francs) en août dernier. Cette première grande offensive de BTR dans l'industrie du verre depuis l'échec de son OPA sur Pilkington en 1987 permet à ce géant de l'emballage en verre de s'emparer, d'un coup, d'un tiers de ce marché en Grande-Bretagne, pays dont il était paradoxalement absent. Cette OPA qui finit bien est l'un des deux raids boursiers qu'a lancés BTR à la Bourse de Londres au cours de l'été.

Si cette offre sur Rockware Group a dès le départ été acceptée par les membres du conseil d'administration de la firme convoitée, il en va tout autrement pour celle lancée sur Hawker Siddeley et qui engage des fonds dix fois plus importants.

Confortable
plus-value

Vendredi 20 septembre, le conglomérat britannique annonçait son intention de prendre le contrôle de ce groupe d'ingénierie pour 1,5 milliard de livres. Immédiatement la direction de Hawker Siddeley rejetait la proposition, la qualifiant de « non sollicitée » et « inadéquates ». A la mi-octobre, la firme a même présenté une défense « radicale » contre BTR en annonçant la vente de la moitié de ses activités et la suppression de 8 000 emplois. Cette technique de restructuration est souvent utilisée par les firmes agressées pour se défendre et décourager leurs acquéreurs. Il s'agit en somme de réaliser avant eux leur plan pour

éviter un changement de contrôle de l'entreprise, le raidier n'y voyant plus de possibilités de gains.

Cette politique s'est particulièrement développée aux Etats-Unis au milieu des années 80, l'exemple le plus célèbre étant celui de Goodyear. Pour faire renoncer M. Jimmy Goldsmith à son OPA sur le numéro un mondial du pneumatique de l'époque, les dirigeants de la firme d'Alcon ont dû, paradoxalement et sous sa pression, se séparer de certaines activités. M. Goldsmith s'est alors retiré en revendissant ses titres à l'entreprise. Il empocha au passage une confortable plus-value.

La même tactique a été employée par le même raidier moins de trois ans plus tard, en juillet 1989, mais cette fois-ci en Grande-Bretagne. Son dévolu était alors jeté sur BAT (British American Tobacco) avec une OPA fracassante de 13 milliards de livres, la deuxième de l'histoire boursière mondiale par son montant, après celle - réussie - de 25 milliards de dollars (142 milliards de francs) de la firme d'investissement new-yorkaise KKR Kohlberg-Kravis-Roberts sur le géant américain de l'alimentation Nabisco.

Pour se défendre, après de longues hésitations, BAT, numéro un mondial du tabac, mettait alors un terme à sa politique de diversification et changeait de stratégie, abandonnant deux de ses quatre secteurs d'activités pour se concentrer sur ses deux activités les plus rentables : le tabac et l'assurance. Au mois d'avril 1990, M. Jimmy Goldsmith jetait l'éponge après avoir salué et appuyé ironiquement cette réorganisation dont il s'attribuait la paternité (le Monde du 25 avril 1990).

Depuis plusieurs mois, ICI, premier industriel de Grande-Bretagne et quatrième chimiste mondial,

applique la même tactique pour échapper aux convoitises de son compatriote, le conglomérat Hanson, entré à hauteur de 2,8 % dans son capital au mois de mai dernier. Ce dernier suit avec attention l'évolution du groupe, avec un sens certain du suspense. Lord Hanson, le patron du conglomérat, distille régulièrement ses commentaires sur la réorganisation en cours, sans préciser clairement ses intentions et sans passer à l'offensive. De plus, depuis la mi-septembre Hanson a lancé une OPA amicale de 351,4 millions de livres sur Beazer, le quatrième constructeur du pays.

Quant à Racal Holdings, un groupe essentiellement engagé dans la sécurité et l'électronique professionnelle, il a pour l'instant uniquement rejeté l'offre de reprise de 753 millions de livres déposée par le conglomérat Williams Holdings le 17 septembre dernier.

Enfin, que fera la compagnie pétrolière indépendante Lasso pour résister à son concurrent Ultramar qui veut en prendre le contrôle pour 1,167 milliard de livres ? La proposition a été désavouée immédiatement par les dirigeants qui la jugent « non sollicitée, extrêmement mal venue et largement sous-évaluée ». Dès le lendemain, vendredi 18 octobre, le marché s'est mis à espérer une sur-enchère venant d'Elf-Aquitaine, qui a immédiatement démenti, ou de British Gaz. Car de toute façon, quelle que soit l'issue d'une OPA, les cours de la firme convoitée s'envolent pendant la bataille. A la grande joie des boursiers.

- DOMINIQUE GALLOIS

A la Bourse de Francfort

Près de 200 personnes
entendues dans une affaire
de délit d'inités

Près de 200 personnes font désormais l'objet d'une information judiciaire dans le cadre du gigantesque scandale d'inités qui a éclaté au grand jour début juin à la Bourse de Francfort. « Nous sommes toujours tombés sur de nouveaux noms au cours de nos investigations », a indiqué M. Hubert Harth, le porte-parole du parquet de Francfort, tout en ajoutant qu'il ne pensait pas que le cercle des suspects s'élargisse encore de manière notable.

La justice allemande, qui enquêtait sur 30 personnes à la fin juillet, étendait son cercle de recherches à 45 personnes un mois plus tard, puis à 150 à la mi-septembre et désormais à 200. L'origine remonte à un délit d'inités découvert au sein de la Deutsche Bank à la veille de l'été (le Monde du 3 juillet).

Pendant trois semaines au mois de juin, des rumeurs diverses circulaient sur des irrégularités qui auraient été commises par la direction des affaires boursières de la Deutsche Bank. La première banque allemande annonçait le 1^{er} juillet le licenciement immédiat de son sous-directeur chargé du négoce des options. Le 4 juillet, le parquet de Francfort ouvrait une enquête pour fraude fiscale contre quatre salariés de la Deutsche Bank soupçonnés d'avoir utilisé leurs fonctions pour mener de fructueuses opérations boursières pour leur propre compte.

L'enquête s'est alors progressivement déplacée sur le marché boursier. Elle affecte désormais 200 personnes opérant à la Bourse de Francfort sur les 1 500 qui y travaillent. L'enquête en cours révèle donc l'insuffisance du système de surveillance allemand et pourrait déboucher sur l'instauration d'une réglementation boursière, notamment en matière de délits d'inités, l'Allemagne étant l'un des derniers pays européens à ne pas disposer de telles protections.

DIRECTION GENERALE

L'enseignement de la comptabilité et des
par des enseignants et experts reconnus.

600 HEURES DECISIVES POUR VOTRE CARRIERE

CPA - Efficace Temps
jour et soirs

Programme résidentiel de 12 semaines

dont 2 à l'étranger

Prochaines sessions

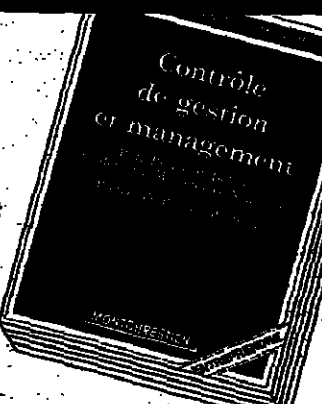
Principales sessions 19-20 juin 1992

Autour de 28 septembre 18 décembre 1992

GROUPE
CPA

REINSCRIPTIONS ET
INSCRIPTIONS
du 19.25.19
Marie-Cristine Dreyfus

Pour
maîtriser la
stratégie de
l'entreprise



Contrôle de gestion et management

Auteurs :

P.-L. Besco, P. Dobler, G. Mendoza-Martinez, G. Naulleau
enseignants à l'ESCP Ecole Supérieure de Commerce de ParisPréface de Patrice Marteau,
directeur de la planification et du contrôle de gestion,
groupe BSN.

480 pages. Prix public : 260 F.

COLLECTION ENTREPRENDRE

MONTCHRESTIEN

26 rue Verghatour 75014 Paris
Tél. (1) 43.35.01.67 - Fax : (1) 43.28.07.42

هكذا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Dirigeants

Le Monde • Mardi 22 octobre 1991 27

POSTES A PLUS DE 400 KF

Directeur de l'Agence pour l'implantation des entreprises étrangères en Ile-de-France

Le Conseil Régional a créé en 1989 avec les principales parties prenantes à l'aménagement de l'Ile-de-France (Conseils Généraux, Villes Nouvelles, Aéroports de Paris, ATRIP, compagnies consulaires) une association pour l'accueil des entreprises étrangères en Ile-de-France qui a trois objectifs :

- promouvoir l'image de l'Ile-de-France auprès des investisseurs internationaux ;
- prospecter les entreprises étrangères susceptibles de s'installer en Ile-de-France ;
- accueillir et piloter celles qui prospectent dans notre région avant de réintégrer définitivement leur site d'installation en Europe.

L'Agence vient de connaître une période de rodage qui a permis son émergence. Le nouveau Directeur devra lui donner un second souffle qui l'installera définitivement comme l'interlocuteur privilégié de toutes les entreprises américaines ou japonaises désireuses de s'implanter en Europe.

Aussi le titulaire du poste devra bien connaître le monde des entreprises internationales et posséder parfaitement au moins l'anglais. Il aura également de bonnes notions en matière d'immobilier d'entreprise et une excellente aptitude aux contacts avec les élus ainsi qu'à l'animation des partenaires et relais institutionnels du Conseil Régional.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence ADDE01 M à notre Conseil :

EQUIPES ET ENTREPRISES
3, rue de la Bourse 75002 PARIS

PARIS • LUXEMBOURG • MONTREUIL • NANTERRE • SAINT-DENIS • SEIN-SEINE • VAL-DE-MARSE • YVELINES

FRANCE SUD

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

FILIALE D'UNE PUISSANTE
FIRME MULTINATIONALE

Notre activité se répartit sur plusieurs sites industriels dans des villes universitaires.

Bras droit du Directeur Général, lui-même basé au siège à Paris, vous serez le Directeur opérationnel de nos unités du Sud de la France - 350 personnes...

Dans le cadre de la mise en œuvre des grandes orientations de notre groupe, vous définirez objectifs et plans d'action.

Véritable Chef d'Entreprise, coordinateur de l'équipe de Direction, responsable de vos résultats, vous développerez notre activité en rationalisant des moyens de production de haute technicité.

Vous pratiquerez un management d'équipe, fondé sur une politique d'information et d'animation.

Vous êtes Ingénieur "généraliste", par exemple AM, vous possédez une solide expérience de direction opérationnelle. Nous vous proposons d'enclencher une nouvelle étape de votre carrière avec l'autonomie de la PMI et le dynamisme d'un groupe.

Merci de bien vouloir nous présenter votre projet de carrière en adressant un dossier de candidature sous la référence LJ/2940-01, à notre Société Conseil. Confidentialité assurée.

JMLP

JMLP Consultants SA
91 rue du Fg St Honoré
75370 PARIS cedex 08

Le Monde des

Carrières Européennes en Entreprises

LUXEMBOURG

AUTOMOTIVE ENGINEER

Responsible for the technical interface between the company and its original equipment customers in the truck/farm/industrial vehicle industry in France and other European countries.
EDUCATION : Diploma engineer.
EXPERIENCE : Tire and/or vehicle industry.

LANGUAGES : French, english and preferably italian and german.
LOCATION : Paris/Rueil.

Send applications and C.V. to :
GOODYEAR FRANCE - Direction des Ressources Humaines - B.P. 310
92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX.

GOODYEAR

Schlumberger Industries

SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans le domaine des équipements et des services d'acquisition, de transmission et de traitement des données liées à la gestion de l'énergie.

Notre unité, implantée en BELGIQUE, conçoit, produit et vend partout dans le monde des équipements de contrôle non destructif destinés à tous les secteurs de l'industrie, notamment l'aéronautique, le Spatial, les Transports... Nous recherchons notre

RESPONSABLE DES VENTES EXPORT

Basé à HERVE (à 15 km de LIÈGE) et en relation avec les responsables techniques et marketing, vous participerez à l'élaboration de la politique commerciale et vous en suivrez l'application.

Vos responsabilités couvriront l'organisation, l'animation et le soutien d'un réseau complet d'agents en Europe, Extrême Orient, Amérique Latine et USA.

Vous êtes en outre directement opérationnel sur une zone spécifique et vous encadrez une équipe de 2 à 3 Ingénieurs Commerciaux.

Ce poste nécessite impérativement une solide expérience (3 ans au moins) de la vente à l'export et, si possible, des compétences en matière de SAV.

Il s'adresse à un candidat de formation supérieure commerciale, ayant de bonnes bases techniques (électronique, physique...) et possédant de réelles qualités de contact et d'encadrement.

Une grande mobilité et la maîtrise de l'anglais sont impératives. La connaissance de l'allemand serait un plus.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en précisant la référence LME/2110, au Service du Personnel

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Division Sécurité et Contrôle
BALTEAU S.A. rue du Calvaire 40 - B4650 HERVE - BELGIQUE

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

3^e arrdt
BEL IMMEUBLE, GD
STUDIO POUTRES
REFAIT, P.C. GACHONÉ.
45-04-23-15.

5^e arrdt
SOLARE ET-MÉDARD
Imm. pierre de tail.
rénové aspect, 4^e étg.
Balc. 4 p., 2 baign. poss.
2 300 000 F. - 45-04-24-30.

16^e arrdt
MUSSETTE
Poutre vdt 2 p., 2 étg.
réf. 42 m².
25 000 F/m².
45-04-24-30.

AV. PAUL-DOLMER
Poutre vend dernier
étg. modern. Gd 2-3 pces.
REFAIT. 45-04-24-30.

92 Hauts-de-Seine
PART. VEND APPT. 75 m²
ASNIÈRES (pr. par Colombes)
3 ét., dble entr. 500 s. vitrerie
T. conf. Dble br. 2 p. ch. Dress.
Cuis. 60-40. et 1. d. 4 neuves.
Puis. 1000. cav. dble part. st.
830 000 F. Tél. 40-35-08-09.

Province
SPECIAL INVESTISSEURS
LOI MEHLENBERG
Location fin 91, avec
quelques appartements
en Province, bien situés.
à partir de 400 000 F.
GARANTIE LOCATIVE 3 ANS
Gestion locative intégrée.
Formalités locatives simplifiées.
* GROUPE BAMA.
Constructeur Immobilier.
Tour Miroir-Paris.
45-38-86-81.

**PENSEZ A
RÉDUIRE
VOTRE IMPOT
DE 60 000 F***

Dans le cadre de la Loi Méhlenberg nous disposons encore de quelques appartements en Province, à partir de 400 000 F. (hors taxes).
Rémunération locative élevée.
Gestion locative intégrée.
GARANTIE LOCATIVE 3 ANS.
* GROUPE BAMA.
Constructeur Immobilier
Tour Miroir-Paris.
45-38-86-81.

DEAUVILLE
dans l'immense résidence.
part. vdt beau gnd. pres.
Hôtel Royal. 150 m² pces.
27 m² bds, 19 m² jrd. priv.
Pavill. 4 pces, 11 ch. 11.500.
Impos. 43-58-59-74 mds.

DEAUVILLE
La Cany
Gnd pces. vdt à vend. 75 m².
5 adresses après 20 heures.
40 (18) 31-88-50-77.

appartements
achats

Rach. URGENT 100 à 120 m²
PARIS. Pdt. 5^e, 6^e, 7^e, 14^e,
15^e, 16^e, 17^e, 18^e. Pdt. 100.
comp. 45-75-48-07.

EMBASSY SERVICE
rach. pour CLIENTS
ÉTRANGERS APPARTS
DE HAUT DE GAMME
PARIS. RÉSIDENTIEL
Tél. : (1) 45-62-18-40

**locations
meublées
demandes**

Paris
RÉSIDENTIE CITY
URGENT rach. pour dirigeants
étrangers d'importantes group.
anglo-saxons LUXUEUX
APPARTS MEUBLÉS
DURÉE 1 A 2 ANS.
LOYERS GARANTIS.
Tél. : (1) 45-27-12-19

locations
non meublées
demandes

Paris
EMBASSY SERVICE
S. pr. de Meudon. 75000 Pcs.
rach. APPARTS
DE GRANDE CLASSE
VIEUX ou MEUBLÉS
HOTELS PARTIC. PARIS
en VILLAS PARIS-CHARENT
T. (1) 45-62-30-00

**locations
non meublées
offres**

Paris
7, place Jussieu
2^e étg., app. 2 pces
et 1 ch. 100. 4^e d'ou
vdt. 4 815 F/m. On visite
mardi 14 h - 16 h.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM.
Constitution de société.
Déclaration et tous services.
Pénalités téléphoniques.
43-55-17-50.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
A L'ÉTOILE**
18^e CHAMPS-ÉLYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO
Bureaux, 100 m², 150 m², 200 m².
Détail : 180 à 385 F/m.
Cf. 47-23-84-21.

GARE DE L'EST bur. 8 m²
rentabilité poss. 10 %.
182 000 F. 43-58-18-81.

bureaux

Siège Social

Bureaux équipés ts services.
Déclaration S.C. - R.M.
S.O.C.E. SERVICES
CHPS-ÉLYSÉES 47-23-84-21
NATION 43-41-81-81

Local 382 m² sur Monaco.
bonne situation
à 500 m du nouveau
Palais des Congrès
(invest. commercial assuré)
DAS 8 000 000 FF.
Loyer 40 000 FF/mois
hors charges.
Tél. : 43-25-70-84
53-15-97-77.

**hôtels
particuliers**

VINCENNES BOIS CHATEAU
HOTEL PARTICULIER.
5/3 étg., Gd liv., 4 chbres.
4 baign. Terrasse. Car.
6 500 000 F. - 45-04-24-30.

RETROUVEZ LA RUBRIQUE

Le Monde
International

PAGE

SUIVANTE

صحة الإنسان

CARNET DU Monde

Naissances

M. Frédéric ANCKI, et M^{me} née Marie-Eugénie de Rochecomte, sont heureux d'annoncer la naissance de

Alexandre.

Bayonne, le 21 juin 1991.

Adoptions

André et Daniel GOUDINEAU-LE CLECH

ont le joie d'annoncer l'arrivée de

MATTHIEU-RAJU

né au Népal, le 12 octobre 1988.

80, avenue Lefebvre, 78300 Poissy.

Mariages

Albertville, Lyon.

Paul et René DELMOND-VILLIARD

sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Jérôme

M^{me} Véronique DOUX.

Les cérémonies civiles et religieuses ont été célébrées, le samedi 28 septembre 1991, à Albertville.

Décès

M. Robert BÉGUIN

s'est endormi dans la paix du Seigneur le 14 octobre 1991, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

De la part de M^{me} Robert Béguin, son épouse, Odile et Jan Mareau, Yves et François Béguin, Jean-Louis et Françoise Béguin, Brigitte et Jérôme Barré, ses enfants, Laurence, Olivier, Sylvie, Marianne, Iris, Claire, Aurélie, Thomas, Christophe, Estelle et Nathalie, ses petits-enfants, Ses sœurs, frères, beau-frère, belles-sœurs, Et toute sa famille.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale.

On nous prie d'annoncer le décès de

Bernard BERTIN,

administrateur civil,

survenu à Paris, le 12 octobre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Châteaufort (Loir-et-Cher).

De la part de M^{me} Marie Bertin, Ses enfants et petits-enfants, 17, rue Varet, 75015 Paris.

M^{me} Arsène Belloir, son épouse, M. Albert Belloir, M. et M^{me} Lucien Belloir, M. et M^{me} Michel Belloir, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Arsène BELLOIR,

survenu le 16 octobre 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le samedi 19 octobre, en l'église de Menetou-sur-Cher, sa paroisse.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Menetou-sur-Cher, dans le caveau de famille.

90, rue de la Blatière, 41320 Menetou-sur-Cher.

(Né le 26 mars 1898 à Valognes (Manche), Arsène Belloir avait été typographe au journal *le Temps* à partir de 1928. La 1^{re} décembre 1944, il entra au *Monde* pour diriger le service de composition de notre journal, rue des Italiens. Il occupa cette fonction jusqu'à sa retraite, le 30 juin 1981. Tous ceux qui l'ont connu au journal ont gardé le souvenir d'un professionnel consciencieux, metteur sa grande force de caractère au service de notre maison. La direction et le personnel du *Monde* présentent à la famille d'Arsène Belloir leurs plus sincères condoléances.)

Denise BARGES-HEUDE, sa femme, Ses parents et toute sa famille, Ses nombreux amis, ont la douleur d'annoncer la mort, le 18 octobre 1991, après une longue lutte courageuse contre le cancer, de

Jean-Jacques HEUDE, agrégé de lettres classiques.

L'inhumation aura lieu à Calais, sa ville natale.

Un concert du souvenir réunira ultérieurement à Paris tous ceux qui l'ont aimé et estimé.

215, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris. (1, place des Fusillés, 82100 Calais.

Jacques Lassalle, administrateur général de la Comédie-Française, La Société des comédiens français, La troupe, Le personnel du théâtre, ont la tristesse de faire part du décès de

Claude LOCHY, pensionnaire de la Comédie-Française, chevalier des arts et des lettres,

survenu le jeudi 17 octobre 1991, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 21 octobre, à 10 h 30, en la chapelle de l'hôpital Saint-Joseph, à Lyon.

(Le *Monde* du 19 octobre.)

M^{me} Laurence Mabileau, M. René Mabileau, M^{me} Claudine Mabileau, M. et M^{me} Albert Mabileau et Bernard, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques MABILEAU, ancien directeur de l'Institut d'études politiques d'Alger, professeur émérite à l'université de Caen, chargé d'enseignement à l'École polytechnique,

survenu le 12 octobre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Saint-Hilaire-Saint-Florent (Maine-et-Loire).

La famille remercie sincèrement toutes les personnes qui s'associeront à leur peine.

35, rue Alain-Chartier, 75015 Paris.

M^{me} Robert Mary, née Janine Senechot, son épouse, M. et M^{me} Jean-François Mary et leurs enfants Olivia et Pierre-François, M. Jacques Mary, M. et M^{me} Jean-Louis Mary et leur fils Adrien.

M. et M^{me} Jean-Laurent Mary et leurs enfants Antoine et Juliette, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jehanne, née Laurence Mary, sa sœur, et leurs enfants, M. et M^{me} Henry Mary, son frère et sa belle-sœur et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Robert MARY,

survenu à Paris, le 17 octobre 1991, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu à Rongères (Allier) dans l'intimité familiale.

M^{me} Jean Monnet, née Denise Bergstrasser, M. et M^{me} Antoine Monnet et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Monnet et leurs enfants, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part de la mort de

Jean MONNET, architecte DPLG, expert judiciaire,

survenu le 12 octobre 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

9, rue José-Marie-de-Heredia, 75007 Paris.

Le CEE prend en charge la formation de vos cadres au Japon pendant dix-huit mois. L'Europe-Asie-Provence-Alpes-Côte d'Azur et Pa Consulting Group Méditerranée organisent une réunion d'information sur le programme ETP le 20 novembre 1991, à 17 heures, en présence d'anciens participants, dans les salons du CMCI, 2, rue Henri-Barbousse, à Marseille. Contact : Martine Lloiger, Euroinfo-centre. Tél. : 91-39-33-77.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-85-25-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 92 F
Abo et adhésions : 80 F
Communications diverses : 95 F
Thèses étudiants : 50 F

Les familles Pelletier, Bourquelot, Daum, Mejac, ont la tristesse de faire part du décès de

Lachie PELLETIER, ancien administrateur civil de l'Assistance publique,

survenu le mardi 15 octobre 1991.

Selon sa volonté, l'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise dans la plus stricte intimité.

117, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

Le docteur et M^{me} Jean-Paul Schoeller, M. et M^{me} Yves Appia, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Bernard Schoeller, leurs enfants et petit-fils, Et toute la famille, font part du décès de leur père, grand-père, arrière-grand-père et parent.

M. André SCHOELLER,

dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 19 octobre 1991.

Le service religieux aura lieu le mercredi 23 octobre, à 14 heures, en l'église réformée de Paris-Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-6.

12, rue de l'Abbé-de-l'Épée, 75005 Paris. 78, rue de Valenciennes, 75006 Paris. 55, rue Vaucaux, 75007 Paris.

Une messe sera célébrée, mercredi 23 octobre, à Saint-Germain-des-Prés, Paris-6, à 11 heures, pour

Edmond MACAVOY, artiste peintre, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, officier des Arts et Lettres, décédé à Saint-Tropez, le 27 septembre 1991.

Anniversaires

Que tous les fidèles à la mémoire de

M. Pierre Louis LAJUGIE de LA RENAUDIE

lui accordent leurs pensées, leurs prières.

Communications diverses

La CEE prend en charge la formation de vos cadres au Japon pendant dix-huit mois. L'Europe-Asie-Provence-Alpes-Côte d'Azur et Pa Consulting Group Méditerranée organisent une réunion d'information sur le programme ETP le 20 novembre 1991, à 17 heures, en présence d'anciens participants, dans les salons du CMCI, 2, rue Henri-Barbousse, à Marseille. Contact : Martine Lloiger, Euroinfo-centre. Tél. : 91-39-33-77.

Toute personne ayant une créance remontant à avant le 30 avril 1975 sur la société Cong Ty Vamco, qui était installée 134, rue Van-Do, à Saigon (Vietnam), est invitée à en saisir d'ici le 31 décembre 1991 l'OFAC (Office of Foreign Assets Control), US Treasury Department, bureau de licence, 2231 ANK, Washington DC 20220, avec copie à M^{me} R.W. Bodaghe, 205 N. Monroe St., Media, PA 19063 (USA), en joignant un bref justificatif.

Soutenances de thèses

L'attribution d'un diplôme de doctorat du problème palestinien de 1947 à 1967. Une thèse de doctorat sera soutenue par M. Amin Charabeh, sous la direction du professeur Dominique Chevalier, le 29 octobre 1991, à 10 heures, salle des Actes à la Sorbonne.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

CORRESPONDANCE

M. Jean-Claude Barreau répond au conseil de réflexion

sur l'islam en France

Mis en cause par le CORIF (Conseil de réflexion sur l'islam en France) à propos de son livre sur l'islam (le *Monde* du 15 octobre), M. Jean-Claude Barreau, président de l'Office des migrations internationales, nous a déclaré :

Je suis sidéré par les déclarations du CORIF. En affirmant que mon livre *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* « contrevient à l'esprit et à la lettre de la Constitution de la France... qui condamne expressément la discrimination sur des critères d'appartenance religieuse », le CORIF confond le respect que l'on doit aux personnes avec la liberté que l'on conserve de comparer les idéologies et religions. Aucun individu ne doit être discriminé pour sa religion ou ses opinions, mais faut-il pour autant renoncer à la possibilité de comparer par exemple l'islam à l'hindouisme ou le marxisme au libéralisme ? Cela reviendrait à dire que la Constitution de la France condamne la liberté de penser garantie par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ! Quant à l'accusation de « discrimination raciale », l'accusation est tellement absurde qu'elle ne peut que nous faire rire.

Je suis sidéré par les déclarations du CORIF. En affirmant que mon livre *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* « contrevient à l'esprit et à la lettre de la Constitution de la France... qui condamne expressément la discrimination sur des critères d'appartenance religieuse », le CORIF confond le respect que l'on doit aux personnes avec la liberté que l'on conserve de comparer les idéologies et religions. Aucun individu ne doit être discriminé pour sa religion ou ses opinions, mais faut-il pour autant renoncer à la possibilité de comparer par exemple l'islam à l'hindouisme ou le marxisme au libéralisme ? Cela reviendrait à dire que la Constitution de la France condamne la liberté de penser garantie par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ! Quant à l'accusation de « discrimination raciale », l'accusation est tellement absurde qu'elle ne peut que nous faire rire.

Je suis sidéré par les déclarations du CORIF. En affirmant que mon livre *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* « contrevient à l'esprit et à la lettre de la Constitution de la France... qui condamne expressément la discrimination sur des critères d'appartenance religieuse », le CORIF confond le respect que l'on doit aux personnes avec la liberté que l'on conserve de comparer les idéologies et religions. Aucun individu ne doit être discriminé pour sa religion ou ses opinions, mais faut-il pour autant renoncer à la possibilité de comparer par exemple l'islam à l'hindouisme ou le marxisme au libéralisme ? Cela reviendrait à dire que la Constitution de la France condamne la liberté de penser garantie par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ! Quant à l'accusation de « discrimination raciale », l'accusation est tellement absurde qu'elle ne peut que nous faire rire.

Je suis sidéré par les déclarations du CORIF. En affirmant que mon livre *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* « contrevient à l'esprit et à la lettre de la Constitution de la France... qui condamne expressément la discrimination sur des critères d'appartenance religieuse », le CORIF confond le respect que l'on doit aux personnes avec la liberté que l'on conserve de comparer les idéologies et religions. Aucun individu ne doit être discriminé pour sa religion ou ses opinions, mais faut-il pour autant renoncer à la possibilité de comparer par exemple l'islam à l'hindouisme ou le marxisme au libéralisme ? Cela reviendrait à dire que la Constitution de la France condamne la liberté de penser garantie par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ! Quant à l'accusation de « discrimination raciale », l'accusation est tellement absurde qu'elle ne peut que nous faire rire.

Je suis sidéré par les déclarations du CORIF. En affirmant que mon livre *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* « contrevient à l'esprit et à la lettre de la Constitution de la France... qui condamne expressément la discrimination sur des critères d'appartenance religieuse », le CORIF confond le respect que l'on doit aux personnes avec la liberté que l'on conserve de comparer les idéologies et religions. Aucun individu ne doit être discriminé pour sa religion ou ses opinions, mais faut-il pour autant renoncer à la possibilité de comparer par exemple l'islam à l'hindouisme ou le marxisme au libéralisme ? Cela reviendrait à dire que la Constitution de la France condamne la liberté de penser garantie par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ! Quant à l'accusation de « discrimination raciale », l'accusation est tellement absurde qu'elle ne peut que nous faire rire.

Je suis sidéré par les déclarations du CORIF. En affirmant que mon livre *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* « contrevient à l'esprit et à la lettre de la Constitution de la France... qui condamne expressément la discrimination sur des critères d'appartenance religieuse », le CORIF confond le respect que l'on doit aux personnes avec la liberté que l'on conserve de comparer les idéologies et religions. Aucun individu ne doit être discriminé pour sa religion ou ses opinions, mais faut-il pour autant renoncer à la possibilité de comparer par exemple l'islam à l'hindouisme ou le marxisme au libéralisme ? Cela reviendrait à dire que la Constitution de la France condamne la liberté de penser garantie par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ! Quant à l'accusation de « discrimination raciale », l'accusation est tellement absurde qu'elle ne peut que nous faire rire.

Je suis sidéré par les déclarations du CORIF. En affirmant que mon livre *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* « contrevient à l'esprit et à la lettre de la Constitution de la France... qui condamne expressément la discrimination sur des critères d'appartenance religieuse », le CORIF confond le respect que l'on doit aux personnes avec la liberté que l'on conserve de comparer les idéologies et religions. Aucun individu ne doit être discriminé pour sa religion ou ses opinions, mais faut-il pour autant renoncer à la possibilité de comparer par exemple l'islam à l'hindouisme ou le marxisme au libéralisme ? Cela reviendrait à dire que la Constitution de la France condamne la liberté de penser garantie par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ! Quant à l'accusation de « discrimination raciale », l'accusation est tellement absurde qu'elle ne peut que nous faire rire.

Je suis sidéré par les déclarations du CORIF. En affirmant que mon livre *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* « contrevient à l'esprit et à la lettre de la Constitution de la France... qui condamne expressément la discrimination sur des critères d'appartenance religieuse », le CORIF confond le respect que l'on doit aux personnes avec la liberté que l'on conserve de comparer les idéologies et religions. Aucun individu ne doit être discriminé pour sa religion ou ses opinions, mais faut-il pour autant renoncer à la possibilité de comparer par exemple l'islam à l'hindouisme ou le marxisme au libéralisme ? Cela reviendrait à dire que la Constitution de la France condamne la liberté de penser garantie par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ! Quant à l'accusation de « discrimination raciale », l'accusation est tellement absurde qu'elle ne peut que nous faire rire.

Je suis sidéré par les déclarations du CORIF. En affirmant que mon livre *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* « contrevient à l'esprit et à la lettre de la Constitution de la France... qui condamne expressément la discrimination sur des critères d'appartenance religieuse », le CORIF confond le respect que l'on doit aux personnes avec la liberté que l'on conserve de comparer les idéologies et religions. Aucun individu ne doit être discriminé pour sa religion ou ses opinions, mais faut-il pour autant renoncer à la possibilité de comparer par exemple l'islam à l'hindouisme ou le marxisme au libéralisme ? Cela reviendrait à dire que la Constitution de la France condamne la liberté de penser garantie par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ! Quant à l'accusation de « discrimination raciale », l'accusation est tellement absurde qu'elle ne peut que nous faire rire.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5633

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

1. On siffle quand elles sont joyeuses. - II. Après la pluie mais avant le beau temps. - III. A de grosses côtes. - IV. Traverses le Tyrol. Peut être pris au salon. - V. Rendu plus sombre. Conjonction. - VI. Préposition. Où l'on peut respirer. - VII. Lieu d'apprentissage. Pronom. - VIII. N'est pas un bon motif. - IX. Qui peut faire rougir. Un coin d'où l'on peut surveiller. - X. Un petit cercle. - XI. Particule. Graisse de ruminant.

VERTICALEMENT

1. Nous a apporté son concours. Un verre de café. - 2. Une cloison bien décorée. - 3. Dans un repas russe. Peut donner le change. - 4. Passa à Berna. Fit disparaître les mouches. Article. - 5. Quinte coupée. Peut marquer le coup. - 6. Autrefois, faisait fureur. Qui ne font pas partie de l'effectif. - 7. Un agrément d'autrefois. On peut s'y perdre quand il est mauvais. - 8. La maison du berger. Se jette dans le Rhin. - 9. Pronom. Qui ne fait pas de vagues. Tient bien la bouteille.

Solution du problème n° 5632.

Horizontalement

I. Imperceptibles. - II. Nari. Alliance. - III. Affaires. Sites. - IV. Muts. Mours. An. - V. Omit. Aérien. - VI. Via. Top. Viral. - VII. Avalé. M. Stow. - VIII. Babé. Sème. - IX. Laine. Nature. - X. Emute. Fémar. Ré. - XI. Mito. Amer. - XII. Nari. Nécrose. - XIII. Orée. Un. Hot. Se. - XIV. Louise. Emau. Tét. - XV. Ans. Inés. Tous.

Verticalement

1. Inamovible. Holb. - 2. Ma. Ami. Mouron. - 3. Praticable. Reus. - 4. Effet. Veau. Lei. - 5. Talita. Si. - 6. Trampoline. Ruer. - 7. Io. Pasé. - 8. Rues. Férés. - 9. Bleu. Vénéti. - 10. Am. Rite. Amoché. - 11. Biser. Tu. Août. - 12. Lai. Ressur. - 13. Entaller. Me. Tu. - 14. Scène. Ondreuses. - 15. Es. News. Arrêt.

GUY BROUTY

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
International

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Inflight catering is the most dynamic and cosmopolitan of service industries and as Europe's foremost operator, Forte Airport Services produces millions of high quality meals to meet the exacting standards of over 150 of the world's most famous airlines at international airports worldwide.

As the Director of the senior management team at our thriving Orly Airport operation, you are responsible for the control, administration and profitability of the entire business - one which employs a 450 strong, multi-unionized workforce to produce literally thousands of meals a day and which operates under the most stringent, time, quality and legislative constraints. The Production, Distribution, Sales and Marketing logistics involved, therefore, are extremely complex. To oversee all these functions and maintain optimum performance you will need an extremely high degree of commercial awareness, gained at senior management level in an equally demanding, pressurized service industry.

An excellent communicator in your native French, you should also possess a fluent command of written and verbal English, together with strong people management, team building and leadership skills.

This truly demanding, virtually autonomous role at the head of one of our prestigious European operations carries an excellent remuneration package.

If you feel qualified, write, in English, your full CV to Mr A.L. Wilson, Director - European Operations, Forte Airport Services S.A.R.L., Orly Fré 636, 94393 Orly Aerogare, Cedex, Paris.

FORTE
RETAIL SERVICES

Vous êtes INFIRMIÈRE/IER D.E.

Vous aimez les nouveautés et souhaitez l'au de dépassement ou plus
Le travail en équipe et les soins personnalisés vous intéressent

Ces aspects, vous les trouverez au CHUV, Centre Hospitalier Universitaire Vaudois, situé à Lausanne, Suisse, au bord du lac Léman.

Des postes sont disponibles dans les services de

**MÉDECINE ET SES SPÉCIALITÉS
CHIRURGIE ET SES SPÉCIALITÉS
GYNÉCOLOGIE - OBSTÉTRIQUE - PÉDIATRIE
SOINS INTENSIFS ADULTES ET ENFANTS**

Condition : Être âgé de 22 à 30 ans.

Nous offrons : • Salaire mensuel brut : 3920 F minimum

+ 13^e salaire • Restaurant d'entreprise • Possibilités de logement.

Engagement : Dès juin 1992.

Adressez-nous votre dossier complet jusqu'au

30 NOVEMBRE 1991 à :

COORDINATION DES SOINS INFIRMIERS

MONT-PAISIBLE 16 - CHUV - CH - 1011 LAUSANNE

Des entretiens de candidatures seront organisés en France

à fin janvier 1992. Vous serez renseignés personnellement.

Nous prions instamment nos annonceurs

d'avoir l'obligeance de répondre à toutes

les lettres qu'ils reçoivent et de restituer

aux intéressés les documents qui leur ont

été confiés.

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Banques : l'impératif informatique

Face à la compétition internationale le système financier français doit poursuivre sa modernisation

BON éleve mais doit poursuivre son effort. Telle est la conclusion du rapport sur l'« Evaluation technologique du système financier français » présenté début octobre par Yves Ulmo, secrétaire général du Conseil national du crédit (CNC). La France n'a pas à rougir de son savoir-faire, qui la place dans le peloton de tête des pays développés dans le domaine des technologies bancaires et financières.

Mais pour préserver l'acquis des 15 à 20 milliards de francs consacrés en moyenne annuellement par la profession aux investissements, il faut maintenir, voire développer les efforts de modernisation, d'autant que les concurrents européens, américains ou japonais, conscients de certains de leurs retards, se sont mis à investir des sommes considérables sur de courtes périodes.

En préconisant la poursuite des efforts, le rapport du CNC n'a pu manquer de poser trois questions : celle de la rentabilité des investissements, et donc de la facturation des services qu'ils contribuent à moderniser ; celle de l'interbancaire, spécificité très française, qui ne doit pas être privilégiée au détriment de la compétition économique ; enfin, celle de la réglementation dans le cadre de l'ouverture internationale, notamment de l'avènement du marché unique européen.

Une réelle réussite

Au cours des dix à vingt dernières années, la banque et la finance française ont énormément investi, développé de grands projets communs, interbancaires et de

place, le meilleur exemple étant celui des cartes bancaires, qui lui donne une avance technologique indéniable par rapport, notamment, à ses concurrents européens. Parallèlement, des programmes ambitieux de modernisation ont été menés au sein des sociétés elles-mêmes, avec des issues plus ou moins heureuses selon les domaines et les établissements.

Dans la banque de réseaux (type BNP, Crédit agricole...), la réussite est réelle : la plupart des opérations bancaires sont automatisées, de même que la comptabilité, les échanges entre banques ou les relations télématiques avec la clientèle. Elle l'est moins dans les activités de marché et de gestion de titres. Enfin, « il faut noter un certain retard, constaté également le rapport, dans des domaines généraux tels que les outils d'aide à la commercialisation des produits, la « banque mathématique », les systèmes de pilotage bancaire (risques, contrôle de gestion, tableau de

bord...), les réseaux internationaux ».

Conclusion du constat : « Si l'on tentait un classement (...), l'industrie bancaire française se classerait au plan mondial dans les trois premières places dans la mise en œuvre des technologies. » Mais il est impératif de préserver cet acquis. « Pour mieux tirer profit des systèmes interbancaires mis en œuvre, achever les projets engagés, poursuivre la recherche de la productivité et de la qualité des services », il faut maintenir, voire renforcer, l'industrialisation et l'effort d'investissement.

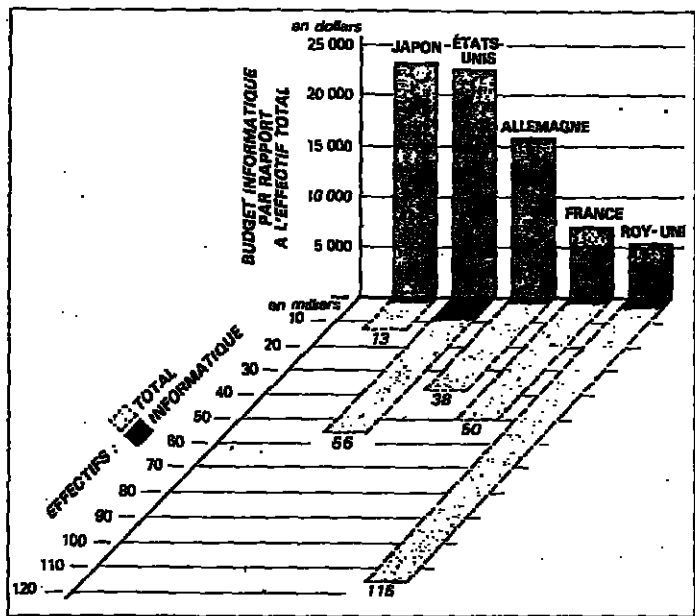
Il n'est plus question, désormais, d'affirmer, comme le répétaient annuellement les banquiers lors de la présentation de leurs comptes, que les dépenses informatiques ne seraient pas récurrentes et que leurs charges finiraient par ne plus peser sur les exercices futurs. Elles font désormais partie du paysage, survie oblige, d'autant que l'ouverture européenne et internationale, va livrer la finance française à une

concurrence de plus en plus exacerbée.

Si certains rivaux européens ou extra-européens avaient pris quelque retard sur la France, ils sont en train de le rattraper à grandes enjambées sur les cinq dernières années. « L'écart d'investissement par rapport aux plus grands investisseurs étrangers (en Europe et aux Etats-Unis) se chiffrait globalement par un facteur 3, et plus dans certaines activités (facteur estimé à 10 dans les activités de marché et titres et de gestion de titres par rapport au Japon) », note le rapporteur Hervé Sitruk.

De nombreux obstacles

Globalement, le budget informatique moyen annuel des Français (350 millions de dollars, soit environ 2 milliards de francs) se situe au niveau de celui des Japonais (300 millions de dollars), à la moitié de celui des Anglais et des Allemands (respectivement 620 et 600



Trois fois moins qu'au Japon

L'enquête menée pour le compte de Bull, en juillet 1990, auprès de plusieurs établissements financiers internationaux : Crédit lyonnais, Société générale et Paribas pour la France; Deutsche Bank et Dresdner Bank pour l'Allemagne; Natwest et Barclays pour le Royaume-Uni; Citicorp, Chase Manhattan et Bank of America pour les Etats-Unis; Sanwa Bank, Industrial Bank of Japan, Sumitomo Bank, Dai-ichi Kangyo Bank, Mitsubishi Bank et Nomura Securities pour le Japon.

millions) et au quart de celui des Américains (1 250 millions de dollars). Mais, rapporté aux effectifs, l'écart se creuse : avec un personnel peu nombreux, le Japon tient la dragée haute aux Américains, aux Allemands, aux Français et aux Anglais, alourdis par des effectifs pléthoriques.

Cependant, si la poursuite de l'effort d'investissement s'impose, le groupe de travail est bien conscient qu'elle bute sur plusieurs obstacles, dont le principal est la capacité de financement des établissements eux-mêmes, réduite notamment par la baisse des marges bancaires. Cela imposera « une plus grande sélectivité des projets, une approche moins globale des développements et un

plus important effort d'organisation pour tirer toute la productivité potentielle des investissements réalisés ». L'effort exigera aussi que les établissements choisissent leur voie. Certains de ceux qui ont engagé des investissements importants voudront les amortir en développant une activité de prestataire de services auprès de tiers, banquiers ou non. « Cette démarche n'est pas spécifique à la France, souligne le rapport, elle constitue une tendance lourde de l'évolution de certains établissements vers le double métier de banquier et de prestataire de services technologiques dans le domaine financier. »

En évoquant le problème des contraintes financières, le groupe de travail n'a pu éviter d'aborder celui de la rentabilité des investissements, en constatant que « la rentabilité n'a pas suivi le niveau des investissements », que ce soit à l'intérieur des banques ou sur le plan interbancaire.

Dans le premier cas, cela remet à l'ordre du jour le bon vieux débat sur la tarification des services bancaires, qui est en France la plus basse d'Europe. « La clientèle qui bénéficie du service n'a pas suffisamment pris conscience des investissements réalisés par la communauté bancaire et financière, et considère que les recettes de l'intermédiation suffisent à couvrir les coûts de ces investissements. » En clair, les clients s'imaginent que les crédits paient les chèques. Même si cela était mathématiquement vrai, le raisonnement serait de toute façon malaisé sur le plan de la gestion.

En matière interbancaire, le problème est tout aussi complexe. « L'interbancaire est une caractéristique majeure du système bancaire et financier français, au service de la clientèle qui en bénéficie et souhaite son maintien ; elle s'est traduite par des investissements réalisés par la communauté bancaire et financière, et considère que les recettes de l'intermédiation suffisent à couvrir les coûts de ces investissements. » En clair, les clients s'imaginent que les crédits paient les chèques. Même si cela était mathématiquement vrai, le raisonnement serait de toute façon malaisé sur le plan de la gestion.

Le rapport recommande donc de mener la réflexion sur l'interbancaire non seulement en tenant compte de l'intérêt commun mais aussi en prenant en considération la compétition économique. Cela, en langage technocratique, donne : « Le débat coopération-compétition est désormais ouvert et ne peut être évacué. »

Dernière interrogation du groupe de travail : l'ouverture internationale, avec les risques qu'elle présente, notamment sur le plan des normes (les normes françaises ayant été établies parfois avant des normes internationales), ou sur le plan des règles proposées par la Commission européenne, qui peuvent être diamétralement opposées aux pratiques françaises.

Rentabilité des investissements, bonne définition de l'interbancaire et environnement réglementaire dans le cadre du marché unique européen : tant que ces trois questions n'auront pas trouvé de réponse, elles constitueront des freins majeurs aux investissements technologiques », conclut le rapport.

CLAIRE BLANDIN

Une automatisation variable

	1979				1990			
	Volume en opérations	Taux d'automatisation	Volume en montant	Taux d'automatisation	Volume en opérations	Taux d'automatisation	Volume en montant	Taux d'automatisation
TOTAUX	2340 MF	16%	15888 MF	5%	6940 MF	45%	67512 MF	15%
Répertoire	7%	100%	2%	100%	9%	100%	2%	100%
Prélèvements	2%	100%	0%	100%	19%	100%	1%	100%
Cartes	77%	0%	39%	0%	55%	4%	28%	1%
Chèques	4%	11%	13%	6%	2%	65%	6%	70%
Effets de commerce	10%	80%	46%	6%	15%	90%	12%	12%
Virements								

Source : Conseil national du crédit 1991.

(MF : millions de francs)

La concurrence imparfaite

Entre le protectionnisme classique et le laisser-faire libéral, l'Europe doit mettre en œuvre une politique industrielle stratégique

par Jean-Luc Fuguet et Robert Zarader

LA décision de la Commission européenne sur l'affaire De Havilland a mis en évidence une contradiction entre la politique de concurrence et la politique industrielle. En fait, ces deux politiques ne s'opposent pas compte tenu des enseignements de la « nouvelle théorie du commerce international » (1). L'approche théorique de la politique industrielle s'avère indissociable de cette réévaluation de l'analyse de l'échange international.

Raisonnant d'un jour nouveau les thèses protectionnistes — et plus prosaïquement interventionnistes — ces travaux fournissent les arguments d'une action stratégique de l'Etat vis-à-vis des firmes (2). Le pouvoir américain en a bien perçu les vertus en finançant, durant les années 80, de multiples programmes de recherches — notamment au MIT (3) — soucieux de donner une légitimité scientifique aux mesures étatiques destinées à enrayer la pénétration du marché américain par les produits japonais.

Les fondements du « renouveau théorique » sont simples : dans la réalité, la nature de la concurrence s'est éloignée de la vision traditionnelle de la concurrence parfaite. L'existence de monopoles, d'oligopoles ou encore de concurrence monopolistique fait de la concurrence une concurrence imparfaite. Dans bien des secteurs d'activité,

leurs stratégies propres. L'intérêt immédiat de cette « norme imparfaite » réside dans son très fort degré de réalisme et dans son pouvoir explicatif. Ainsi, dans ses développements les plus fondamentaux, la « nouvelle théorie du commerce international » conclut-elle à la remise en cause du caractère optimal du libre-échange généralisé.

Elle réhabilite, dans le même propos, le rôle de l'Etat pour mener à bien des politiques commerciales et industrielles stratégiques, dans la mesure où les règles du libre-échange ne sont plus partout opérantes.

Un avantage compétitif

Dans de nombreux secteurs d'activité (électronique, automobile, informatique, etc.), le commerce international traduit les effets de taille — souvent originaux — des marchés nationaux. Cela s'explique par le fait que lorsqu'il y a des économies d'échelle, c'est-à-dire lorsque le coût moyen d'un bien produit diminue avec l'augmentation du niveau de la production, les firmes qui bénéficient du marché le plus large en tirent un avantage compétitif.

Lire la suite page 30

Economistes.

- (1) E. Helpman et P. R. Krugman, *Market Structure and Foreign Trade: Increasing Returns, Imperfect Competition and the International Economy*, MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 1985.
- (2) E. Helpman et P. R. Krugman, *Trade Policy and Market Structure*, MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 1989.
- (3) M. Dertouzos, R. Lester et R. Solow et la commission du Massachusetts Institute of Technology sur la productivité industrielle, *Made in America*, MIT, 1982 (traduction française Interéditions, 1990).

COMPTE OPTIMAL

Pourquoi se priver du 1^{er} compte chèque qui rapporte 7 %* l'an ?

Le premier compte chèque qui rapporte 7 %* l'an.

Un compte chèque classique, c'est bien... mais c'est se priver de faire travailler une bonne partie de son argent. C'est pourquoi de plus en plus de Français choisissent de placer leurs liquidités sur un Compte Optimal, le compte chèque qui rapporte 7 %* l'an.

Votre argent reste disponible à tout moment.

Le Compte Optimal fait travailler tous les jours et automatiquement la totalité de votre argent, à 145 F près : ce compte repose sur la Sicav Optimal dont la valeur de part est de 145 F. Votre argent reste disponible à tout moment grâce au chèque et à la carte bleue Visa internationale. Bien sûr, votre versement initial (25 000 F minimum) vous rapporte immédiatement et reste à votre entière disposition.

Le service Cortal : votre plus sûr allié.

Un banquier, spécialiste des placements, qui vous écoute,



disponible et de bon conseil. C'est cela Cortal. Un service unique en France, réservé jusqu'alors à des investisseurs privilégiés : - en ligne immédiatement, un spécialiste financier pour vous conseiller de 9 h à 20 h, du lundi au vendredi ; - un lien permanent par téléphone ou minitel qui vous permet de passer vos ordres, même la nuit, même le week-end ; - d'entrée, une information objective et claire avec le « Guide Cortal de vos placements », l'information mensuelle, la Lettre trimestrielle : une mine de conseils pour les clients Cortal. Et enfin, un relevé mensuel unique regroupant l'ensemble de vos placements.

La garantie Compagnie Bancaire.

Cortal est une société de la Compagnie Bancaire, premier groupe européen spécialisé dans les services financiers, une garantie de sécurité pour vos placements.

Pour ouvrir un Compte Optimal, 25 000 F suffisent. Pour connaître toutes les caractéristiques du Compte Optimal®, appelez gratuitement le numéro vert 05 10 30 30 ou retournez le coupon-réponse ci-dessous.

* taux annualisé de la Sicav Optimal constaté depuis janvier 1990.

Je souhaite recevoir, sans engagement de ma part, un dossier complet d'information sur le Compte Optimal.

☐ Non
☐ Oui
 Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____
 Ville : _____
 Tél. (dom.) : _____
 Tél. (bur.) : _____
 Profession : _____

Envoyez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'affranchir à : CORTAL, Libres, 9703-75, 75789 Paris Cedex 16.

NUMERO Vert 05 10 30 30

IL N'Y A QUE VOUS QUI PUSSEZ JUGER A QUI CONFIER VOTRE ARGENT.

CORTAL

CHAMPS ECONOMIQUES

La concurrence imparfaite

Suite de la page 29

Usant d'une protection plus ou moins directe et affirmée, certains pays comme le Japon se sont appuyés sur ce type de comportement stratégique pour tirer bénéfice - et faire profiter leurs firmes - de l'avantage du « premier parti » et des économies d'échelle, aggravant ainsi le déséquilibre aux dépens des concurrents internationaux. Le jeu conjoint du degré d'économie d'échelle, du taux de concentration du marché et de la taille ou de la protection - souvent temporaire - du marché national permet même d'effacer certains avantages technologiques des concurrents (1).

Prenons l'exemple de l'instrumentation automobile où, en matière de

captureurs ou de nouveaux matériaux, les firmes françaises ont d'excellents niveaux technologiques, tout en ne pouvant pas les matérialiser et les intégrer suffisamment tôt et massivement en raison d'un différentiel de taille de marché trop important vis-à-vis des firmes japonaises. L'enjeu des asymétries de taille apparaît plus fortement encore lorsque l'on sait que les économies d'échelle sont d'autant plus élevées que la firme investit massivement en dépenses de recherche et développement (R & D), ces coûts fixes étant alors plus facilement amortis grâce aux effets de taille. Ainsi, tout en ayant des capacités technologiques très affirmées, un pays - ou un groupe de pays comme l'Europe - peut connaître des difficultés sur certains marchés de produits élaborés ou technologiquement avancés, voire en être exclu.

Sans aller jusque-là, l'alignement sur les prix du pays bénéficiant des économies d'échelle les plus fortes compresse tellement le taux de marge des firmes des autres pays que ceux-ci peuvent être, en situation d'équilibre commercial, des importateurs nets de toutes les ressources incorporées nécessaires à la production d'un bien (1). Ces situations font que ces déséquilibres commerciaux cumulent perdurent, en s'amplifiant même en raison des effets réels induits au niveau des firmes (contraction des bénéfices, altération des capacités de financement, etc.).

Chaque sur leur marché national, les firmes informatiques et électroniques européennes sont confrontées aux effets de ces évolutions : la crise actuelle en témoigne, de même que le rôle des groupes japonais (Fujitsu, NEC). Dans les restructurations en cours, dans le cas présent, les effets de taille sont conjugués aux effets de prix. La théorie éclaircit ainsi le paradoxe industriel de l'Europe : des

firmes nationales - (souvent protégées grâce à la dynamique des marchés publics ou la socialisation des dépenses de R & D) - restaient confrontées à des marchés trop étroits, nationaux et insuffisamment européens ! Voilà quelques leçons à méditer.

L'asymétrie entre pays s'amplifie dès qu'on y ajoute une réalité quotidienne du consommateur et une variable-clé de la compétitivité moderne : la différenciation du produit. Face aux seules différences des consommateurs, la gamme disponible - et son ampleur - est directement déterminée par la taille du marché domestique. Constat d'évidence quotidienne : cette réalité quotidienne échappe pourtant, comme les économies d'échelle, à la théorie traditionnelle (rendements d'échelle constants, produits homogènes...). Lorsque la différenciation porte sur les caractéristiques des produits, le laisser-faire ne conduit pas toujours à l'optimum (réduction des profits, élimination des produits du petit pays, etc.).

Une légitime défense

Même lorsque les pays sont identiques l'incertitude persiste, car la production de biens différenciés est alors indéterminée : on ne sait pas qui doit fabriquer quoi (1) ! Lorsque la différenciation concerne la qualité des produits, la taille du marché domestique constitue, là encore, un avantage compétitif (autrement dit des dépenses de R & D liées à la qualité, gamme plus large, etc.).

Le jeu des extensions s'ajoute avec, d'un côté, l'extension des politiques de gamme (automobile, micro-informatique), de l'autre l'extension du renouvellement - donc la consommation de biens de plus en plus rapidement amortis et remplacés. Cela amène le plus souvent à des concentrations fortes dans les secteurs où le renouvellement est particulièrement rapide et les dépenses de R & D marginales élevées.

Ainsi les pays européens souffrent-ils d'un handicap de taille de leur mar-

ché respectif, notamment face au Japon et aux Etats-Unis. De ce point de vue, l'intégration des marchés européens a beaucoup à apporter, mais celle-ci ne pourra être que graduée afin de limiter le coût des ajustements et des restructurations des firmes et des marchés qui dépasseront largement les seules lignes de produits (3).

Encore faut-il, pour que les gains potentiels soient effectifs, y compris au niveau des firmes, que le plus grand marché du monde reste suffisamment captif pendant cette période. La protection du grand marché, durant sa constitution progressive, devient une nécessité qui peut être largement étayée par une littérature moderne pour laquelle les bénéfices de la politique commerciale et industrielle stratégique relèvent d'arguments très souvent proches de ceux, traditionnels, qui visent à la recherche du « tarif optimal ».

Cette dimension reconnue d'une politique commerciale et industrielle stratégique de l'Etat, constitue un moyen de promouvoir les exportations. Le cas du Japon est exemplaire : sans fermeture du marché des composants électroniques, le Japon n'aurait jamais été exportateur net, et les groupes japonais auraient été incapables de concourir sur leur propre marché. Le même constat peut être étendu à l'électronique automobile ainsi qu'à une grande partie de la micro-électronique. On peut en tirer quelques principes.

La protection tarifaire ou l'octroi de subventions à l'exportation se révèlent être des armes économiques redoutables pour transférer les profits des firmes étrangères aux acteurs nationaux (Etats, firmes, consommateurs), cela par le jeu des parts de marché ou de la fixation des prix et des marges. L'éventail des actions est large et leurs effets différenciés : les subventions à la production s'avèrent le meilleur moyen d'améliorer l'allocation des ressources, alors que la protection douanière ou les subventions à l'exportation sont mieux adaptées pour conduire au transfert de profits ou à l'amélioration des termes de l'échange.

En revanche, les contingentes,

spectaculaires, se révèlent, d'une manière générale, moins efficaces. Dans cet esprit, une étude récente est particulièrement édifiante : elle montre qu'en matière d'automobile et d'informatique, au cas de « confrontation CEE-Japon », la protection douanière et les subventions à l'exportation sont, dans tous les cas de figure, favorables à la CEE, quelle que soit la stratégie japonaise. Les principes d'une politique stratégique européenne, industrielle et commerciale, doivent s'exprimer aussi bien au niveau des Etats que des firmes.

Trois formes d'action peuvent d'ores et déjà être exploitées :

La première concerne l'élimination, au sein de la CEE, du « dumping réciproque », dont on connaît les effets négatifs tant au plan théorique que pratique. Il suffit de considérer l'état de l'électronique grand public européenne, dont la déstructuration s'est accrue suite à la guerre des prix entre groupes européens. A l'inverse, on peut déjà mesurer l'effet positif de la réglementation européenne au travers des accords d'autolimitation en sidérurgie.

Les règles du jeu

La deuxième forme d'action repose sur la nécessité d'une « coordination industrielle ». Il s'agit de réglementer, si nécessaire, le jeu des relations entre industries (notamment entre industries intermédiaires et clientes) et entre firmes, en s'aidant - au niveau de l'Etat - à la production d'un bien ou en incitant à un comportement coopératif entre firmes. Cette politique, qui a d'ailleurs tant plus d'impact qu'elle concerne une industrie intermédiaire fortement reliée au système industriel (micro-électronique, nouveaux matériaux, instrumentation...) est à la base du développement d'après-guerre du Japon.

Enfin, la troisième forme d'action de la politique industrielle stratégique de l'Europe porte sur la « division européenne des processus productifs ». Celle-ci trouve aujourd'hui son expression au sein d'entreprises conduites comme Airbus, Ariane

et demain, on l'espère, la télévision haute définition (TVHD). Les firmes européennes - et les Etats - ont ainsi intérêt à définir et développer des produits européens (recherche commune, politique de normes, etc.), notamment dans les secteurs à fort contenu technologique, dans la mesure où les stratégies coopératives permettent un meilleur amortissement des coûts fixes de R & D.

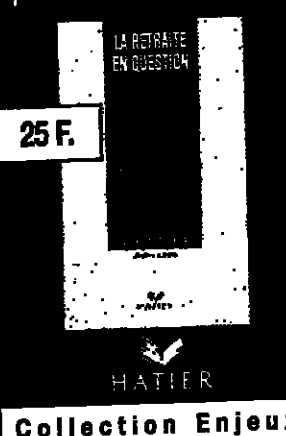
Les leçons de la théorie sont explicites. La voie de l'action est tracée. La « loi du marché » ne peut tout expliquer et les thèses du libre-échange sont très souvent disqualifiées par la réalité de la concurrence. Expliquer les différentiels de développement industriel des Etats ou des firmes par des « accidents de l'histoire » ne satisfait ni les analystes ni les décideurs.

Les succès industriels du Japon ou la stabilisation du déficit de la balance des produits industriels américains (vis-à-vis du Japon) reposent, avant tout, sur l'adoption d'une politique industrielle stratégique. Les Etats-Unis ont eu recours à la politique des quotas dans de nombreux domaines, à des subventions indirectes au profit des firmes de l'informatique et de l'électronique notamment, grâce aux programmes militaires et spatiaux, ou encore à des protections déguisées (réglementation liée à l'environnement, la pollution ou la sécurité...).

Seuls les Etats - nationaux ou communautaires - peuvent assurer efficacement la protection de leurs offres nationales, en imposant, de manière régulière, aux firmes et aux autres partenaires commerciaux des règles du jeu dans un « univers imparfait ». L'interventionnisme européen doit s'exprimer comme l'une des formes principales de cette « politique industrielle stratégique », qui plus est, lorsqu'elle est justifiée par des considérations - comme une opportunité historique incontestable et un moyen terme efficace, rejetant tout à la fois le protectionnisme classique et le laisser-faire libéral.

JEAN-LUC FUGUET et ROBERT ZARADER

Quoi de neuf pour nos vieux jours ?



Collection Enjeux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Compagnie Financière de Paribas

Les comptes consolidés du Groupe Paribas au 30 juin 1991 : une amélioration des résultats d'exploitation malgré une hausse des provisions.

ACTIVITÉ

en milliards de francs	1 ^{er} sem. 1991	1 ^{er} sem. 1990	variation	1 ^{er} sem. 1990
Credits à la clientèle	467	443	+ 5 %	431
Dépôts de la clientèle	403	349	+ 15 %	291

Au 30 juin 1991, les participations du Groupe représentent, en valeur estimative, 65 milliards de francs (contre 49 milliards de francs au 31 décembre 1990).

RÉSULTATS

en milliards de francs	1 ^{er} sem. 1991	1 ^{er} sem. 1990	variation	1 ^{er} sem. 1990
Résultat net global	2,05	2,04	+ 0,5 %	3,55
Part de la Cie Financière	1,30	1,27	+ 2,3 %	2,49
dont :				
• Résultat en revenu	0,78	0,19	+ 310 %	0,17
• Résultat en capital	0,52	1,08	- 51,8 %	2,32

* Les résultats du semestre sont comparés à la moitié de l'année 1990, en raison de la plus-value exceptionnelle de 1,3 milliard de francs avant impôt dégage au 1^{er} semestre 1990 sur la cession d'un immeuble.

La relative stabilité du résultat part de la Compagnie Financière s'analyse en un redressement important du résultat en revenu et une diminution du résultat en capital, une plus-value exceptionnelle ayant été dégage au 1^{er} semestre 1990.

La croissance du résultat en revenu s'explique par la hausse du produit net bancaire (plus de 11 %) et la maîtrise des frais généraux (moins de 3 % de progression).

Le résultat brut d'exploitation est ainsi passé à 5,49 milliards de francs, enregistrant une progression de 27 % par rapport à la moitié de l'année 1990.

En raison de la montée des risques de crédit, les banques du Groupe ont poursuivi leur effort de provisionnement : la dotation nette aux provisions sur créances douteuses s'élève à 3,23 milliards de francs contre 2,48 milliards de francs pour la moitié de l'année 1990, ce qui représente une hausse de 31 %.

RÉSULTAT PAR ACTION

en francs	1 ^{er} sem. 1991	1 ^{er} sem. 1990	variation	1 ^{er} sem. 1990
Résultat par action	15,4	20	- 23 %	39,1

Les opérations Poliet/Ciments Français ont augmenté à la fois le bénéfice net (de 150 millions de francs environ pour la part de la Compagnie Financière) et le nombre de titres en circulation. En l'absence de ces facteurs, le résultat par action aurait été de 17,1 francs (au lieu de 15,4 francs). Cette légère dilution est uniquement due à la baisse sensible des résultats de la société Ciments Français au cours du premier semestre 1991, en raison de la mauvaise conjonction de ce secteur d'activité.

FONDS PROPRES

Les fonds propres comptables du Groupe au 30 juin 1991, y compris intérêts minoritaires, s'élèvent à 57,8 milliards de francs (contre 44,7 milliards de francs au 31 décembre 1990). Ce montant n'inclut pas le résultat du premier semestre. L'accroissement s'explique pour l'essentiel par les opérations Poliet/Ciments Français et l'autofinancement 1990. Le ratio Cooke qui découle de ces fonds propres s'établit au 30 juin 1991 à 92 %, dont 8,1 % au titre des fonds propres stricto sensu.

ACTIF NET ESTIMÉ

en milliards de francs	30.06.1991**	31.12.1990
Global	83,5	69,2
Part de la Cie Financière	56,6	43,7
Par titre	670 F	687 F

* Sans tenir compte des valeurs de fonds de commerce.
** Sans avoir pris en compte le résultat du 1^{er} semestre (15,4 francs par action).

PARIBAS ACTIONNARIAT

3, rue d'Antin - 75002 PARIS - Tél. : (1) 42 95 17 88 - 36.16 CLIFF

BIBLIOGRAPHIE

Le flair des dirigeants

COMMENT passer de l'intuition à l'action, de l'anticipation à la prospective à la stratégie, lorsqu'on est un chef d'entreprise digne de ce nom ? Michel Godet, qui ne recule devant aucune audace, vient de sortir un « manuel » pour affiner le flair des dirigeants. Notre auteur, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, se paie le luxe, cette fois, de mettre sa casquette savante.

Ce livre de méthodes, qui réjouit le préfacier Jean-Louis Beffa, patron de Saint-Gobain, s'adresse surtout aux hommes de terrain mais il est des analyses qui peuvent faire réfléchir un plus large public, voire des chefs d'Etat qui rejoignent le lecteur. Michel Godet a raison d'insister sur le fait que « les leaders du développement sont pas seulement rationnels, mais aussi émotionnels et comportementaux » et de faire plonger très loin les racines du management.

En se référant à deux modèles exemplaires, l'Eglise et l'armée, il fait jaillir de vieux préceptes qui, adaptés aux circonstances de l'époque, perdurent d'un coup toute leur rouille. De même en est-il avec des pionniers de l'organisation du travail, comme Henri Fayol ou Mary Parker Follet qui avait déjà inventé ce que l'on appellera plus tard le « management participatif ».

Toutefois, pour s'adapter au monde en mutation, l'homme a toujours besoin de nouveaux outils et c'est à leur découverte que Michel Godet consacre l'essentiel de son livre. Exploration des pratiques et des pratiques, il faut les pratiquer pour les faire.

PIERRE DROUIN

De l'anticipation à l'action, de Michel Godet. Dunod, 392 p., 230 F.

Avec le chômage, les Etats ont beaucoup de travail.

25 F.

Collection Enjeux.

alternatives économiques

HORS SÉRIE

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

édition 1991

20 thèmes - 80 tableaux et graphiques les chiffres essentiels de l'année 1991, en France et dans le monde

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT 21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

Le Japo

مركز الأبحاث

CHAMPS ECONOMIQUES

Le Japon tenté par l'Amérique latine

Sollicité, Tokyo propose de nouveaux crédits, en évitant de froisser Washington

B IEN qu'il existe des liens anciens entre le Japon et l'Amérique latine (les communautés d'origine japonaise au Brésil et au Pérou comptent respectivement 600 000 et 100 000 personnes), cette partie du monde a longtemps été à la périphérie des intérêts de Tokyo. Jusqu'à ces dernières années, les entreprises nippones y ont certes investi, mais sans grande conviction : leurs implantations, favorisant les industries locales de substitution aux importations, avaient surtout pour but de faciliter les achats japonais de matières premières (bois, minéral, produits de la mer du Chili en particulier).

Quoique en progression, les investissements japonais dans la région étaient restés jusqu'à la fin des années 70 à un niveau relativement faible (6 milliards de dollars en 1988). La crise de la dette extérieure des pays latino-américains, à partir du début des années 80, a refroidi les investisseurs nippons, alors que les banques avaient réduit leurs engagements dans la région.

Les échanges commerciaux ronnaient : à la fin de la décennie 1980, le commerce entre le Japon et l'Amérique latine ne représentait guère plus de 4 % des échanges nippons contre 7 % pour le Proche-Orient, 15 % pour la CEE, 28 % pour les Etats-Unis et 30 % pour l'Asie (1 % avec l'Afrique comme avec l'URSS). Quant à l'aide gouvernementale au développement, elle ne dépassait pas 10 % du total (environ 250 millions de dollars au cours des années 1980).

Mais, au début de la décennie suivante, cette stagnation paraît s'être terminée à sa fin. Si des développements concrets se font encore attendre et si Tokyo est loin d'avoir défini une politique précise à l'égard de cette partie du monde, se manifestent des signes d'un nouvel intérêt.

Une reprise des engagements financiers japonais dans cette partie du monde est évidente : en quelques années, le Japon est devenu l'un des principaux bailleurs de fonds de l'Amérique latine, et il entend assumer un rôle de leader

dans la constitution d'un fonds de secours à la région, dont l'idée a été lancée par le président George Bush.

Une crainte des blocs

Plusieurs facteurs expliquent cet intérêt subit. Tout d'abord, dans le contexte du nouvel ordre mondial qui est en train de se constituer, Tokyo a pour préoccupation majeure d'éviter que ne se constituent des blocs économiques qui limiteraient un libre-échange que les Japonais estiment vital.

Ensuite, l'Amérique latine, zone d'influence traditionnelle des Etats-Unis, est une région où Washington compte trouver des partenaires pour partager le fardeau du redressement économique. Les Japonais y voient une chance à la fois de s'assurer des sources en matières premières et des débouchés éventuels mais aussi d'inflechir les tendances centripètes qui risquent, à leurs yeux, de déboucher sur la constitution d'une entité économique fermée.

Tokyo paraît aujourd'hui conscient que l'Amérique latine

constitue un enjeu qui n'est pas à négliger. Le Japon, qui y a eu jusqu'à présent un profil bas, n'y est pas mal vu. Au contraire, il est sollicité. Pour les dirigeants latino-américains, le Japon, grâce à ses contributions financières (aide et investissements) et son apport technologique, est perçu comme un levier pour de sortir de l'ornière. Il pourrait aussi constituer par une présence économique croissante, un contrepoids au pouvoir des Etats-Unis.

Tokyo semble très prudent en ce domaine, bien qu'il poursuive aussi ses propres intérêts dans la région. Les actions de Washington en vue de la création d'un « marché commun » en Amérique latine ont fortement inquiété les Japonais. En devenant partie prenante dans le jeu latino-américain, ils comptent les inflechir.

Sur le plan politique, cependant, une sérieuse hypothèque pèse sur la politique du Japon à l'égard de l'Amérique latine : toutes ses initiatives restent, jusqu'à nouvel ordre, largement subordonnées au maintien des bonnes relations nippono-américaines. En d'autres termes, Tokyo n'ouvrira certainement aucune crise avec Washington à propos d'un différend dans une région considérée comme une chasse gardée américaine.

La présence des communautés

Dans le passé, des discordances ont pu se manifester entre Tokyo et Washington à propos de l'Amérique latine : le Japon n'a par exemple pas immédiatement appliqué un boycott à l'égard de l'Argentine dans la guerre des Falkland ; en ce qui concerne Panama, il a reconnu un gouvernement que Washington reconnaît sans légitimité ; au Nicaragua, il était prêt à accorder une aide économique aux sandinistes après les élections de 1989. En général, cependant, Tokyo s'aligne sur Washington, et les dirigeants nippons présentent parfois leur assistance à l'Amérique latine comme une faveur (ou un devoir) envers les Etats-Unis.

En Amérique latine, les Japonais

poursuivent essentiellement quatre objectifs économiques : s'assurer un accès aux matières premières (minéral, pétrole, produits agricoles) ; être présents, et par conséquent avoir leur mot à dire, dans une région où est situé le canal de Panama ; un tiers des importations japonaises (en provenance de Colombie, du Venezuela, du Brésil et des ports orientaux des Etats-Unis) y transitent ; constituer à terme une plate-forme d'exportation en direction des Etats-Unis ; enfin, élargir les relations avec les pays du Pacifique.

Dans leur implantation, les Japonais comptent beaucoup sur la présence des communautés d'origine

aux pays d'Amérique latine afin de remettre leur économie sur la voie du développement.

Le Japon s'est engagé à contribuer, pour 500 millions de dollars au cours des cinq prochaines années, au Fonds d'investissements pour l'Amérique latine proposé par les Etats-Unis (dont le montant total s'élève à 1,3 milliard de dollars). Il est en outre à l'origine de la création d'un fonds spécial d'assistance technique au sein de la BID.

Les autorités japonaises ont aussi décidé, en mai 1991, de fournir des crédits en yens d'une valeur de 300 millions de dollars au Chili et au Mexique. Elles se préparent à ouvrir de nouvelles lignes de crédit au Pérou et au Nicaragua. Les Japonais s'emploient à persuader d'autres pays de constituer un fonds de 2,2 milliards de dollars en faveur du Pérou afin que Lima soit en mesure de rembourser sa dette.

Après avoir manifesté une certaine froideur à l'égard du nouveau président péruvien, les Japonais semblent décidés à venir financièrement en aide à ce pays. Mais à la suite d'attentats dont ont été victimes des experts techniques japonais en poste au Pérou, Tokyo a décidé en juillet de retirer temporairement du Pérou ses équipes de coopération.

de Tokyo
PHILIPPE PONS

Les principaux partenaires (en millions de dollars - 1990)

	Exportations	Importations
Mexique.....	2 271	1 931
Brésil.....	1 225	3 173
Chili.....	453	1 522
Colombie.....	442	276
Venezuela.....	238	640
Argentine.....	198	539
Pérou.....	70	572
Amérique latine.....	10 280	9 851

(Source : MITI)

D'abord au Pérou

Il y a presque un siècle que les autorités nippones encouragent l'émigration en Amérique latine, d'abord au Pérou puis au Brésil. Les immigrants étaient des fils de paysans sans terres, endettés, qui ne trouvant pas à vivre sur l'archipel : l'essor économique du Japon au lendemain de la réforme de Meiji s'est en effet réalisé en grande partie sur le dos de la paysannerie.

Bien que durant la seconde guerre mondiale, le gouvernement péruvien ait fait interner aux Etats-Unis plusieurs milliers de ses ressortissants d'origine japonaise, la communauté nipponne au Pérou vient aujourd'hui une place importante dans la vie nationale. Les liens entre les deux pays sont les plus anciens.

A la suite de la découverte de l'archipel nippon par les navigateurs portugais au milieu du dix-septième siècle, les Japonais développent leur présence aux Philippines, alors colonie espagnole ; au début du siècle suivant, ils étaient près de trois mille Japonais à Manille (1).

Certains empruntent les routes maritimes des Espagnols,

se rendent en Amérique latine. Des études récentes tendent à montrer que des Japonais auraient même déjà vécu au Mexique, au Pérou, en Argentine et au Brésil dès le seizième et le dix-septième siècle. Un Japonais participa à la construction du fameux Pont de Piedra sur la rivière Rimac qui traverse Lima, et, en 1703, on trouvait une vingtaine de Nippons dans cette ville de vingt-trois mille habitants.

Le Pérou fut en tout cas le premier pays d'Amérique latine à établir des relations diplomatiques avec le Japon en 1873. Vingt ans plus tard arrivèrent les premiers émigrants. Et c'est l'un de leurs descendants qui est devenu président de la République du Pérou, Alberto Fujimori, dont la famille est originaire du Kyushu.

Ph. P.

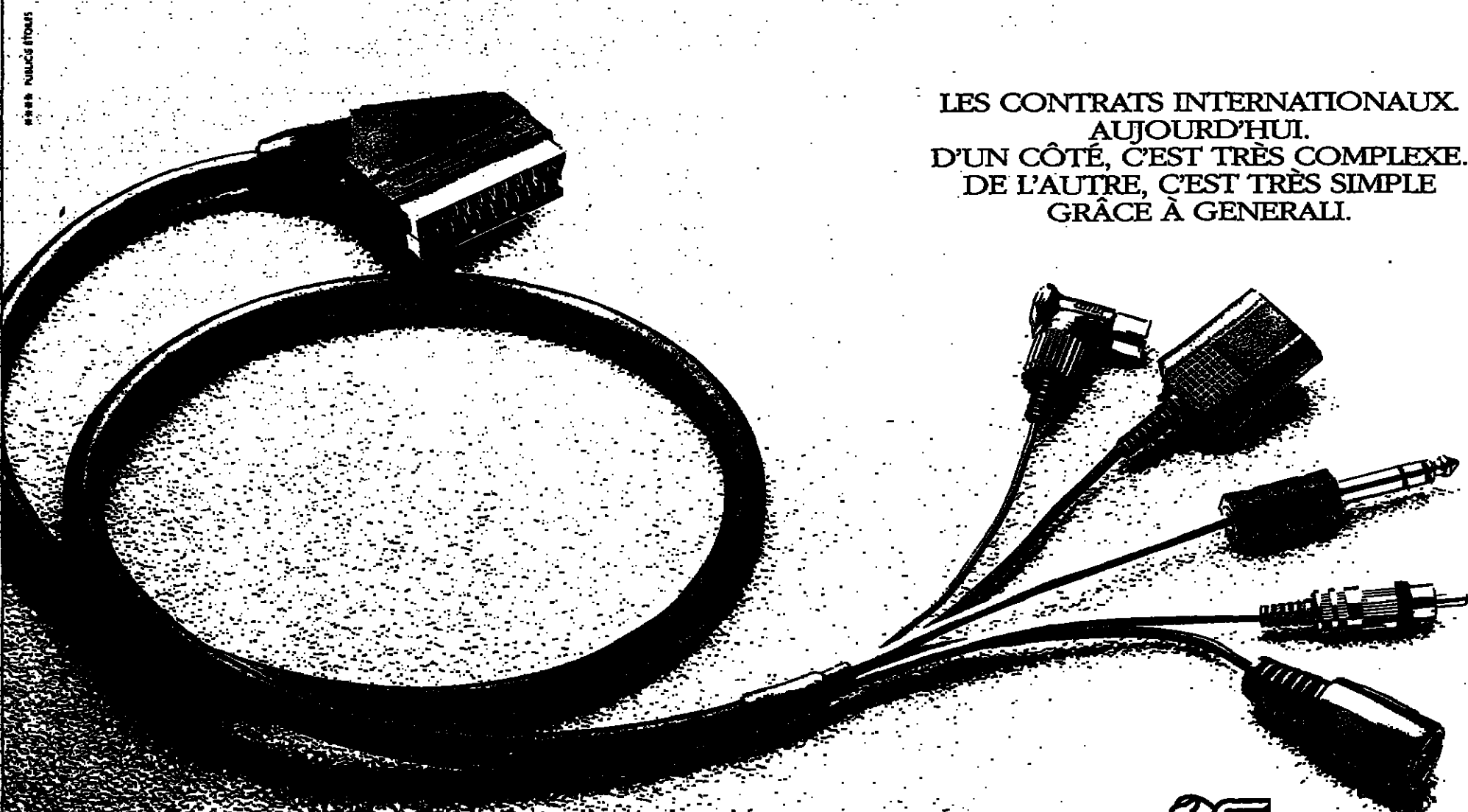
(1) Sur ce commerce actif des Japonais au cours de l'époque ancienne, on peut se reporter au livre écrit de Charlotte von Verschuer, *Le Commerce extérieur du Japon, des origines au seizième siècle* (Maisonneuve et Larose, 1988, 208 p., 140 F.).

LES CONTRATS INTERNATIONAUX.
AUJOURD'HUI.
D'UN CÔTÉ, C'EST TRÈS COMPLEXE.
DE L'AUTRE, C'EST TRÈS SIMPLE
GRÂCE À GENERALI.

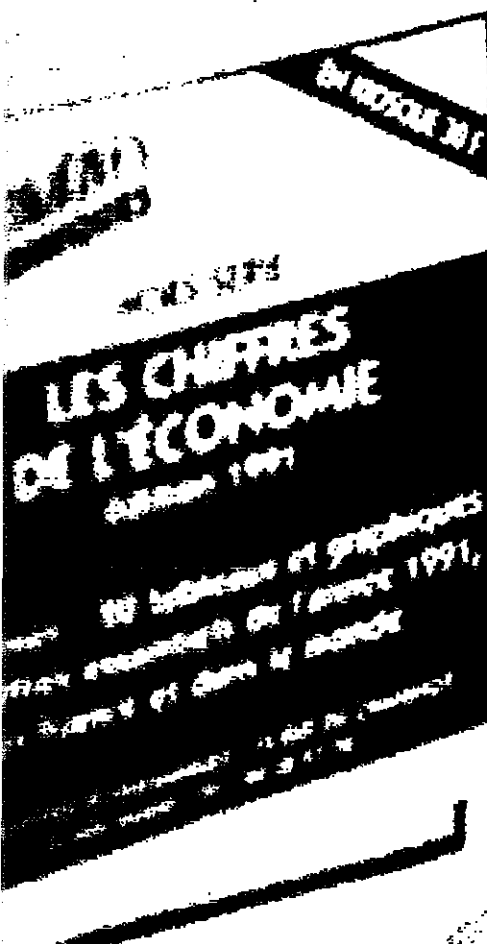
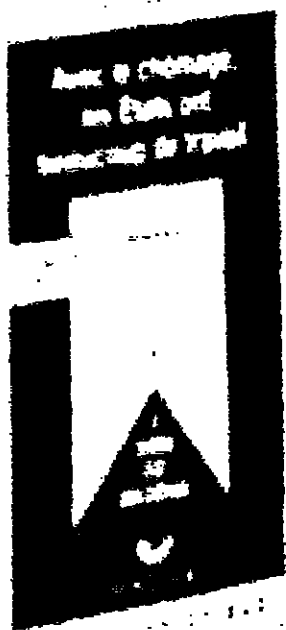


L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

En France: Concorde, Compagnie Continentale d'Assurances, l'Equité, Fédération Continentale, Generali France, Européenne de Protection Juridique, Lutèce, Europ Assistance.



Assurer, dans plusieurs pays, une entreprise multinationale doit connaître et respecter les réglementations nationales. Et ce monde là est plus complexe que jamais. Heureusement, le Groupe Generali en maîtrise toutes les difficultés. Par sa couverture mondiale, par ses réseaux locaux et leur connaissance des spécificités nationales, il peut offrir aux entreprises un « service global international » qui leur simplifie vraiment la vie. Avec Generali, la tranquillité aussi est « sans frontières ».



CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

LA « révolution silencieuse », comme l'appelle Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), est en train de changer la face du monde. Ses résultats sont, d'ores et déjà, suffisamment tangibles pour qu'on puisse parler de l'apparition d'une nouvelle catégorie de pays : les pays « modernes » de l'ex-tiers-monde. Leurs caractéristiques : s'ils ont encore de gros efforts à faire pour combler leur retard accumulé en matière d'infrastructures, d'éducation, d'organisation, d'efficacité des services administratifs, et, bien sûr, en matière de revenus par tête, ils sont à l'heure du monde d'aujourd'hui pour l'orientation de leur politique économique, le contenu des réformes (fiscale, bancaire, juridique, etc.), qu'ils mettent en œuvre, la qualité de leurs investissements privés et publics.

Comme, par rapport à leur PIB, ils investissent trois à quatre fois plus que dans les pays développés (Japon excepté), l'idée d'un rattrapage progressif et peut-être rapide est plausible, sinon encore certaine (la chute brutale du Brésil est de nature à tempérer les plus solides optimismes). Sans doute, ces pays sont loin d'être (encore ?) la majorité, mais ils constituent désormais la référence. Voilà un impondérable qui pourrait être à son tour un puissant facteur de développement.

Pour sortir du sous-développement, souvent synonyme de misère, il est enfin admis que la voie à suivre est précisément celle qui tourne le dos à la révolution bruyante, confiscatrice, stérilisante. Au vu des discours prononcés la semaine dernière, du haut de la tribune de l'assemblée générale de la Banque mondiale et du FMI, à Bangkok, sur les thèmes devenus universels de « privatisation » et de « libéralisation », les sceptiques cachant mal leurs nostalgies pourraient être tentés de n'y voir qu'une nouvelle idéologie se substituant à l'ancienne. L'hymne au secteur privé, feront-ils peut-être remarquer, a remplacé l'exaltation du secteur public. Les exhortations à l'exportation succèdent aux fulminations contre le marché international dans lequel les esprits tenus pour éclairés de naguère

voient un mauvais lieu où les riches manipulent les termes de l'échange au détriment des pauvres. Succomber à cette nouvelle tentative de nivellement, ce serait passer de côté de l'essentiel pour se donner le vain plaisir de dénoncer certaines naïvetés et abus des jusqu'au-boutistes du « libéralisme ».

Il a fallu, à la vérité, aux partisans de l'ancienne idéologie, qui tenaient encore le haut du pavé jusqu'au sein de la Banque mondiale au début des années 80 (date à laquelle elle gagna encore les élections dans un des plus grands pays d'Europe occidentale), une formidable dose d'enfermement intellectuel pour soutenir leur thèse centrale : l'économie de marché, peut-être bonne pour les pays déjà développés – et encore ! –, n'est pas adaptée aux pays qu'on disait du tiers-monde. Or, de par leurs structures, ou leur manque de structures, l'imposition à ces pays d'un système centralisé de commandement économique et du collectivisme patrimonial représentait une somme de contraintes encore plus insupportables que dans le cas d'un pays déjà hautement industrialisé comme, par exemple, la Tchécoslovaquie. Les grandes entreprises, sur lesquelles il est facile, du moins dans un premier stade, de mettre la main, y étaient rares ; la proportion des salariés, dans la population active, très faible (pas de salariat acceptable sans un important capital accumulé) ; les courbes de transmission du pouvoir, distendues ; le centre de pouvoir lui-même, le plus souvent sans foi ni loi.

Pour mesurer la capacité d'étouffement des énergies par les régimes collectivistes dans les pays pauvres, rien de plus démonstratif que le spectacle donné par la libération, fût-elle des plus incomplètes, de ces énergies. Il aura suffi que le gouvernement vietnamien soulève un tout petit peu le couvercle pour qu'une multitude de petits entrepreneurs s'engouffrent dans la brèche. Rares, grâce à Dieu,

ont été les nations qui ont eu à subir une mise au pas aussi radicale que le Vietnam, mais, presque toutes, dans le vaste tiers-monde, ont été victimes de l'ingérence intempestive, dans la vie économique, d'appareils d'Etat d'autant plus interventionnistes et tatillons qu'ils étaient incompétents et inefficaces.

C'est ici qu'intervient la « révolution silencieuse ». Non pas que, brusquement, les gouvernements et leurs administrations soient devenus plus diligents et plus expéditifs. Mais une prise de conscience s'est incontestablement produite, et elle commence, dans un certain nombre de cas, à produire ses effets. Rappelons-nous le discours sur le « conditionnalité » du Fonds monétaire. Il est vrai que celui-ci subordonne souvent ses concours financiers à des conditions dont la dureté le disputait à l'irréalisme. De sanglantes émeutes, à Casablanca, à Tunis, au Caire, à Caracas et ailleurs, furent indirectement provoquées par le dogmatisme des experts internationaux. C'est eux qui dictaient aux gouvernements concernés des mesures aussi explosives qu'un triplement immédiat du prix des produits de première nécessité. L'objectif était de supprimer les subventions budgétaires. Le remède était pire que le mal.

MAIS tirant prétexte de ces terribles erreurs, les porte-parole officiels du tiers-monde en étaient venus, dans les conférences internationales, à présenter une critique caricaturale de la notion de « conditionnalité ». Ils se berçaient de l'idée qu'il suffirait de stimuler la croissance, à coups de crédits, pour résoudre les problèmes d'équilibre, faisant l'impasse sur cette évidence : impossible de concevoir l'octroi de prêts internationaux sans demander aux débiteurs souverains certains engagements de bonne gestion. Silencieusement d'abord, puis en le proclamant haut et fort, les gouvernements du sous-con-

inent asiatique, de l'Afrique et de l'Amérique latine, sont de plus en plus nombreux à penser que sans gestion sérieuse des finances publiques, sans régulation stricte du crédit intérieur – et extérieur –, aucune activité économique ne peut prospérer. A Bangkok, ce fut le représentant de l'Inde, un Etat longtemps voué à la pratique et à la bonne conscience du dirigisme, qui fut le premier à déplorer le relâchement, dans son pays, de la « discipline budgétaire » et ses effets funestes. Vantant les mérites du mouvement de libéralisation amorcé dès le début des années 80, il s'engagea à aller beaucoup plus loin : « Nos réglementations et contrôles ont perdu toute utilité, il est grand temps de les démanteler », a-t-il dit. « Nous avons pris de sévères dispositions de discipline budgétaire et monétaire », a, pour sa part, déclaré le délégué du Bangladesh.

Ce qui frappe, c'est le parallélisme des réformes introduites d'un continent à l'autre par les gouvernements dont la politique sert désormais de modèle. Un pays en voie de développement typé est, de nos jours, un pays qui introduit la TVA pour éliminer les « distorsions » inhérentes à une taxe sur le chiffre d'affaires « en cascade », qui abaisse son tarif douanier (encore très élevé en moyenne) ; en bref, c'est un pays qui vise avant tout à favoriser l'éclosion d'un secteur privé dynamique par la libération des prix, la levée des restrictions sur les investissements étrangers et d'autres mesures de même inspiration. Le principe directeur est de remplacer les contrôles obsolètes par une politique budgétaire et monétaire à la Bérézgovy.

Les pays du tiers-monde « modernes » ont retrouvé le chemin de la croissance, sans prétendre toutefois faire aussi bien que la Thaïlande, où 1991, année de « très sensible ralentissement », sera tout de même marquée par une augmentation de 7 % environ du PIB. Ils épargnent une

part considérable de leur revenu national qui peut dépasser largement 20 %. Grâce à l'adjonction des capitaux extérieurs, ils peuvent ainsi consacrer à l'investissement des ressources relativement très importantes, représentant dans certains cas plus de 25 %, voire plus de 30 % du PIB.

LS ont réduit leur taux d'inflation, au-dessous de 10 %. Ce taux est ramené au-dessous de 7 % là où la politique monétaire a obtenu le plus grand succès. Ces pays ont plus ou moins stabilisé leur monnaie, rompent avec la tradition désastreuse (longtemps encouragée par le Fonds monétaire) des taux de change glissants à la brésilienne. Le succès des gouvernements stabilisateurs, Thaïlande et Tunisie pour prendre ces deux exemples, serait plutôt d'éviter que cette stabilisation ne débouche, au bout de quelques années, sur une surévaluation, puisque, dans les pays industrialisés dont la monnaie sert de référence – dollar, franc, panier de devises fortes –, le niveau général des prix monte moins vite. Cela conduit les autorités à se donner pour objectif la stabilité du « taux de change réel », construction statistique, il est vrai, particulièrement fuyante (parce que faisant entrer en ligne de compte la difficile comparaison entre l'inflation intérieure et l'inflation extérieure), mais dont les économistes du Fonds monétaire, nullement découragés par de cuisantes expériences du même genre, font grand cas. Retenons ici que le dogmatisme s'est réfugié dans la technique et espérons, avant de reprendre le sujet, que les fausses tranquillités fournies par des indicateurs imprécis ne conduisent pas à de nouvelles situations d'impasse.

En s'appuyant sur l'exemple de deux pays cités au paragraphe précédent, on s'efforce de compléter, de manière plus concrète, le portrait-robot du pays « moderne » naguère dressé dans le tiers-monde. On commencera par décrire la stratégie dont ont usé les dirigeants thaïlandais pour passer, depuis bientôt quatre ans, d'un déficit budgétaire mais modéré du budget à un surplus. Qui sait s'il ne pourrait pas servir ailleurs ?

(A suivre)

PAUL FABRA

Les pays modernes du tiers-monde

LECTURES

BERNARD MARIS

La France sans identité

Contrairement à un mot célèbre, le franc n'est pas la France. La rigueur monétaire trace des lignes de défense qui n'autorisent que les drôles de guerre. Le vrai terrain de la souveraineté, c'est l'industrie. Trois ouvrages soulignent la fin de l'exception française, et, peut-être, le désir inavoué de s'en arranger, selon une chère expression présidentielle.

Malthusianisme ?

Entre l'Etat et le marché. L'économie française des années 1980 à nos jours (1), sous la direction de Maurice Lévy-Leboyer et Jean-Claude Casanova. On y entre par un chapitre flamboyant, à la Zeldin, un vrai chapitre des passions françaises : « La capacité d'innovation », de Jean-Jacques

Salomon. Quelle belle analyse ! Nos entrepreneurs furent des « sous-officiers » plus que des capitaines, centraliens et gaudarts – Peugeot, Michelin, Levasor, Bleriot, Latécoère – qui innoveront par expérience, par apprentissage et non par rupture.

Retard ? Oui, retard séculaire par rapport à l'Angleterre en termes de marché, de protection sociale, d'urbanisme. Mais la France la dépasse partout aujourd'hui (Jean-Charles Asselain). Déclin ? Oui, la France était la première pour l'automobile et l'avion ; mais elle demeure la deuxième exportatrice du monde par tête d'habitant, devant le Japon (Jean-Claude Casanova).

Intelligents ? Oui, mais la consommation de masse a homogénéisé de façon extraordinaire les comportements, dit André Babeau, et la dispersion des revenus y est désormais comparable à celle des pays égaux, souligne Christian Morisson. Fiscalité injuste ? Oui, mais elle a permis cette « révolution tranquille » des revenus.

L'industriel français ne chemine pas à contre-pied du banquier orthodoxe, lequel n'est pas toujours coupable de non-assistance à PMI en danger (Alain Plessis). En vérité, l'industriel a froid s'il est enfermé : la tradition protectionniste depuis Méline jusqu'à la deuxième guerre, la politique coloniale canalisée vers l'outre-mer le commerce extérieur, désormais structurellement déficitaire hors de l'empire.

Catastrophique et rémanente tradition du pré carré, où la politique étrangère est indissociable du commerce, au détriment de ce dernier, et finit en coups politico-médiatiques qui arrêtent de la quinquillerie électronique à Politix ! Au-delà de l'étude des mentalités, ce livre est une remarquable analyse de cent ans de politique économique, avec toutes les séries longues, les graphiques, et les références appropriées.

Le colbertisme, c'est le « champion national », apte à fabriquer français le gros ordinateur ou le gros superordinateur. L'hercule de force,

gonflé et dégonflé à la pompe du crédit public, lequel est finalement mieux distribué dans les bureaux que le chromosome du risque. On a le sentiment qu'à l'exception de l'élan d'après-guerre, la politique industrielle fut globalement funeste (Christian Stoffer).

Funeux plan Freycinet (1879), qui fixe les capitaux dans l'industrie traditionnelle, et rate le tournant de l'électricité. Funeux rendez-vous manqué avec le téléphone, par une administration obscurcie par l'idée de perdre son monopole. Funeux récupération étatique de l'aéronautique – la première nationalisation de fait –, dans le but inavoué de faire du militaire, et premier exemple de catastrophe commerciale organisée par la technocratie.

Funeux plan-calcin, funeste filière à uranium naturel, funeste procédé Secam, funeste superordinateur, funestes plans sidérurgiques, en attendant peut-être le funeste nucléaire. Alors, exit les colbertiens, les saint-simoniens, leurs verbiages et leurs rares succès (Ariane, Airbus, TGX) ?

Trop petite pour jouer aux Américains – le militaire et l'espace –, mais trop grande pour se contenter du civil et du technique comme les Allemands, la France est évidemment condamnée à dépasser la petitesse de ses grands airs. Rêvant de faire du capitalisme sans capitalistes, elle cherche une spécificité sans plus forte réserve de paysans et un système éducatif monumental, bientôt monument historique.

Il faut lire cette « fin de la spécificité française » (Maurice Lévy-Leboyer). On en retire un certain désenchantement, mais peu d'inquiétude. La France sut toujours commencer par perdre avant de gagner. Encore quelques défaites, et tout ira bien.

Angélisme ?

La France ou la souveraineté menacée (2), de Jean-François Bensahel, refuse passionnément de voir la France décliner industriellement. « La France n'est pas la Lou-

siane ». Ah, l'émouvant jeune homme ! Mais après l'expatriation des ingénieurs (faux), le déclin du politique (banal), l'idéologie économique (intéressant), la montée des juristes (très intéressant), tout à coup, parant du libre-échange et de la concurrence, notre candidat révèle une perspicacité hors du commun.

Les dés du libre-échange sont pipés (protectionnisme caché, etc.), soit, mais, surtout, la France, un peu bécasse, occupe à Bruxelles la place du prosélyte appliqué. Une récente affaire de rachats laisse à penser qu'effectivement, le nez sur l'agriculture et le cœur dans les limbes monétaires, elle n'a pas vraiment compris où se jouait le futur européen.

Il se jouera, dit Jean-François Bensahel, sur les capacités d'attraction de l'entreprise, ce « nomade », c'est-à-dire sur le terrain du droit de la concurrence, des cessions et de la forme juridique des firmes, où non seulement notre retard est considérable, mais où nous ferons face au système redoutable du lobbying et des lobbies anglo-saxons.

Bien sûr, on s'arrachera chez nous non pas des services ni de l'intermédiation, dont les autres nations n'ont que faire, mais des techniques, de l'intelligence et de la recherche. Bref, du patrimoine industriel.

La France, angélique, croit au libre-échange comme au pacifisme aux pactes de non-agression. Et notre bouillonnement de nous livrer la même interprétation militaire de l'économie japonaise. Terriblement impressionnant. L'une des meilleures du genre. L'appât de profit n'est que le leurre de la volonté de puissance. Les Français, demeurés au stade du bernard-tapisme ou du social-européisme godiche, s'imaginent que l'économie, c'est faire du profit.

Erreur ! Tragique erreur ! L'économie, martèle-t-il, c'est du combat pour la souveraineté. Chez lui, l'économie acquiesce de la grandeur : « L'économie, redescendu sur terre, redévoit absolument l'un des domaines de la politique ». Belle, noble phrase. Et ce livre est plein de noblesse, rien moins qu'un délire chauvin. Même s'il parle d'élite et de peuple. Il surprend.

Colbertisme ?

La France en pagaille (3), d'Alain Cottat, questions d'histoire, nous en réserve une belle. Histoire la politique industrielle, la France, sa mission, Colbert et le reste, mais, sous la harangue, la plus sangrante des armes : l'inflation. On se pince. On la croyait au placard entre l'indépendance et le contrôle des prix. Et non ! Elle va faire une partie. Histoire à venir, ennemi, « malthusien » comme la marche de ses soldats, frémissements complices.

Le casque à pointe d'argent désigné, avant de revenir à cette invraisemblable histoire d'inflation, savourons le style d'Alain Cottat, drôle, sa faiblesse pour la « rousserie des Français », l'allégorie religieuse (Olivier Azaïs bécote les pieds de saint François), et son incroyable prestesse des chiffres et des mots. Essayons-nous au bonneteau.

La désinflation et la désindustrialisation, roulement menées par les socialistes, restaurèrent les profits. Ces profits s'investirent en Amérique. En France, la hausse des taux d'intérêt réela fit ressurgir les rentiers. « Tout se passe comme si les entreprises empruntaient aux banques pour prêter aux Etats ». La bulle du rentier. Conséquence : débauche industrielle et commerciale. Bien.

Mais en même temps, l'épargne s'effondre... Bizarre... D'autant qu'en période d'inflation, quand le taux d'intérêt réel était négatif, les Français épargnaient. Mais, dit Cottat, « dans le domaine économique, la complexité régit en maître, une série de causes n'a jamais la même série d'effets ». Nous voilà soulagés, les Français ne sont pas comme les autres, et ils ne méritent pas moins que la théorie hétérodoxe d'Alain Cottat.

Qui n'est pas, tout à fait, celle de la relance. Car une relance en 1992 cumulerait, outre les faiblesses des relances Chirac et Mauroy, celle de l'appeler Cresson. Il faut du déficit budgétaire pour les revenus les plus faibles. C'est vague. Mais à l'évidence, on ne s'embarrasse pas des modalités. « Redonnez-leur de l'inflation, et les Français feront le reste ». Trois ficelles à un Italien et l'on

Pourquoi nous ne devons pas être économistes d'écologie.

LEÇON N° 1 : L'ÉCONOMIE DE L'ÉCOLOGIE

25 F.

HATIER

Collection Enjeux.

Syndicats de crise ou crise des syndicats ?

25 F.

HATIER

Collection Enjeux.

Après les incidents provoqués par les agriculteurs

M. François Mitterrand demande au gouvernement de faire respecter l'autorité de l'Etat

M. François Mitterrand, qui doit être, mardi 22 octobre de 8 heures à 9 heures, l'invité d'une émission spéciale de France-Inter, a convoqué, samedi soir, à l'Elysée, le premier ministre, M. Edith Cresson, le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, et le ministre de la justice, M. Henri Nallet, « afin d'examiner diverses dispositions en matière d'ordre public ». Cette réunion faisait suite aux nouveaux incidents provoqués par les agriculteurs en colère.

Quand le président de la République avait accepté, vendredi dernier, l'invitation que lui avait transmise France-Inter de participer, mardi matin 22 octobre, à une émission spéciale, il l'avait

fait avec l'intention d'évoquer sur tout les affaires européennes dans la perspective du prochain sommet européen de Maastricht.

Entre la rencontre franco-italienne des 17 et 18 octobre à Viterbe et la réaction franco-espagnole prévue les 25 et 26 octobre à Bayona, M. François Mitterrand se proposait notamment de réaffirmer ses convictions sur la nécessité de « réussir Maastricht » pour engager la construction politique de l'Europe des Douze dans une « étape décisive ». Il voulait commenter lui-même, notamment, l'initiative franco-allemande du 14 octobre qui préconise un renforcement des responsabilités européennes en matière de défense.

« Coup de poing sur la table »

Les opérations de « commando » qui ont eu lieu dans la soirée de vendredi à l'initiative de paysans exagérés et les incidents qu'elles ont provoqués à Moissac, Bourges, Nancy et Nevers, où étaient visés trois membres du gouvernement, MM. Jean-Michel Baylet, Michel Sapin et Pierre Bérégovoy, ont modifié le caractère de cette intervention présidentielle.

M. Mitterrand évoquera donc aussi cette jacquerie paysanne ainsi que les autres conflits

sociaux qui vont s'étaler tout au long de la semaine, en particulier la grève des infirmières au sujet de laquelle l'Hotel Matignon se montre critique pour la façon dont le ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, a géré jusqu'à présent ce dossier.

La convocation imprévue à l'Elysée, samedi soir, du premier ministre, du ministre de l'intérieur et du ministre de la justice, pour « examiner diverses dispositions en matière d'ordre public », n'a fait qu'ajouter au sentiment de crise suscité par la multiplication des manifestations à travers le pays, mais le chef de l'Etat a voulu que tout le monde comprenne que sa patience n'était pas sans limites.

Bien que, selon l'Elysée, cette réunion n'ait débouché sur « aucune décision », il est clair que M. Mitterrand estime qu'un seuil critique risquerait d'être atteint si le gouvernement n'intervenait pas plus fermement pour faire respecter l'ordre public.

Selon certaines indications nouvelles, lundi matin, dans son entourage, le président de la République a voulu « donner un coup de poing sur la table » en priant M. Edith Cresson, M. Philippe Marchand et Henri Nallet, de « prendre les mesures nécessaires » pour assurer la sécurité des personnes et des biens, faire respecter la légalité républicaine et l'autorité

de l'Etat devant la tournure de plus en plus violente prise par les manifestations paysannes, souvent accompagnées d'excès et de saccages divers.

Il ne s'agissait pas pour lui d'intervenir directement, mais de rappeler le gouvernement à ses devoirs et de faire savoir à tous ceux qui manifestent sur la voie publique qu'il existe « une ligne rouge à ne pas franchir ».

Et en matière de « ligne rouge » M. Mitterrand se montre volontiers sévère quand certaines bornes sont dépassées. Lorsque le 3 juin 1983 des policiers contestataires étaient venus manifester à proximité de l'Elysée (en violation de la règle absolue qui, depuis la manifestation antiparlementariste du 6 février 1934, interdit la présence de tout cortège dans le périmètre Palais-Bourbon-place Beauvau-Elysée), il avait demandé au ministre de l'intérieur de l'époque de se préparer à abandonner ses fonctions s'il n'était pas déterminé à faire preuve de sévérité dans les vingt-quatre heures. Gaston Defferre avait alors adressé une démission en blanc au président de la République qui n'y avait pas donné suite.

ALAIN ROLLAT

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Désordre public

Qu'est-ce qui commande dans ce pays? Sorti du Mim, il n'y a plus un chat. Le gouvernement est aux abonnés absents. Calfeutrés dans leurs palais derrière des barrières d'huissiers à chaîne, nos princes n'osent plus mettre le pied dehors.

Sauf à prendre la fuite en hélico, faut qu'ils mobilisent des blindés pour pas être assommés à coups de fourche, de boulongs, d'œufs et de tomates pourries par l'indomptable jacquerie des paysans qui marchent en troupes sur les préfectures, enfoncent les grilles et les portes, renversent les tables des banques, incendient les bagnoles et arrêtent les TGV.

L'ordre public, ils s'en tapent, et ils ont raison, c'est pas contre eux qu'on envoie la troupe, c'est contre les infractions matraquées, aveuglées au gaz lacrymogène sous prétexte que leur paisible marche sur l'Elysée met en péril le chef de l'Etat! Elles ont eu tort, c'est vrai.

Si elles s'étaient adressées au premier ministre, elles l'auraient trouvée en larmes, elle aussi. Très émue, je cite, par ce qui leur est arrivé. Manquait plus qu'elle

leur demande de lui administrer des calmants!

Non, mais où on va? C'est tout de même pas à l'Elysée de nous rappeler que les ministres sont des citoyens comme les autres et qu'ils ont le droit de circuler librement! En être réduit à réunir une cellule de crise pour essayer de la faire respecter, c'est, de mémoire de République, on avait encore jamais vu ça.

Sans porter atteinte, bien entendu, à celui de manifester. Puisque aussi bien le seul moyen de se faire entendre, là; aujourd'hui, c'est de descendre dans la rue pour aller gueuler, comme au temps de la révolution, sous les fenêtres du château!

Moi, l'ennemi quand je vois les mecs de l'opposition, dérangés par l'envie de reprendre le pouvoir plus tôt qu'à leur tour, réclamer le départ de celui à qui nous l'avons démocratiquement confié. Et qui, au lieu d'organiser le pays, se livre à la plus phiboyable des guerres, celle de la succession au trône!

P.S. - A propos des incidents de la soirée, je vous ai dit hier soir que Georges Sarre s'était fait piéger par un radar-pourfendeur d'excès. Il m'a téléphoné. C'est pas lui, c'est moi. J'avais estimé qu'il s'agissait d'un pas freiné pour vérifier. Mes coups!

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Un entretien avec Algirdas-Julien Greimas..... 2

La guerre civile

en Yougoslavie..... 4

Le pape au Brésil

Des foules moins nombreuses que prévu..... 9

La censure

sur un « gouvernement de coalition »

« D'une République à l'autre », par André Passeron..... 11

L'inquiétude

des socialistes

M. Fabius appelle à la « double rénovation » de la gauche et du PS..... 12

La commémoration

de la fusillade de Châteaubriant

M. Marchais a présidé la cérémonie..... 12

Infirmières

Une nouvelle manifestation mardi 22 octobre..... 13

Coupe du monde de rugby

En demi-finales, l'Ecosse face à l'Angleterre et la Nouvelle-Zélande face à l'Australie..... 16

Les messages de FFF

Un groupe multiracial qui cherche encore son public..... 19

Un « news-magazine »

en Hongrie

« Europa » veut être le premier « news-magazine » de l'après-socialisme..... 20

SECTION B

La réforme de la politique

agricole commune

M. Louis Mermaz défend la Commission européenne..... 21

L'indépendance économique

des pays baltes

Riga, Tallin et Vilnius s'interrogent sur leurs relations avec Moscou..... 23

L'insécurité au Pérou

L'importance du terrorisme et de la délinquance déçourage les investisseurs..... 24

CHAMPS ECONOMIQUES

• Banques • L'impératif informatique • La concurrence imparfaite • Le Japon testé par l'Amérique latine • La chronique de Paul Fabra..... 29 à 32

Services

Abonnements..... 18
Archives classées..... 27-28
Cartes..... 28
Loto sportif..... 11
Loto..... 11
Marchés financiers..... 24-25
Météorologie..... 33
Mots croisés..... 26
Radio-Télévision..... 33
Spectacles..... 17

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 20-21 octobre 1991 a été tiré à 512 132 exemplaires.

Mort du peintre Jean Leppien

Le peintre Jean Leppien est mort, samedi 19 octobre, à Courbevoie. Agé de quatre-vingt-un ans, il était l'un des derniers témoins actifs des développements de la peinture abstraite et de l'histoire du Bauhaus.

Jean Leppien est né, en 1910, à Lunenburg, au nord de l'Allemagne, dans une famille huguenote de négociants et de pasteurs. De la peinture, il en a fait dès son plus jeune âge, et ne s'est pas arrêté. Son premier tableau abstrait date de 1927. Son arrivée comme élève d'Albers, Kandinsky et Klee, au Bauhaus de Dessau, date de 1929. Au début des années 30, il travaille avec Moholy-Nagy, à Berlin, 1933 : il fuit l'Allemagne nazie, s'installe à Paris. Vient la guerre. Leppien s'engage dans la légion étrangère. Démobilisé, il vit dans la clandestinité. Résistance, arrestation, prison, libération en 1945 par les Alliés. Il retrouve sa femme, miraculeusement échappée d'Auschwitz. Et repart à zéro.

La Truffe envisage une nouvelle souscription. La première souscription publique lancée par le nouveau quotidien la Truffe n'ayant permis de recueillir avant le 15 octobre que 13 500 actions sur les 20 000 espérées, ses dirigeants ont déposé auprès de la COB un dossier pour une nouvelle souscription, envisagée pour la mi-novembre.

De son œuvre antérieure restée à Berlin, de ce qu'il a fait à Paris, il ne reste rien.

Mais Leppien se fait beaucoup d'amis, parmi les défenseurs de l'art abstrait - les écrivains et critiques Charles Estienne, Michel Seuphor, Léon Degand; les artistes Deyrolle et Gilioli, - et participe à la création du salon des réalités nouvelles, entièrement voué à l'abstraction. Après sa première exposition personnelle, en 1949, chez Colette Allard, il sera soutenu par plusieurs marchands qui diffusent son œuvre en Allemagne et en Italie surtout.

Jean Leppien n'a jamais été une vedette consacrée de la scène artistique. Il est de ces peintres qu'on a toujours aimés en se disant qu'un jour il faudrait bien leur rendre un juste hommage. Ce qui n'a pas été vraiment fait. A Paris tout au moins. C'est dommage : on aurait pu ainsi mesurer la qualité de travail à chaque étape de l'œuvre, produite avec une belle régularité, pas ennuyeuse, parce que renouvelée, estimable mais trop honnête, trop sincère, pour qu'on puisse spéculer avec elle.

Fidèle à ses premiers maîtres, à ses engagements de jeunesse, Leppien aura toujours pensé la peinture comme un exercice rigoureux qui n'empêche ni la fantaisie ni la sensibilité. Ni la jubilation intérieure, quand le point, la ligne ou la croix trouve sa juste place dans le champ des couleurs.

GENEVIÈVE BREERETTE

URSS

Ouverture des travaux du Parlement

Le nouveau Parlement soviétique, complètement remodelé après l'échec du putsch d'août, a ouvert ses travaux lundi 21 octobre, avec la participation de sept Républiques soviétiques, l'Ukraine, la Géorgie et l'Arménie ont refusé d'y désigner des députés, tandis que l'Azerbaïdjan et la Moldavie se sont contentés d'y envoyer des observateurs.

Ouvrant la session, le président Mikhaïl Gorbatchev a plaidé pour une vaste réforme économique de l'URSS. - (AFP)

■ Nouveaux incidents de fractionnaires du PC. - Un ancien responsable du département international du Comité central du PCUS, Dmitri Lisovskii, s'est suicidé jeudi 17 octobre en se jetant par la fenêtre de son appartement à Moscou. Vendredi, c'était au tour de l'ancien chef de la section idéologique du PC pour la région de Volgograd, Sergueï Kimov, de se donner la mort : il s'est retrouvé pendu chez lui. - (Tass)

Deux cents hélicoptères manœuvrent dans le centre-ouest de la France

Durant quatre jours, du lundi 21 au jeudi 24 octobre, deux cents hélicoptères de la Force d'action rapide (FAR) vont manœuvrer dans le centre-ouest de la France, plus exactement dans un quadrilatère formé par les villes de Limoges, Angers, Nantes et Angoulême. L'exercice baptisé « Damoclès 91 » rassemble les moyens de la 4^e division aéro-mobilité (DAM) de la FAR, soit trois mille hommes et huit cents véhicules relevant de six régiments différents, sous les ordres du général de division de Réviers, commandant la DAM.

Cet exercice en terrain libre a été organisé pour tester la capacité de la DAM à s'engager très rapidement loin de ses bases de départ, qui, en la circonstance, sont principalement dans l'est de la France. La plupart des phases de « Damoclès 91 » devraient se situer sur une ligne Ruffec-Bellac, dans la zone sud-est de Poitiers.

Le mensuel
PASSAGES
ELIE WIESEL PARLE DE DIEU

Numéro d'octobre
vente en kiosque 30 F

BOURSE DE PARIS

Matinée du 21 octobre

Repli

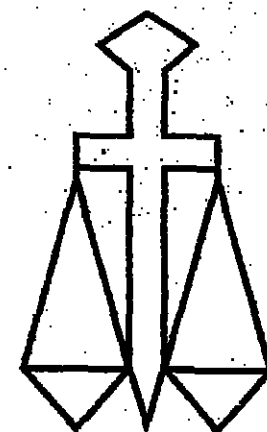
La Bourse de Paris cédait du terrain lundi des premières transactions. En clôture, le CAC 40 a perdu 0,04 % à l'ouverture, les valeurs françaises s'abaissent de 0,25 % aux alentours de 11 heures. Dans ce contexte, on relevait les hausses de SCOA, CFF, CSEB. Du côté des baisses, on notait celles de Imetal, Ciments français, La Rochelle.

Librairie L'ÉPIQUELLE
10, rue de la République
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

Chapo
13, rue de la République
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

Études en Université
CALIFORNIE FLORIDE
Stage pédagogique ou études.
Année : 80 000 F env.
Semestre : 35 000 F env.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
French Office: 57, rue Charles-Lafitte
92200 Neuilly (t) 47-45-09-19

Nul n'est censé ignorer la dernière édition des codes



DALLOZ
CODE DE COMMERCE
DALLOZ 1991-92

Dalloz - Les indispensables

Une Europe à dix-neuf

Un nouveau...
L'Europe...
dix-neuf...

La parole de...
pourrait...
l'Europe...
dix-neuf...

À la suite de...
l'Europe...
dix-neuf...

Le monde...
dix-neuf...